

Université de Montréal

**Le tonneau des Danaïdes ou de l'eupéanisation à l'Est: la grande corruption
en Roumanie – types, causes, conséquences**

**Par
Catalina Bianca Dragomir**

Faculté des Arts et des Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des Arts et des Sciences en vue de l'obtention du grade
de M. Sc. en Études internationales

Octobre 2014

© Catalina Bianca Dragomir, 2014
Université de Montréal

Résumé :

Pourquoi la Roumanie ne réussit-elle pas l'épreuve de l'eupéanisation? À travers quatre études de cas, ce mémoire souligne le rôle central occupé par les partis politiques dans le développement de la corruption en Roumanie. En adaptant la théorie créée par Jonathan Pinto, Carrie Leana et Frits Pil, il montre que le type le plus répandu de corruption n'est pas individuel mais organisationnel et se propage à travers les partis. Plus précisément, les études de cas servent à comparer les phénomènes de l'Organisation d'Individus Corrompus (OIC) et de l'Organisation Corrompue (OC). En Roumanie, les deux types coexistent. Toutefois, de par l'étendue et la puissance supérieure dans le fonctionnement de l'OC par rapport à l'OIC, de par la définition et tel que le montre l'analyse des études de cas choisies, le phénomène de l'Organisation Corrompue dans sa manifestation à l'intérieur des partis politiques a plus de conséquences négatives sur le développement économique, politique et sur l'intégration européenne du pays comprise dans le sens d'idéal démocratique et de modernité dont tout État membre de l'Union européenne tente de se rapprocher.

Mots clé : grande corruption, Roumanie, eupéanisation, Organisation d'Individus Corrompus, Organisation Corrompue, partis politiques

Abstract:

Why does Romania fail the Europeanization test? Using four case studies, this thesis emphasizes the central role played by political parties in the development of corruption in Romania. By adapting the theory first developed by Jonathan Pinto, Carrie Leana and Frits Pil, it shows that the most common type of corruption is not individual but organizational and spreads through political parties. More precisely, the case studies are used to compare the phenomena of Corrupt Organization (CO) and Organization of Corrupt Individuals (OCI), respectively. In Romania, the two types coexist. However, due to its extent and strength revealed by the case studies, the phenomenon of Corrupt Organization in its manifestation within political parties has more negative consequences on the economic and political development as well as on the European integration of the country.

Keywords: corruption, Romania, Europeanization, Organization of Corrupt Individuals, Corrupt Organization, political parties

Table des matières :

Résumé	i
Abstract	ii
Table des matières	iii
Liste des abréviations	v
Dédicace	vi
Remerciements	vii
Chapitre 1	
1.1 Introduction	1
1.2 Définitions	5
1.2.1 Européanisation	5
1.2.2 Corruption	6
Chapitre 2	
2.1. État des connaissances	7
2.2. La littérature sur l'européanisation	8
2.2.1. Acquis communautaire	9
2.2.2 Spécificités de l'Europe de l'Est	10
2.2.3. Le "fit/misfit" et le retour vers l'Europe	12
2.3. La littérature sur la corruption	14
2.3.1. Corruption, facteurs explicatifs	15
2.3.2. Bienfaits de la corruption	15
2.3.3. Inconvénients de la corruption	16
2.4. Caractéristiques et héritage de l'époque communiste	17
2.4.1. Héritage communiste	17
2.4.2. Dans la transition	19
2.4.3. Transition et corruption	20
2.4.4. Effets de la corruption	22
2.4.5. Société civile	23
2.4.6. Lutte anti-corruption	24
Chapitre 3	
3.1. Lacunes de la littérature	27
3.2. Cadre théorique	27
3.2.1. L'Organisation d'individus corrompus (OIC)	28
3.2.2. L'Organisation corrompue (OC)	29
3.3. Méthodologie	34
3.3.1. La Roumanie et l'Union européenne	37
3.3.2. Mise en place du MCV	37
3.3.3. Mécanismes roumains de la lutte contre la corruption	39
3.3.3.1. Direction Nationale Anticorruption	40
3.3.3.2. Agence Nationale d'Intégrité	40
3.4. La lutte contre la corruption: rivalité politique et adhésion européenne	40

Chapitre 4	
4.1. Études de cas	43
4.1.1. Première étude de cas: Le Trophée de la Qualité.....	45
4.1.2. Seconde étude de cas: Le dossier Zambaccian	56
4.1.3. Troisième étude de cas: Mischie	61
4.1.4. Quatrième étude de cas : Modifications et amendements	66
Chapitre 5	
5.1. Conséquences de la corruption.....	75
5.1.1. Conséquences économiques.....	75
5.1.2. Conséquences politiques	78
5.2. Responsabilité des élites politiques et vecteur de la corruption.....	84
5.3. Les effets de l'OC sur l'eupéanisation.....	87
Chapitre 6	
5.1. Conclusion - Discussion.....	90
Bibliographie.....	92

Liste des tableaux :

TABLEAU 1 : Distinction entre OIC et OC	31
TABLEAU II : Typologie des Organisations sur la base de la survenance des phénomènes OIC et OC.....	32

Liste des abréviations

ANI – Agence Nationale d’Intégrité

ANPC – Autorité Nationale pour la Protection des Consommateurs

CE- Commission européenne

DGA – Direction Générale Anticorruption

DNA – Direction Nationale Anticorruption

HCCJ – Haute Cour de Cassation et Justice

IEC – Inspectorat d’État en Constructions

IPC – Indice de la Perception de la Corruption

MCV – Mécanisme de Coopération et de Vérification

OC – Organisation corrompue

ODPC – Offices Départementaux pour la Protection du Consommateur

OIC – Organisation d’individus corrompus

ONU – Organisation des Nations Unies.

OTAN - Organisation du Traité de l’Atlantique Nord

PC – Parti Conservateur

PDL – Parti Démocrate Libéral

PNL – Parti National Libéral

PP-DD – Parti Populaire – Dan Diaconescu

PSD – Parti Social-Démocrate

UDMR - Union Démocrate Magyare de Roumanie

UE – Union européenne

USL – Union Sociale Libérale

À la mémoire de mon grand-père

À mes grands-parents

Remerciements

Je tiens à remercier mon directeur de recherche, Frédéric Mérand, pour les conseils judicieux qu'il m'a donnés tout au cours de la rédaction de ce mémoire. Les conversations que nous avons eues ont alimenté ma réflexion et m'ont ouvert des nouvelles perspectives.

Je veux aussi remercier mes parents pour leur soutien et leur patience tout au long de cette importante période de ma vie académique.

Le tonneau des Danaïdes ou de l'eupéanisation à l'Est :
La grande corruption en Roumanie : types, causes, conséquences

Appetitus divitiarum infinitus

- Saint Augustin

*"Peu importe quels seront les groupes politiques
qui triompheront : ce n'est pas la floraison de l'été
qui nous attend, mais tout d'abord une nuit polaire,
glaciale, sombre et rude".*

- Weber

Chapitre 1

1.1. Introduction

Les plus de quatre décennies de communisme qui ont pris fin en décembre 1989 avec la fin du régime de Ceausescu, "une dictature parmi les plus dures du bloc communiste"¹, allaient laisser des profondes empreintes sur le futur de la Roumanie. Le développement économique et social, la pauvreté, la mentalité de peur et d'infériorité parmi les citoyens et les frustrations que ce régime a engendrés prennent du temps à s'atténuer. La transition vers la démocratie avec tous les changements qu'elle suppose et qui a commencé avec la chute du mur de Berlin n'est pas encore terminée. Sur le plan politique, il suffit de regarder la classe politique actuelle et sa trajectoire, les débats publics, les réalisations accomplies et le fonctionnement du système en général pour observer que les racines du passé communiste sont fortes

¹ Laurent Ribadeau Dumas, "La dérive de l'Etat de droit en Roumanie". 16 juillet 2012. En ligne. <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-derive-de-letat-de-droit-en-roumanie-6903> (page consultée le 12 décembre 2013).

pour ce qui est des façons de penser et d'agir parmi les responsables politiques. Quant à lui, l'économie suit tant bien que mal des décisions partielles et superficielles prises à la hâte, sans vision à long terme ou contraintes par des conjonctures électorales, entre autres. C'est ainsi que la Roumanie est aujourd'hui l'un des deux plus pauvres pays de l'Europe avec un salaire minimum brut d'approximativement 200 euros² par mois. Un pays où le nombre de taxes ainsi que le prix des denrées alimentaires et des biens et services ne cessent d'augmenter. Ces conditions précaires et l'absence d'espoir d'un éventuel changement en bien ont été les causes des vagues d'immigration massive au cours des dernières années.

Face à tous ces enjeux et dans l'écart qui se crée entre les conditions de vie précaires d'une grande partie de la population et le manque criant d'investissement pour la construction et la modernisation par exemple, des hôpitaux, des écoles et des autoroutes - à titre d'exemple, seulement 540 km d'autoroute ont pu être réalisés par les différents gouvernements successifs dans les 14 dernières années -³ et d'autres infrastructures de performance, la société civile restante dans le pays se mobilise timidement et en quelques cas limités. On est loin de la ténacité et de l'ampleur des manifestations citoyennes qu'ont connues d'autres pays, les Roumains préférant montrer leurs frustrations, le manque de confiance dans les élites et les partis politiques dans les discussions avec leur cercle d'amis, la famille ou sur les médias sociaux. L'esprit civique et surtout l'engagement civique collectif déficitaires aujourd'hui laissant entrevoir les traces de l'héritage communiste où toute action collective de questionnement et de révolte était réprimée.

À presque 25 ans depuis la fin du communisme, la Roumanie a parcouru beaucoup de chemin et la transition vers la démocratie et le libéralisme a apporté des améliorations incontestables à ses citoyens. Entre temps, en 2004, le pays est aussi devenu membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) puis, en 2007, État membre de l'Union européenne (UE), deux chances inestimables. Par

² LPG Roumanie, "Le niveau des salaires en Roumanie". En ligne. <http://www.lpg-roumanie.ro/niveau-salaires-roumanie.html> (page consultée le 12 décembre 2013).

³ Andreea Neferu, "Vise cu 2.440 km de autostradă până în 2020, după ce guvernele din ultimii 14 ani au construit doar 540 km. Ce au promis și ce au realizat guvernele". 29 avril 2014. <http://www.zf.ro/zf-24/vise-cu-2-440-km-de-autostrada-pana-in-2020-dupa-ce-guvernele-din-ultimii-14-ani-au-construit-doar-540-km-ce-au-promis-si-ce-au-realizat-guvernele-12539780> (page consultée le 29 avril 2014). Toutes les traductions dans ce mémoire m'appartiennent.

rapport aux répercussions positives dans la vie de tous les jours des citoyens roumains, l'adhésion du pays à l'UE a été un véritable pas en avant. Encore aujourd'hui, de par les engagements que signifie ce statut et en raison des mécanismes de vérification de la part de l'Union européenne pour s'assurer que le pays tient ses promesses, la Roumanie fait des progrès.

Du point de vue politique, l'accession à l'Union européenne est cruciale pour le développement de la démocratie en Roumanie. Dans le contexte de l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne qui, par tout ce qu'elle représente est primordiale pour l'essor politique et économique du pays et à la lumière des faits expliqués ci-dessus, ce mémoire vise à comprendre pourquoi le pays se trouve dans la situation dans laquelle il est aujourd'hui. Il montre qu'une grande partie des problèmes mentionnés plus haut sont des conséquences de la corruption existante dans le pays et plus précisément de la corruption des partis politiques dans sa forme d'Organisation corrompue qui sera analysée en détail dans le Chapitre 5. On sait qu'il n'y a pas de pays qui soit épargné par la corruption, seuls ses niveaux varient. Des nombreuses recherches ont été faites par rapport à la problématique de la petite corruption en Roumanie, mais la grande corruption ou la corruption politique a été moins étudiée pour ce pays. De plus, parce que le domaine politique a une influence plus grande, directe et concrète sur la vie des citoyens que tout autre domaine, comprendre comment la corruption à ce niveau fonctionne, puis réfléchir aux solutions possibles peut aider à résoudre une grande partie de ce fléau et de ses conséquences négatives sur les citoyens. Finalement, parce que la corruption ralentit le développement d'un pays, elle l'empêche en même temps de s'intégrer totalement puisqu'elle va à l'encontre même des principes fondateurs de cette adhésion.

Ainsi, ce mémoire répond à la question de recherche à savoir si les principaux coupables de la corruption en Roumanie sont les partis politiques. Sous quelle forme le sont-ils et quelles sont les conséquences de cette corruption en Roumanie dans le contexte de son européanisation?

Pour répondre à ces questions, dans la section 2.1, on passera en revue l'état de la littérature en deux parties. D'abord, on survolera brièvement l'état de la littérature sur l'européanisation afin de ressortir, entre autres, les situations spécifiques par

lesquelles passent les pays qui veulent adhérer à l'Union européenne et en particulier ceux avec un passé communiste afin de mieux comprendre la situation dans laquelle ils se trouvent aujourd'hui et qui est indispensable pour comprendre l'analyse sur la corruption qui suivra. Dans la seconde partie, on s'attardera sur la littérature concernant la corruption afin d'observer ses causes et ses conséquences surtout dans le cas des pays ex communistes et dans le cas plus précis de la Roumanie. Dans la section 3.2, on présentera le cadre théorique choisi, soit la théorie de Pinto, Leana et Pil sur les deux types de corruption au niveau individuel afin de faire ressortir à la fois, le fait qu'il existe plusieurs formes de corruption et que l'une d'entre elles est plus grave dans ses conséquences négatives que l'autre. Ensuite, dans la section 4.1, quatre études de cas de grande corruption ou corruption politique sont exposées afin de, premièrement, montrer l'étendue du phénomène dans le domaine politique; deuxièmement, distinguer les deux types de corruption conceptualisés par les auteurs; et, troisièmement, expliquer les conséquences négatives de chacune d'entre elles en les analysant dans chaque cas. À la section 5.1, à partir des effets économiques et politiques néfastes de la corruption qu'on passe en revue dans l'état de la littérature et qui sont repris et appliqués aux cas choisis, une analyse complète de toutes les études de cas sera faite afin d'observer les effets que chacun des types de corruption engendre sur le développement économique et surtout politique d'un pays afin de comprendre en quoi la corruption politique affecte le bon fonctionnement d'un pays et le fait dévier de sa trajectoire présente, qui, comme dans le cas de la Roumanie est la trajectoire européenne, avec l'ensemble des règles et principes qu'elle demande pour pouvoir fonctionner correctement dans la direction de la démocratie et de la modernité. Finalement, le mémoire se termine par une discussion qui réfléchit à quelques solutions possibles pour enrayer ou du moins diminuer la grande corruption et restreindre ainsi ses effets néfastes.

1.2. Définitions

1.2.1. Européanisation

Avant de commencer, il est important de définir les principaux concepts utilisés. Dans le cadre de ce travail, l'européanisation sera comprise comme étant "Un processus dynamique ⁴ (a) de construction, (b) de diffusion et (c) d'institutionnalisation de règles formelles et informelles, procédures, paradigmes politiques, styles, 'façons de faire les choses', croyances partagées et normes qui sont avant tout définies et consolidées dans le processus politique de l'Union européenne et ensuite incorporés dans la logique domestique (nationale et sous nationale), les discours, les identités, les structures politiques et les politiques publiques" ⁵. L'européanisation est un double processus, à la fois du bas vers le haut (les institutions européennes sont les nouvelles pratiques à adopter par les pays adhérents) et d'en haut vers le bas (adaptation des pays membres aux nouvelles institutions)⁶. Elle cherche donc une convergence à la fois physique (territoriale, institutionnelle) et non matérielle (valeurs, normes, règles)⁷. Dans ce travail, l'européanisation se concrétise par l'acquis. L'acquis signifie "l'Union européenne telle qu'elle existe aujourd'hui"⁸. Il représente un "alignement formel" des pays qui y adhèrent à "l'ensemble des règles, principes politiques et décisions juridiques" européennes⁹. L'acquis est une obligation du transfert de 80 000 pages de textes législatifs que les pays candidats doivent accepter avant d'adhérer à l'Union et transposer au niveau national¹⁰. Dans ce mémoire, à chaque fois que le terme d'européanisation est utilisé,

⁴ Svetlozar A. Andreev, "The unbearable lightness of membership: Bulgaria and Romania after the 2007 EU accession". *Communist and Post-Communist Studies*, 2009, 42: 387.

⁵ Radaelli cité par Heather Grabbe, *The EU's Transformative Power. Europeanization Through Conditionality in Central and Eastern Europe*. New-York: Palgrave Macmillan. 2006. p. 46.

⁶ Tanja Börzel, "Member States Responses to Europeanization". *Journal of Common Market Studies* 40(2) (2002): 193-195; Keith Featherstone et Claudio Radaelli, eds. *The Politics of Europeanization*. Oxford: Oxford University Press. 2003.

⁷ Octavian Groza et Violette Rey, "Bulgarie et Roumanie, une affaire d'européanisation", *L'Espace géographique*, 2008/4 Tome 37, p. 291

⁸ Europa.eu b, "Guide explicatif de l'eurojargon". En ligne. http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm (page consultée le 8 mars 2013).

⁹ Gialdino cité par Heather Grabbe. 2006, *op. cit.* p. 33.

¹⁰ Ramona Coman, "Les défis de l'européanisation dans la réforme du système judiciaire roumain

il est entendu dans le sens de la position de la Roumanie par rapport à ces critères qu'elle doit honorer en tant qu'État membre de l'Union européenne.

1.2.2. Corruption

Du mot latin *corrumpere*, littéralement, ce terme signifie avec décadence ou avec dépravation¹¹. Dans ce travail, la corruption sera définie comme étant "Une déviation des règles et des devoirs publics initiaux¹², une "détérioration morale"¹³ pour un enrichissement personnel¹⁴ ou un maintien ou gain de statut¹⁵ et qui peut se concrétiser en différentes formes: des "pots-de-vin, du détournement de fonds, fraude, extorsion ou simplement le trafic d'influence et le clientélisme de faire ou de retourner des faveurs"¹⁶. La corruption peut être "arbitraire ou prédictible, centralisée ou non, collusive ou coercitive"¹⁷. Il faut aussi distinguer la petite corruption (impliquant des petites sommes d'argent et faite dans le but d'obtenir plus rapidement un bien ou un service) et la grande corruption, celle dont traitera ce texte, et qui est faite à grande échelle, qui implique généralement des grandes sommes d'argent et des hauts dirigeants tant du secteur publique que privé¹⁸. Dans ce travail, le terme de corruption politique sera aussi utilisé pour parler de la grande corruption étant donné que les personnes impliquées sont des responsables politiques.

post-communiste. Entre inertie et transformation". *Revue française de science politique*, 2006/6 Vol. 56, p. 1011; Dimitris Papadimitriou et David Phinnemore. "Conditionality and Domestic Change: The Twinning Exercise and Administrative Reform in Romania". *JCMS*. 2004 Volume 42. Number 3. p. 619.

¹¹ J. Peter Euben, "On Political Corruption". *The Antioch Review*, Vol. 36, No. 1 (Winter, 1978), p. 109. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/4638011> (page consultée le 25 novembre 2013).

¹² Nye cité par John Girling, *Corruption, capitalism and democracy*. (Londres: Routledge). 1997.

¹³ Ian Senior, *Corruption - the World's Big C: Cases, Causes, Consequences, Cures*. (London: The Institute of Economic Affairs), 2006.

¹⁴ Nye cité par Girling, art. cit.

¹⁵ J.S. Nye, "Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis". *The American Political Science Review*, Vol. 61, No. 2 (Jun., 1967), p. 419. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/1953254> (page consultée le 25 novembre 2013).

¹⁶ Anti-Corruption Resource Centre, "Glossaire". En ligne. <http://www.u4.no/glossaire/> (page consultée le 17 mars 2013).

¹⁷ Vito Tanzi, "Corruption Around the World: Causes, Consequences, Scope, and Cures". *IMF Staff Papers*. Vol. 45, No. 4. 1998. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/10.2307/3867585> (page consultée le 10 mars 2013).

¹⁸ Agence canadienne du développement international (ACDI), "La lutte contre la corruption: questions et stratégies". 2000 révisé 2011. En ligne. www.acdicida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/.../PrimerFrancais.pdf (page consultée le 18 mars 2013).

Chapitre 2

2.1. État des connaissances

Tel que montré en introduction, la corruption implique la non européanisation parce que, par l'attribution d'argent dans des utilisations autres que l'intérêt public et l'utilisation du pouvoir par les responsables politiques dans l'intérêt personnel pour favoriser un tiers au détriment de tous, la corruption entrave au bon fonctionnement du système démocratique et à l'égalité des citoyens que suppose l'intégration européenne. Par conséquent, l'état de la littérature se sépare en deux parties, la première sur l'européanisation et la seconde sur la corruption. En effet, si la corruption est le thème de ce mémoire, un bref état de la littérature concernant l'européanisation est indispensable pour à la fois comprendre les changements qui opèrent lors de l'intégration d'un pays, d'autant plus si celui-ci a un passé communiste et les difficultés que rencontrent les pays dans cette situation, mais surtout pour pouvoir mieux comprendre par la suite pourquoi et en quoi la corruption, en plus des difficultés internes qu'elle apporte, ralentit le pays vers le progrès et la modernité que représente aujourd'hui l'UE pour un pays du continent, d'autant plus sur un pays de l'Europe de l'Est. En effet, il est important de comprendre le phénomène de la corruption, mais pour essayer d'apercevoir entièrement ses causes et ses conséquences et dans le monde d'aujourd'hui, il est nécessaire de regarder vers l'avant et situer ce phénomène dans le contexte actuel et futur du pays en question et dans le cas de la Roumanie il s'agit de l'intégration à l'Union européenne. On ne peut pas saisir pleinement l'ampleur de ce fléau, le sens des actions entreprises pour la lutte contre la corruption, les moments précis où celles-ci ont été posées et toute la dynamique de ce que signifie la corruption et la lutte pour l'éradiquer et comprendre d'autant plus la gravité des conséquences négatives de celle-ci et donc l'importance de la lutte interne pour la combattre sans les relier au principal l'élément déclencheur, le besoin impétueux du pays d'adhérer à l'Union européenne. C'est en raison de ce besoin et pour que ce désir se réalise que la Roumanie est passée de la phase de transition dans laquelle elle se trouvait, et qui, selon certains n'est pas encore

terminée, par des changements successifs pour répondre aux critères demandés pour l'intégration européenne et continue encore aujourd'hui de poser des actions plus ou moins concrètes, plus ou moins réussies dans ce sens. Étudier la corruption actuelle en Roumanie, comme ce texte vise à le faire, sans prendre en compte cet aspect essentiel qu'est le statut d'État membre de l'Union européenne du pays rend toute compréhension de la problématique superflue ou caduque.

La partie sur l'europanisation se concentrera surtout sur l'intégration de ces pays par le biais de l'acquis et l'adaptation aux diverses normes européennes en ressortissant les ajustements auxquels ont dû faire face et les changements qu'ont fait ou pas, tant les pays adhérents que l'Union européenne, pour mieux répondre à cette intégration qui demande une réciprocité. La partie sur la corruption passera en revue les différentes causes possibles de la corruption, le rôle de la société civile et la lutte anti-corruption. Elle sert aussi à ressortir les différences de ces pays ex-communistes par rapport aux autres. Finalement, ces états des lieux permettront de mieux comprendre le contexte des études de cas et leur lien avec l'europanisation du pays.

2.2. La littérature sur l'europanisation

Engrenage "irréversible"¹⁹, l'intégration européenne est sélective parce qu'elle accepte une adhésion en l'échange d'engagements²⁰ et la satisfaction de certains critères. En d'autres mots, pas n'importe quel pays peut faire partie de l'Union européenne. En plus du critères géographiques, la volonté politique nationale et des de possibilités d'adaptation du pays adhérent sont de mise.

¹⁹ Jano Dorian, "From 'Balkanization' to 'Europeanization': The Stages of Western Balkans Complex Transformations", *L'Europe en Formation*, 2008/3 n° 349 - 350, p. 66.

²⁰ Catherine Durandin, "La Roumanie en mal d'identité". *Études*, 2005/12 Tome 403, p. 602. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-etudes-2005-12-page-595.htm> (page consultée le 26 novembre 2013).

2.2.1. L'acquis communautaire

L'acquis communautaire est un élément important dans le contexte global de l'eupéanisation parce qu'il représente le fondement à partir duquel on peut estimer à quel point un pays s'intègre ou non dans l'Union européenne. Dans la littérature, il y a un débat entre ceux qui croient que les États postcommunistes ont réussi à mettre en place l'acquis même après l'adhésion et ceux qui ne le croient pas. Si Philip Levitz et Grigore Pop-Eleches croient qu'il n'y a pas eu de retour en arrière depuis l'adhésion²¹, notamment en raison des influences européennes et nationales comme, par exemple, l'échéance des élections internes²², d'autres auteurs pensent que l'acquis n'a pas été mis en place par les pays adhérents ou très difficilement pour plusieurs raisons. Si certains auteurs notent que dans certains cas, comme en Roumanie, les critères de préadhésion à elles seules n'ont pas suffi pour assurer le transfert des normes européennes²³, d'autres estiment que l'intégration déficiente est conséquence de la baisse de la pression de la part de l'Union européenne après l'adhésion²⁴ surtout quant à la mise en pratique des normes européennes²⁵ - le problème se situant non pas dans la transposition, mais dans la mise en application²⁶.

²¹ Philip Levitz et Grigore Pop-Eleches, "Why no Backsliding? The EU's impact on democracy and governance before and after accession". *Comparative political studies*. 2009. 43:4, 457-485.

²² Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, "Catching Up? Consolidating Liberal Democracy in Bulgaria and Romania after EU Accession", *West European Politics*, 35:1, 2012 p. 46, 51.

²³ Frank Schimmelfennig et Ulrich Sedelmeier, "Governance by conditionality: EU rule transfer to the candidate countries of Central and Eastern Europe." *Journal of European Public Policy*. 2004. 11 (4), p. 660-687.

²⁴ Cosmina Tanasoiu, "Europeanization post-accession: rule adoption and national political elites in Romania and Bulgaria", *Southeast European and Black Sea Studies*, 2012. 12:1, p.174; Gerda Falkner et Oliver Treib, "Three Worlds of Compliance or Four? The EU-15 Compared to New Member States". *Journal of Common Market Studies*, 46(2). 2008. p. 293.

²⁵ Frank Schimmelfennig et Florian Trauner (eds), "Post-accession compliance in the EU's new member states", *European Integration online Papers (EIoP)*, Special Issue 2, 2009. Vol. 13, Art. 21. p. 4,11. En ligne. <http://eiop.or.at/eiop/texte/2009-021a.htm> (page consultée le 24 mars 2013).

²⁶ Florian Trauner, "Post-accession compliance with EU law in Bulgaria and Romania: a comparative perspective". Dans Frank Schimmelfennig and Florian Trauner (eds): Post-accession compliance in the EU's new member states, *European Integration online Papers (EIoP)*, Special Issue 2, 2009. Vol. 13, Art. 21, p. 1. En ligne. <http://eiop.or.at/eiop/texte/2009-021a.htm> (page consultée le 19 mars 2013).

2.2.2. Spécificités de l'Europe de l'Est

En ce sens, Virgil Ciomos explique que si l'aboutissement des changements dans la pratique reste incertain pour les pays postcommunistes, c'est parce qu'en plus de la complexité des transformations dans la transition, à la fois de nature temporelle et géographique (du passé communisme vers le futur démocratique et de l'Est vers l'Ouest), les demandes de changement sont souvent non adaptées et non adaptables aux réalités de ces pays²⁷. De plus, l'eupéanisation parfois utilisée comme un moyen plutôt que comme un but en soi par les responsables politiques internes²⁸ et les défis politiques et socioéconomiques internes²⁹ sont d'autres raisons possibles de la déficience d'intégration pour un pays adhérent, le degré d'influence de l'Union européenne sur les politiques nationales³⁰ par la conditionnalité³¹ se trouvant d'autant limité.

Par conséquent, pour mettre en place les réformes, quelques outils sont nécessaires. Il est important de noter que dans les pays avec un passé communiste, soit ils sont manquants soit ils sont faibles. Tout d'abord, il faut que ces États aient une certaine capacité administrative³² qui leur permette d'introduire et de faire fonctionner les règles et les valeurs européennes dans leur système national. En effet, plus la capacité administrative est restreinte, moins le pays réussit son intégration européenne.

²⁷ Virgil Ciomos, "Réinvention postcommuniste de la modernité, État des lieux". Institut "George Baritiu", 2011. Académie roumaine, filiale de Cluj. p. 154-156. En ligne. <http://www.humanistica.ro/anuare/2011/Continut/Art%2011.pdf> (page consultée le 1 novembre 2013).

²⁸ Cosmina Tanasoiu, 2012, art. cit. p. 189.

²⁹ Andreev Svetlozar, 2009, art. cit. p. 375-393.

³⁰ Mihaela Gugiu, "EU Enlargement and Anticorruption: Lessons Learned from the Romanian Case." *Journal of European Integration*. 2012. En ligne. <http://dx.doi.org/10.1080/07036337.2011.595487> (page consultée le 27 mars 2013).

³¹ Rachel Epstein et Ulrich Sedelmeier (eds.), *International influence beyond conditionality: postcommunist Europe after EU enlargement*. (Londres: Routledge). 2009.

³² David Cameron, "Les défis de l'accession à l'Union européenne pour l'Europe post communiste", *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2003/3 Tome XLII, p. 23-33. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2003-3-page-23.htm> (page consultée le 3 octobre 2013); Tanja A. Börzel et Thomas Risse, "From Europeanisation to Diffusion: Introduction". *West European Politics*, 2012. 35:1, p. 12. En ligne <http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/01402382.2012.631310> (page consultée le 28 septembre 2013); Ramona Coman, 2006, art. cit. p. 1002.

Deuxièmement, il ne faut pas qu'il y ait des tensions internes contreproductives aux efforts et au sens des réformes. Les désaccords internes qui peuvent survenir, et Goetz donne comme exemple ceux entre la part de l'exécutif européenisé et celui qui ne l'est pas, entre les petits cercles fermés de hauts fonctionnaires et les autres fonctionnaires de l'État, entre un noyau exécutif avec des capacités d'élaboration de politiques développées et les capacités restreintes des institutions centrales³³ ralentissent ou empêchent la mise en oeuvre de l'acquis et l'intégration européenne dans les pays adhérents.

Finalement, toutes les autres conditions particulières à ces pays comme, par exemple, leur passé et leur configuration politique actuelle ou leurs relations extérieures³⁴ sont autant de facteurs qui façonnent la mise en place de l'acquis et leur place en Europe. Concrètement, parmi les quelques spécificités des Balkans et de l'Europe de l'Est qui représentent autant d'entraves à la mise en oeuvre de l'acquis et à l'europeanisation de ces pays, certains auteurs prennent comme études de cas la Bosnie et la Serbie pour évoquer les difficultés gouvernementales de bâtir une démocratie et libéraliser le marché et mentionnent ainsi "la fatigue de la réforme" et "la crise des attentes" dans cette région³⁵. En Roumanie, quant au domaine de la justice et pour ce qui a trait à la lutte anti-corruption, les auteurs parlent du rôle néfaste des actions des acteurs internes. Il s'agit, par exemple, des décrets visant à interdire l'investigation de plusieurs fonctionnaires par la justice, qui ne font que ralentir la progression du pays dans le domaine et diminuer la portée des avancements passés³⁶. Cela rejoint Dimitrova, Spendzharova et Vachudova, qui expliquent que suite à l'adhésion, on peut observer une régression dans les réformes mises en place³⁷

³³ Klaus H. Goetz, "Making sense of post-communist central administration: modernization, Europeanization or Latinization?". *Journal of European Public Policy*, 2001. 8:6, p. 1046. En ligne. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13501760110098332#.UaOyf4VIA7A> (page consultée le 29 septembre 2013).

³⁴ Heather Grabbe, 2006, *op. cit.*

³⁵ Dzihic Vedran et Angela Wieser, "The Crisis of Expectations - Europeanisation as "acquis démocratique" and its limits. The case of Bosnia-Herzegovina and Serbia", *L'Europe en Formation*, 2008/3 n° 349 - 350, p. 84, 81.

³⁶ Cosmina Tanasoiu, 2012, art. cit. p. 173-193; Mihaela Racovita. "Europeanization and Effective Democracy in Romania and Bulgaria." *Romanian Journal of Political Science*, 2011. Spring, 11 (1), p. 28-50. En ligne. <http://www.sar.org.ro/polsci/?p=601> (page consultée le 11 mars 2013).

³⁷ Antoaneta Dimitrova, "The New Member states of the EU in the aftermath of enlargement: do new European rules remain empty shells?" *Journal of European Public Policy*, 2010. 17(1), p. 137-148.

dans plusieurs pays ex-communistes notamment dû au fait que les partis politiques plus anciens tendent à "mettre les problèmes liés à la corruption sous le tapis"³⁸. De cette manière, le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire qui favorise la grande corruption et qui est contreproductive aux efforts de la lutte anti-corruption³⁹ ou encore les processus judiciaires et les débats publics semblant tourner en rond - les fonctionnaires s'accusant mutuellement de corruption⁴⁰ – sont d'autres facteurs de retour en arrière, de ralentissement ou de sur place dans l'adaptation des normes dans le domaine⁴¹. Le degré d'assimilation des normes et règles européennes par les acteurs nationaux⁴² se voit réduit par ces facteurs.

2.2.3. Le "fit/misfit" et le retour vers l'Europe

La mise en place de l'acquis est plus facile pour les pays dont le fonctionnement intérieur est proche des règles européennes, ce qui signifie que son coût de mise en œuvre est plus bas⁴³. Parlant de l'efficacité des engagements pris⁴⁴, malgré les difficultés que peuvent rencontrer certains pays, il est important de mentionner qu'un changement interne va toutefois se faire dans le sens de l'europanisation pour les pays adhérents. En effet, les conditions d'adhésion faisant partie de l'acquis ayant un coût plus élevé⁴⁵ puisqu'elles sont obligatoires, contraignent pour certains pays leur mise en œuvre, sans parler des nombreux bénéfices notamment financiers et d'accès aux marchés européens. Par conséquent, ces difficultés, même si elles sont importantes, n'empêchent pas complètement la mise en œuvre de l'acquis, mais le ralentissent ou le façonnent. En effet, parmi les

³⁸ Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, 2012, art. cit. p. 51.

³⁹ Mihaiela Ristei. "The Politics of Corruption: Political Will and the Rule of Law in Post Communist Romania". *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 2010. 26:3, 341-362.

⁴⁰ Svetlozar A. Andreev, 2009, art. cit. p. 378.

⁴¹ Cosmina Tanasoiu, 2012, art. cit. p. 173-193.

⁴² Grzegorz Ekiert, "Dilemmas of Europeanization: Eastern and Central Europe after the EU Enlargement". *Acta Slavica Iaponica*. 2008. 25:1-28. En ligne. <http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/publicitn/acta/25/ekiert.pdf> (page consultée le 24 septembre 2013).

⁴³ Tanja Börzel, 2002, art. cit. p. 194.

⁴⁴ Antoaneta Dimitrova, 2010, art. cit.

⁴⁵ Ulrich Sedelmeier, "Pre-accession conditionality and post accession compliance in the new member states: A research note". Dans Sadurski, W., J. Ziller et K. Zurek, (eds.) *Après Enlargement: Legal and Political Responses in Central and Eastern Europe*. Florence, EUI: Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2006, p. 145-61; Antoaneta Dimitrova, 2010, art. cit. p. 17.

pays postcommunistes de l'Europe centrale et orientale qui ont réussi à le mettre en place, on observe une diversité de ce que signifie "le retour vers l'Europe"⁴⁶, des façons d'y parvenir ainsi que du degré d'intégration des règles et normes imposées par l'adhésion à l'UE, chaque pays adhérant ayant ses particularités⁴⁷. Finalement, ces différentes trajectoires d'européanisation⁴⁸ ou le degré d'européanisation de ces pays peuvent aussi varier en fonction du concept de "fit/misfit"⁴⁹ c'est-à-dire du degré de compatibilité entre les politiques européennes et les politiques internes. En effet, Börzel et Risse expliquent que plus les institutions et/ou les acteurs internes répondent négativement à la pression qu'engendre la non compatibilité, plus grand est le changement vers les normes et les réglementations européennes⁵⁰.

À la suite de ces observations, il serait intéressant de voir si le système européen a et utilise des outils pour encourager et soutenir les réformes des pays adhérents. En effet, pour ce qui est de la force de l'influence européenne après l'adhésion⁵¹, si selon certains le processus d'européanisation après l'adhésion des pays a ralenti ou s'est arrêté parce que l'UE n'a pas su être assez ferme et encadrer ces pays, selon Andreev, au contraire, l'Union européenne se montre plus attentive et a une surveillance plus serrée après avoir été critiquée d'avoir accepté des pays qui n'étaient pas prêts en effet⁵². Conjointement avec les incitations internes comme les pressions des élections par exemple, l'influence de l'européanisation se fait aussi sentir à travers les pressions externes que l'Union européenne exerce notamment par le biais de la surveillance via les rapports de la Commission quant à la lutte contre la corruption et la réforme du domaine de la justice en Roumanie et Bulgarie ainsi que par les rapports par pays qu'elle élabore dans divers domaines et lors des rencontres régulières bilatérales, multilatérales ou européennes.

⁴⁶ Heather Grabbe, 2006, *op. cit.* p. 40, 53, 100; Gergana Noutcheva et Dimitar Bechev, "The Successful Laggards: Bulgaria and Romania's Accession to the EU". *East European Politics and Societies*, 2008. 22(1). p. 117. En ligne. <http://eep.sagepub.com/content/22/1/114> (page consultée le 27 septembre 2013).

⁴⁷ Coman Ramona, 2006, art. cit.; Tanja Börzel, 2002, art. cit.

⁴⁸ Klaus H. Goetz, 2001, art. cit.

⁴⁹ Tanja Börzel et Thomas Risse, "When Europe hits home: Europeanization and domestic change". 2000. En ligne. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=302768 (page consultée le 29 avril 2013).

⁵⁰ *Ibid.*,

⁵¹ Cosmina Tanasoiu, 2012, art. cit. p. 173-193.

⁵² Andreev Svetlozar, 2009, art. cit. p. 377.

Nous pouvons observer que la littérature sur l'eupéanisation des pays candidats est à la fois complexe et très diversifiée. Concernant les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans, les auteurs insistent sur leurs différences pour montrer à quel degré ils ont réussi à s'intégrer ou pourquoi ils n'ont pas pu le faire. À la lumière de ces explications, quelques auteurs notent les faiblesses du système européen quant à l'adhésion de nouveaux États. Que ce soit dans le processus de préadhésion quant à savoir si les pays étaient vraiment prêts à adhérer à l'Union⁵³, quant à savoir si l'Union était consciente et avait pris en considération les différences des pays de l'Europe de l'Est⁵⁴ ou quant à savoir si la Roumanie avait réellement absorbé les normes et les valeurs européennes ou si ce n'était en réalité que des déclarations de façade et que les réformes en réalité incomplètes⁵⁵ ont été laissées passer, les failles sont nombreuses.

Maintenant qu'on a passé rapidement en revue la littérature sur l'eupéanisation qui a fait ressortir ce dont les pays avec un passé communiste manquent et ce dont ils ont besoin pour réussir leur adhésion puis leur intégration européenne, entrons dans le vif du sujet, soit la corruption.

2.3. Littérature sur la corruption

Thème préoccupant depuis le Code d'Hammurabi (environ 1750 av. J.-C)⁵⁶ ou dans l'empire Ottoman⁵⁷, la corruption n'est pas un fléau nouveau. Elle a même trouvé écho dans la littérature universelle comme dans la Divine Comédie de Dante ou dans Hamlet de Shakespeare⁵⁸. Cependant, pour les besoins de ce travail, nous allons approcher la corruption seulement à partir de la période de transition qui a

⁵³ Frank Schimmelfennig et Florian Trauner (eds), 2009, art. cit.

⁵⁴ Octavian Groza et Violette Rey, 2008, art. cit. p. 289-296; Ulrich Sedelmeier, "After Conditionality post accession compliance with EU Law in Eastern Central Europe". *Journal of European Public Policy*. 2008. 15:6, p. 506-825.

⁵⁵ Tom Gallagher. *Romania and the European Union*. (Manchester et New-York: Manchester University Press), 2009.

⁵⁶ Ajit Mishra, "Persistence of corruption: some theoretical perspectives". *World Development*, 2006. Vol 34, no.2. p. 349. En ligne. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X05001658> (page consultée le 4 mars 2013).

⁵⁷ Dieter Haller et Cris Shore (édité par). *Corruption: Anthropological Perspectives*. (London: Pluto Press). 2005. p. 123.

⁵⁸ Vito Tanzi, 1998, art. cit. p. 559-560.

commencé au début des années 1990 dans les ex-pays communistes afin de comprendre qu'est ce qui a causé la corruption dans ces pays.

2.3.1. Corruption, facteurs explicatifs

La corruption d'un pays peut avoir plusieurs causes. Elle peut survenir en raison de la présence de certains facteurs sociaux et culturels⁵⁹ ou en raison de la pauvreté ou de conditions économiques défavorables⁶⁰. Les inégalités de pouvoir et de statut⁶¹, tout comme le bas niveau de salaires⁶² peuvent aussi engendrer de la corruption et par là-même, nuire au développement du pays et à son européanisation.

2.3.2. Bienfaits de la corruption

Une autre part de la littérature sur la corruption se consacre aux avantages et inconvénients de celle-ci. Parmi les avantages, quelques auteurs estiment que la corruption favorise la croissance économique, rend la bureaucratie plus efficace⁶³ et encourage l'entrepreneuriat⁶⁴ à condition qu'elle ne soit pas sélective dans les personnes qu'elle avantage, tandis que d'autres estiment qu'elle contribue à une meilleure allocation des ressources pour ceux qui les valorisent le plus⁶⁵.

⁵⁹ Andrei, Tudorel, Ani MATEI et Ion Gh. ROȘCA pourquoi des majuscules???. *The Corruption: An Economic and Social Analysis*. (Editura Economică: Bucuresti), 2009, p. 12.

⁶⁰ Ion Ionescu, "La question de la pauvreté en Roumanie". *Pensée plurielle*, 2007/3 n°16, p. 144. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-3-page-141.htm> (page consultée le 21 novembre 2013).

⁶¹ Patrick. J. Dobel, "The Corruption of a State". *The American Political Science Review*, Vol. 72, No. 3 (Sep., 1978), pp. 961. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/1955114> (page consultée le 25 novembre 2013).

⁶² Andrei, Tudorel, Ani MATEI et Ion Gh. ROȘCA. art cit. p. 13, 54; Dacian C. Dragos et Bogdana Neamtu. "La réforme de l'administration publique locale en Roumanie : Tendances et obstacles". *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 2007/4 Vol .73, p. 706. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2007-4-page-699.htm> (page consultée le 7 novembre 2013)

⁶³ Paolo Mauro, "Corruption and Growth". *The Quarterly Journal of Economics*, 1995. Vol. 110, No. 3, pp. 681. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/2946696> (page consultée le 3 novembre 2013); J.S. Nye. art. cit. p. 419-420.

⁶⁴ J.S. Nye. Art. cité. p. 419-420.

⁶⁵ Patrycja Szarek-Mason, *The European Union's Fight Against Corruption: The Evolving Policy Towards Member States and Candidate Countries* (Cambridge: Cambridge University Press). 2010.

2.3.3. Inconvénients de la corruption

À l'inverse, dans la liste des effets nocifs de la corruption, du point de vue économique, on note, entre autres, que la mauvaise allocation des fonds d'investissement⁶⁶ peut réduire le désir d'investissement et décourager l'entrepreneuriat⁶⁷. La corruption diminue le niveau de concurrence et réduit la croissance économique⁶⁸ par des pertes de ressources⁶⁹ et nuit au développement des systèmes d'éducation, infrastructures, services en allouant de l'argent vers d'autres utilisations⁷⁰ en creusant les finances publiques de sommes qui ne sont pas utilisées dans l'intérêt général⁷¹. Cela accroît les inégalités sociales et augmente l'inefficience des services publics⁷².

Du point de vue politique et de la justice, la corruption affaiblit le pouvoir judiciaire⁷³ et affecte l'impartialité de la justice⁷⁴ en minant sa crédibilité⁷⁵. De plus,

⁶⁶ Nye, J.S. art. cit. p. 421.

⁶⁷ Michael Johnston, *Syndromes of Corruption. Wealth, Power, and Democracy*. Cambridge University Press: Cambridge. 2005. p. 24, 27.

⁶⁸ Milada Anna Vachudova, "Corruption and Compliance in the EU's Post-Communist Members and Candidates". *Journal of Common Market Studies*. 2009. Volume 47 Annual Review pp. 44. En ligne. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/j.1468-5965.2009.02013.x/abstract> (page consultée le 12 novembre 2013).

⁶⁹ J.S. Nye, 1967, art. cit. p. 421.

⁷⁰ Michael Johnston, 2005. *Op cit.* p. 27.

⁷¹ Kimberly Ann Elliott. "Corruption as an international policy problem: overview and recommendations" dans *Domestic economic consequences of corruption in Corruption and the global Economy*, Kimberly Ann Elliott Editor. Institutute for international economics. Washington DC, 1997. 1997. p. 175-236. En ligne. [http://books.google.ca/books?id=p5AJ9HR1nhYC&pg=PA186&lpg=PA186&dq=%E2%80%9CCorruption+leads+to+loss+of+much+needed+revenue+and+human+talent+for+development,+dis+torts+priorities+for+public+policy,+and+shifts+scarce+resources+away+from+the+public+inter+est.+&source=bl&ots=Elv3-](http://books.google.ca/books?id=p5AJ9HR1nhYC&pg=PA186&lpg=PA186&dq=%E2%80%9CCorruption+leads+to+loss+of+much+needed+revenue+and+human+talent+for+development,+dis+torts+priorities+for+public+policy,+and+shifts+scarce+resources+away+from+the+public+inter+est.+&source=bl&ots=Elv3-zqLCu&sig=G5OuDAH7zC_GV2JNSxaTO3e4AWo&hl=fr&sa=X&ei=ZsZ7Up73FaugyAH3vYDwCQ&ved=0CC0Q6AEwAA#v=onepage&q=%E2%80%9CCorruption%20leads%20to%20loss%20of%20much%20needed%20revenue%20and%20human%20talent%20for%20development%2C%20dis%20torts%20priorities%20for%20public%20policy%2C%20and%20shifts%20scarce%20resources%20away%20from%20the%20public%20inter%20est.%20.&f=false)

[zqLCu&sig=G5OuDAH7zC_GV2JNSxaTO3e4AWo&hl=fr&sa=X&ei=ZsZ7Up73FaugyAH3vYDwCQ&ved=0CC0Q6AEwAA#v=onepage&q=%E2%80%9CCorruption%20leads%20to%20loss%20of%20much%20needed%20revenue%20and%20human%20talent%20for%20development%2C%20dis%20torts%20priorities%20for%20public%20policy%2C%20and%20shifts%20scarce%20resources%20away%20from%20the%20public%20inter%20est.%20.&f=false](http://books.google.ca/books?id=p5AJ9HR1nhYC&pg=PA186&lpg=PA186&dq=%E2%80%9CCorruption+leads+to+loss+of+much+needed+revenue+and+human+talent+for+development,+dis+torts+priorities+for+public+policy,+and+shifts+scarce+resources+away+from+the+public+inter+est.+&source=bl&ots=Elv3-zqLCu&sig=G5OuDAH7zC_GV2JNSxaTO3e4AWo&hl=fr&sa=X&ei=ZsZ7Up73FaugyAH3vYDwCQ&ved=0CC0Q6AEwAA#v=onepage&q=%E2%80%9CCorruption%20leads%20to%20loss%20of%20much%20needed%20revenue%20and%20human%20talent%20for%20development%2C%20dis%20torts%20priorities%20for%20public%20policy%2C%20and%20shifts%20scarce%20resources%20away%20from%20the%20public%20inter%20est.%20.&f=false) (page consultée le 16 avril 2013).

⁷² World Bank. *Controlling Corruption: A Parliamentarian's Handbook* (Washington, DC: The World Bank), 2000; Patrycja Szarek, "The European Union policy against corruption as an element of the democratisation process in Central and Eastern Europe". *Conseil de l'Europe. Octopus Interface Conference Corruption and Democracy, Strasbourg, 20-21 November 2006*. Discussion paper, Strasbourg, 31 October 2006. p. 9. En ligne. http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/economiccrime/cybercrime/cy%20activity%20interface2006/143%20_2006_-if-rep%20pat%20szarek.pdf (page consultée le 28 novembre 2013).

⁷³ Rasma Karklins, *The System Made Me Do It: Corruption in Post-Communist Societies*. Éditeur: M.E. Sharpe. 2005; Mihaela Gugiu, 2012. art. cit.

elle diminue aussi la confiance en l'État, la loi⁷⁶ et la politique, détruit la confiance des citoyens en le gouvernement⁷⁷ et brime le principe de l'intérêt public et de la transparence démocratique. Finalement, elle risque de mettre en danger la démocratie et l'État de droit d'autant plus si ces derniers sont jeunes⁷⁸. Mais la corruption peut aussi être conséquence de l'ère communiste qu'ont traversée ces pays et tout ce qu'elle a engendré.

2.4. Caractéristiques et héritages de l'époque communiste

Opaque, le système communiste était caractérisé par l'autorité qu'avait le Parti communiste dans tous les aspects de la vie de ses citoyens. Pour garantir le bon fonctionnement et maintenir son pouvoir, il distorsionnait souvent la réalité⁷⁹ notamment en mettant sous son contrôle direct des piliers considérés en démocratie comme étant indépendants du pouvoir politique. Dans cette culture politique, il va sans dire que l'État de droit était superflu⁸⁰ et la dépendance du système de justice du pouvoir politique durant cette période en est un exemple. De plus, "la hiérarchie du système communiste décourageait la responsabilité personnelle"⁸¹, ce qui donnait plus de latitude aux fonctionnaires de s'éloigner du devoir public lorsque la hiérarchie supérieure le demandait.

2.4.1. Héritage communiste

La chute du communisme en Europe de l'Est n'a pas emporté du même coup toutes ses caractéristiques avec elle et par conséquent, dans leur transition vers un

⁷⁴ Patrycja Szarek, 2006. art cit. p. 9.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 4.

⁷⁶ Patrick Dobel, 1978, art. cit. p. 966.

⁷⁷ Michael Johnston, 2005, *op. cit.* p. 29; Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44.

⁷⁸ Patrycja Szarek, 2006, art cit. p. 4-5; Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44; Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 206.

⁷⁹ Lucian Boia. *De ce este Romania altfel?* (Bucharest: Humanitas), 2011, p. 91.

⁸⁰ Mihaiela Ristei, 2010. art. cit. p. 343.

⁸¹ Leslie Holmes. Chap. 15 "Political corruption in Central and Eastern Europe" dans Part IV Comparative, Supra-National and International Perspectives dans *Corruption in Contemporary Politics*. Basingstoke, Hampshire et New-York: Palgrave Macmillan. Edited by Martin J. Bull et James L. Newell), 2003. p, 196.

régime démocratique au début des années 1990, ces pays ne sont pas partis de zéro. "La qualité du système démocratique" a été particulièrement touchée par ces facteurs historiques⁸².

En effet, selon Grabbe, du point de vue institutionnel, ils n'avaient pas une "tabula rasa", mais des "institutions qui dépendamment des cas ont soit arrêté de fonctionner, soit ont perduré dans leur fonctionnement ancien soit se sont métamorphosées plus ou moins de manière à s'adapter au nouveau système"⁸³. De plus, parmi les caractéristiques communistes qui se sont perpétuées bien longtemps après la chute du régime, Dionisie et Checchi notent, entre autres, la lourdeur et la non transparence dans le fonctionnement des institutions administratives contrôlées politiquement "qui se justifiait plus souvent au pouvoir d'en haut qu'au peuple"⁸⁴.

Pour ce qui est du système politique, il est à noter que le parti communiste "hautement corrompu et non réformé" est resté au pouvoir jusqu'en 1996 en Roumanie⁸⁵ tandis que plusieurs anciens officiels du régime continuaient à occuper des fonctions politiques dans le nouveau système⁸⁶. À titre d'exemple, Ion Iliescu, ancien "membre du Comité central du Parti communiste roumain"⁸⁷, et Ministre de Ceausescu, a été Président de la Roumanie entre les années 1990-1996 et 2000-2004.

Dans ces conditions, on peut observer que dans le cas de la Roumanie, une réelle rupture avec le passé n'a pas eu lieu. Voilà autant de difficultés spécifiques dans l'administration et le fonctionnement des institutions laissées par le passé communiste. Il est évident que cet héritage communiste a lourdement influencé tant le choix de trajectoire à prendre vers l'eupéanisation que la façon dont s'est faite la transition du pays vers la démocratie.

⁸² Tudorel Andrei, Ani MATEI et Ion Gh. ROȘCA, 2009, art. cit. p 58; Ion Ionescu, 2007, art. cit. p.144; Mihaiela Ristei, 2010, art. cit. p. 343.

⁸³ Heather Grabbe, 2006, *op. cit.* p. 43, 106.

⁸⁴ Dan Dionisie et Francesco Checchi, "Corruption and Anti-Corruption Agencies in Eastern Europe and the CIS: A Practitioners' Experience". UNDP Bratislava Regional Centre. 2008. p. 3.

⁸⁵ Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 45.

⁸⁶ Lucian Boia. *România, Borderland of Europe*. Traduit par James Christian Brown. Londres, Reaktion Books Ltd. 2001. p. 180; Dieter Haller et Cris Shore, 2005, *op. cit.*; Édith Lhomel, "Roumanie 2003-2004. Sur la dernière ligne droite?" *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/4 n° 1044, p. 189. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-4-page-185.htm> (page consultée le 13 novembre 2013).

⁸⁷ Raluca Ursachi, "Le rapport au passé en Roumanie. Entre lustration et frustrations". *Le Courrier des pays de l'Est*. 2008/2 n° 1066, p. 81. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-2-page-80.htm> (page consultée le 14 novembre 2013)

2.4.2. Dans la transition

Concrètement, la transition a opéré par des changements rapides dans plusieurs domaines⁸⁸, que Dzihic Vedran et Angela Wieser appellent "le dilemme de la simultanéité"⁸⁹ et qui, dans beaucoup de pays ex-soviétiques, n'ont pas réussi à aboutir de manière cohérente pour créer un nouveau système fort et pleinement fonctionnel. Dans la transition, la réforme a été difficile en raison notamment des façons de faire et de penser bien ancrées par l'administration publique du régime communiste⁹⁰ auxquelles s'ajoutent l'existence d'une lourde bureaucratie⁹¹ ainsi que le manque de vision et de stratégies, qui ont ralenti les transformations nécessaires en vue de l'intégration européenne du pays.

Par ailleurs, si certains croient que la période de transition est achevée⁹², d'autres ne partagent pas cet avis. Plus récemment, un rapport de la Commission européenne⁹³ s'inquiète, entre autres, de la nomination et de la manipulation des juges. Ces faits viennent trahir la confiance des citoyens en l'État⁹⁴ et en le nouveau système et délégitiment la transition. Quoi qu'il en soit, pour toutes ces raisons, il est clair que les systèmes post communistes sont d'avantage sensibles à la corruption⁹⁵.

⁸⁸ Patrycja Szarek-Mason, 2010, art. cit. p. 18.

⁸⁹ Dzihic Vedran et Angela Wieser, 2008. art. cit. p. 84.

⁹⁰ Dacian C. Dragos et Bogdana Neamtu, 2007, art. cit. p. 718.

⁹¹ Klaus H. Goetz, 2001. art. cit. p.1038.

⁹² Octavian Groza et Violette Rey, 2008, art. cit. p. 289.

⁹³ Sénat.fr, "La Bulgarie et la Roumanie: la transition inachevée". Rapport d'information n° 717 (2011-2012). [Simon SUTOUR, Michel BILLOUT, Mme Bernadette BOURZAI, M. Jean-François HUMBERT et Mme Catherine MORIN-DESAILLY, fait au nom de la commission des affaires européennes. 2012. En ligne. \[http://www.senat.fr/rap/r11-717/r11-717_mono.html\]\(http://www.senat.fr/rap/r11-717/r11-717_mono.html\) \(page consultée le 15 mars 2013\).](http://www.senat.fr/rap/r11-717/r11-717_mono.html)

⁹⁴ Patrycja Szarek Mason, 2010, art. cit. p. 267; Michael Hein. "(Non-)Fighting Governmental Corruption in Post-Socialist Romania. The Misuse of Constitutional Rules and the Anti-Corruption Discourse". Paper prepared for the 11th Annual International Young Researchers Conference at the Havighurst Center for Russian and Post-Soviet Studies, Miami University, Oxford, Ohio: Postcommunist corruption : causes, manifestations, consequences. 29-31 mars 2012. Draft Version. P. 28.

⁹⁵ Patrycja Szarek, 2006, art. cit. p. 4.

2.4.3. Transition et corruption

Il est dit que "Tout système en processus de modernisation est susceptible d'être touché par la corruption"⁹⁶. Par ses caractéristiques et la façon dont elle s'est faite, la transition a favorisé la hausse de la corruption. Tout d'abord, le passage de la propriété d'État à la propriété privée, par le vide laissé à la fin de la période communiste a offert des opportunités faciles de s'enrichir⁹⁷. Deuxièmement, l'État a été le principal acteur dans le processus de transition. D'ailleurs, Lucian Boia explique qu'en Roumanie, les grandes privatisations ont commencé tardivement, "les élites économiques communistes voulant maintenir leurs privilèges..."⁹⁸. Hellman cité par Dimitrova rejoint la même idée⁹⁹ tandis qu'en citant Pasti, Murgescu ressort les failles des privatisations en écrivant: "La Roumanie des années 1990 a été l'arène de compétition pour le contrôle des ressources entre diverses élites postcommunistes..."¹⁰⁰, "...le secteur privé est une fiction que les élites prédatrices créent afin de passer à un stade plus raffiné d'exploitation d'actifs publics"¹⁰¹. De cette manière, on voit concrètement quels ont été les premiers gagnants de la transition et quelle a été la logique des privatisations.

De plus, Milada Vachudova a écrit qu'au début du processus de transition, ceux qui avaient le pouvoir pouvaient – en profitant du chaos existant dans le fonctionnement du système de justice - prendre la liberté de formuler eux-mêmes des lois pour accroître et maintenir leur pouvoir¹⁰², modelant ainsi les formes du nouveau système à leur aise¹⁰³. Cette situation a aidé à la création de "réseaux de

⁹⁶ Simcha B. Werner, "New Directions in the Study of Administrative Corruption". *Public Administration review*. 1983. Vol. 43, No. 2, Mar.-Apr. p. 147. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/975428?seq=2> (page consultée le 14 mars 2013).

⁹⁷ Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44; Simcha B. Werner, 1983, art. cit.

⁹⁸ Lucian Boia, 2011, *op. cit.* p. 89.

⁹⁹ Hellman cité par Antoaneta Dimitrova, 2010, art. cit. p. 13.

¹⁰⁰ Bogdan Murgescu, *Romania si Europa: Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*. Polirom: Historia. 2010, p. 467.

¹⁰¹ Alina Mungiu- Pippidi, "Corruption: Diagnosis and Treatment". *Journal of Democracy*, 2006. Volume 17, Number 3, p. 93. En ligne. <http://sar.org.ro/wp-content/uploads/2012/01/Corruption-Diagnosis-and-Treatment-.pdf> (page consultée le 20 octobre 2013).

¹⁰² Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44.

¹⁰³ Antoaneta Dimitrova, 2010, art. cit. p. 13.

patronage "¹⁰⁴ qui, à travers les partis politiques, a favorisé l'étendue de la corruption à tous les niveaux aussi bien qu'on parle à présent de "barons locaux"¹⁰⁵ ayant ramassé des fortunes considérables¹⁰⁶ sans que personne leur demande des explications quant à leur provenance.

L'absence et le non-respect d'un système de règles clair et bien défini pour encadrer les actions et les comportements des fonctionnaires publics dans la transition n'ont fait que rendre davantage opaques les changements. Par conséquent, ceux au pouvoir ont donc eu le plus de moyens et de liberté, notamment dans les façons dont se font les appels d'offre. Le clientélisme et les privatisations faites de manière douteuse¹⁰⁷ en sont des exemples. De ces mécanismes ont profité "les nouveaux riches", pour la plupart des personnes d'influence ou ayant occupé des postes bien placés dans les rangs de l'ancien régime et qui se sont enrichies très rapidement dans la transition¹⁰⁸. En bref, la transition a créé des opportunités d'enrichissement facile pour ceux qui en avaient les moyens, les contacts et les accès puisque des conditions propices comme, par exemple, les risques minimes de sanction et de grandes incitations d'enrichissement¹⁰⁹ étaient réunies.

Selon Vachudova, la situation actuelle en Roumanie est la "conséquence de la période prolongée de l'État capturé"¹¹⁰. Les États capturés sont souvent liés aux États faibles. Si l'État est faible, il a plus de chances d'être capturé par des intérêts privés qui l'utilisent à leur avantage¹¹¹ et qui ont par conséquent peu de désir de faire de

¹⁰⁴ Michael Hein, 2012, art. cit. p. 28.

¹⁰⁵ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment. Romania*. 2012. p. 20. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013)

¹⁰⁶ Édith Lhomel, 2004, art. cit. p. 189.

¹⁰⁷ Dany Bourdet, "La corruption en Roumanie". 2006. En ligne. http://www.regardest.com/home/breve_contenu.php?id=672 (page consultée le 10 avril 2013).

¹⁰⁸ Lucian Boia, 2001, *op. cit.* p. 180; Évelyne Barthou, "L'« économie de survie » ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie", *Autrepart*, 2008/4 n° 48, p. 103. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-4-page-101.htm> (page consultée le 28 novembre 2013).

¹⁰⁹ Anti-Corruption Resource Centre, "Les informations de base sur l'anti-corruption". En ligne. <http://www.u4.no/articles-fr-FR/les-informations-de-base-sur-l-anti-corruption/> (page consultée le 12 avril 2013).

¹¹⁰ Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 56.

¹¹¹ Ivan Krastev, "The Balkans: Democracy Without Choices". *Journal of Democracy*, 2002. Volume 13, Number 3, p. 47-48; 50; Macha Kemperman et Robert Lensink, "State capture, income and institutional quality", 2008, *Applied Economics Letters*, 15:6, p. 423. En ligne. <http://dx.doi.org/10.1080/13504850600706172> (page consultée le 18 avril 2013).

grandes réformes¹¹². Les États faibles sont aussi des États structurellement fragiles et qui n'ont pas les capacités suffisantes pour remplir leurs fonctions de base¹¹³ ou pour s'adapter aux demandes de changements de l'UE lors de l'adhésion. Certains auteurs parlent de la nécessité de revoir le fonctionnement des institutions de manière à les adapter au nouveau système¹¹⁴ en dépit des lourds héritages du passé¹¹⁵.

En revenant à la question de la corruption, pour ce qui est des racines profondes du phénomène, Lucian Boia note l'appât du gain comme conséquence des nombreuses frustrations de l'époque communiste¹¹⁶ alors que d'autres analysent "la mentalité balkanique"¹¹⁷ comme cause de la corruption. De cette manière, on peut remarquer qu'en plus des conditions initiales difficiles héritées de l'époque communiste, des complications supplémentaires sont apparues à la fois comme causes et conséquences de la transition, que ces pays doivent surpasser afin de mettre en place et réussir leurs transformations et s'intégrer dans le monde occidental.

2.4.4. Effets de la corruption

Les privatisations faites sous contrôle politique ont, premièrement, tordu le rapport entre propriété publique et propriété privée; deuxièmement, brimé le principe selon lequel les politiciens doivent travailler pour l'intérêt public; et finalement "transformé le pouvoir politique en pouvoir économique"¹¹⁸. Ces conséquences sont d'autant plus graves parce qu'elles ont trait à la mentalité des gens qui est si difficile à changer d'autant plus quand les bénéfices matériels concrets deviennent plus importants que le respect de normes morales et éthiques. Par ailleurs, la démocratisation et la libéralisation des marchés durant la période de la transition ont aussi favorisé une "stratification sociale forte"¹¹⁹ qui a accru les inégalités¹²⁰ en

¹¹² Antoneta Dimitrova, 2010, art. cit.

¹¹³ Jano Dorian, 2008, art. cit. p. 63.

¹¹⁴ Antoaneta Dimitrova, 2010, art. cit. p. 12; Anna Grzymala-Busse et Pauline Jones Luong, "Reconceptualizing the State: Lessons from Post-Communism". *Politics Society*. 2002. p. 529-530.

¹¹⁵ Ivan Krastev, 2002, art. cit. p. 42-43.

¹¹⁶ Lucian Boia, 2011, *op. cit.* p. 106-107.

¹¹⁷ Mihaela Ristei, 2010, art. cit. p. 343.

¹¹⁸ Ivan Krastev, 2002, art. cit. p. 50.

¹¹⁹ Vedran Dzihic et Angela Wieser, 2008, art. cit. p. 86.

¹²⁰ Michael Hein, 2012, art. cit. p. 28.

accentuant la pauvreté de certains au détriment de la richesse des autres. La gouvernance en a été touchée par le manque de confiance en l'État¹²¹.

2.4.5. Société civile

Pour contrer d'éventuels abus du pouvoir et pour représenter les citoyens, la société civile a un rôle essentiel dans tout système démocratique comme surveillant de l'action politique. Or, plusieurs auteurs soulignent la faiblesse de la société civile¹²² et le manque d'organisation et d'activisme dans les pays postcommunistes¹²³. On note que les gens dans ces pays n'ont pas l'habitude de sortir souvent dans la rue pour affirmer leur insatisfaction. Plusieurs raisons possibles ont été mises en évidence. Tout d'abord, Krastev estime que le communisme a anéanti le désir d'action civique¹²⁴. Deuxièmement, les citoyens sont davantage tourmentés par les problèmes de base de leur difficile vie quotidienne que par les problèmes politiques¹²⁵. Troisièmement, d'autres facteurs comme, par exemple, les nombreuses incohérences de la politique intérieure dans divers domaines et les conséquences négatives ressenties par la population notamment en matière économique¹²⁶ leur donnent l'impression que de toute façon leur action collective ne changera pas le cours des choses, les citoyens préférant, comme en Roumanie, trouver des "solutions individuelles"¹²⁷. En quatrième lieu, la perception de l'existence de la corruption dans

¹²¹ The World Bank. *Anticorruption in Transition: Contribution to the Policy Debate*, Washington, DC, 2000. p. xiii. En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTWBIGOVANTCOR/Resources/contribution.pdf> (page consultée le 30 septembre 2013).

¹²² Patrick Dobel, 1978, art. cit. p. 963-964; Marie-Line Duboz, "Bulgarie, Roumanie » Interrogations sur leur adhésion à l'Union européenne". *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/5 n° 1063, p. 36. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-5-page-34.htm> (page consultée le 23 novembre 2013).

¹²³ Frank Schimmelfennig et Florian Trauner, 2009, art. cit.; Jano Dorian, 2008, art. cit.; Ivan Krastev, 2002, art. cit.

¹²⁴ Ivan Krastev, 2002, art. cit. p. 48.

¹²⁵ Aleksander Smolar, "Chapitre 22. Dilemmes d'une double transition post-communiste", dans *Entre Kant et Kosovo*, Presses de Sciences Po, 2003. p. 323-337. En ligne. www.cairn.info/entre-kant-et-kosovo--2724609107-page-323.htm. (page consultée le 20 octobre 2013).

¹²⁶ Nicolae Frigoiu, "La culture politique de Roumanie - passé, présent et avenir". *Journal of Communication Studies*, 2011. Vol 2, No 1(3) dans *Apprentissage et management de la qualité*, p. 152. En ligne. www.essachess.com/index.php/jcs/article/download/69/39 page consultée le 2 novembre 2013.

¹²⁷ Lucian Boia, 2011, *op. cit.* p. 102.

la politique intérieure¹²⁸ est une autre cause expliquant la lassitude collective. Finalement, d'autres auteurs sont d'avis que la non-participation collective et le désintérêt pour la vie politique avec des citoyens d'avantage spectateurs qu'acteurs est ressentie comme une liberté, une forme de "rejet de l'élite politique" après la chute du régime communiste lorsque "l'engagement n'était pas un droit, mais un devoir"¹²⁹. Avec le début de la transition, on pouvait enfin après tant d'années décider de ne pas s'impliquer dans la société, on avait ce choix.

Ce sont autant de facteurs favorisant l'indifférence du citoyen pour la politique, mais qui en même temps risquent d'accroître la marge de manœuvre pour ceux qui veulent dépasser les limites de leurs fonctions étant donné l'absence d'une société civile forte et "d'institutions de responsabilisation"¹³⁰ qui leur demandent des comptes. En bref, on observe à ce point un cercle vicieux entre les caractéristiques et l'héritage laissé par le régime communiste qui a eu un impact sur la société civile, ses actions et son existence et la corruption.

2.4.6. Lutte anti-corruption

La lutte anti-corruption occupe une place très importante dans la littérature. Parmi les entraves, on note la faiblesse du système de justice comme en Roumanie, par exemple, qui est surveillée par la Commission européenne¹³¹ et les faiblesses européennes dans la mesure où la lutte contre la corruption ne faisant pas partie de l'acquis a diminué la capacité de contrainte de la part de l'UE lorsqu'elle laissait à désirer dans les pays adhérents¹³². De plus, pour faire des changements institutionnels, l'engagement politique est primordial. Si Mihaela Gugiu est d'avis que

¹²⁸ Johann Graf Lambsdorff, Chap 1. "Causes and consequences of corruption: What do we know from a cross-section of countries?" dans *International Handbook on the Economics of Corruption*, Edité par Susan Rose-Ackerman, Edward Elgar Cheltenham UK Northampton USA, 2006. p. 3-51.

¹²⁹ Anna Krasteva, "De l'individu postcommuniste au citoyen », *SociologieS*, Dossiers, L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale. 2009. p. 4, 2. En ligne. <http://sociologies.revues.org/3001> (page consultée le 3 novembre 2013).

¹³⁰ Alina Mungiu-Pippidi, "Culture of Corruption or Accountability Deficit?". *East European Constitutional Review*, Vol. 12, Issue 1 (Winter 2003), p 81. En ligne. http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/eurcr12&div=7&collection=journals&set_as_cursor=2&men_tab=srchresults#80 (page consultée le 24 octobre 2013).

¹³¹ Frank Schimmelfennig et Florian Trauner, 2009, art. cit.

¹³² Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit.

la pression externe de la part de l'Union européenne a été favorable à la lutte de la Roumanie contre la corruption, Tom Gallagher croit que l'UE n'a pas surveillé de près le pays avant son adhésion et que maintenant cela est “trop tard”¹³³.

Malgré cela, pour montrer son intérêt et appuyer la lutte anti-corruption, l'UE a mis en place plusieurs mécanismes comme, par exemple, les rapports de suivi et la création du GRECO (Groupe d'États contre la corruption), institution qui, comme son nom l'indique, veille à la lutte anti-corruption¹³⁴ en plus d'encourager les pays à signer les traités et les conventions internationales quant à la lutte contre la corruption, qui par ailleurs s'internationalise de plus en plus notamment par l'impact d'associations comme Transparency International¹³⁵. L'UE agit aussi dans la lutte anti-corruption par le biais de différentes résolutions et recommandations¹³⁶ et a annoncé la mise en place d'un rapport anticorruption qui sera publié par la Commission européenne une fois aux deux ans¹³⁷. De l'autre côté, pour ce qui est de la lutte contre la corruption au niveau national, les auteurs notent l'importance des acteurs judiciaires comme les Courts, mais aussi la nécessité de renforcer tant la légitimité des institutions publiques¹³⁸ que la culture politique par l'instauration d'un "code d'éthique professionnelle" pour sensibiliser les fonctionnaires à ne pas dépasser les pouvoirs de leur fonction¹³⁹.

En conclusion, l'état de la littérature montre l'importance du lien entre corruption et l'eupéanisation, les conditions négatives héritées de l'époque

¹³³ Miahela Gugiu, 2012, art. cit. p. 430.

¹³⁴ Anticorruption.ie, "Council of Europe: Convention and GRECO Review Mechanism". En ligne. <http://www.anticorruption.ie/en/ACJS/Pages/Council%20of%20Europe> (page consultée le 15 octobre 2013).

¹³⁵ Europa.eu c. "Lutte contre la corruption". En ligne. http://europa.eu/legislation_summaries/fight_against_fraud/fight_against_corruption/lf0004_fr.htm (page consultée le 14 mars 2013); Gilles Favarel-Garrigues, "Présentation", *Droit et société*, 2009/2 n° 72, p. 273 284.

¹³⁶ Conseil de l'Europe, "La lutte contre la corruption: une priorité pour le Conseil de l'Europe", En ligne. http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/general/1.%20the%20fight%20against%20corruption%20-%20a%20priority%20for%20the%20coe_FR.asp (page consultée le 15 mars 2013).

¹³⁷ Europa.eu. " Lutte contre la corruption", En ligne. http://europa.eu/legislation_summaries/fight_against_fraud/fight_against_corruption/lf0004_fr.htm (page consultée le 3 avril 2013).

¹³⁸ Mihaela Gugiu, 2012, art. cit.

¹³⁹ Anti-Corruption Resource Centre. b. "Au-delà du code de conduite: Développer la compétence étatique des agents publics". En ligne. <http://www.u4.no/publications-2-fr-FR/au-dela-du-code-de-conduite-developper-la-competence-ethique-des-agents-publics/> (page consultée le 9 mars 2013).

communiste qui entravent le processus de l'européanisation du pays et la nécessité de la lutte contre la corruption.

Chapitre 3

3.1. Lacunes de la littérature

Comme on peut l'observer dans l'état de la question, les auteurs qui parlent de corruption et d'eupéanisation en même temps le font de deux manières : soit dans le contexte de la préadhésion du pays adhérent à l'Union européenne en discutant de la capacité de celui-ci à s'adapter aux normes et règlements de l'UE ainsi que des progrès faits en vue de son intégration; soit les auteurs parlent de la relation corruption-eupéanisation tout de suite après l'entrée du pays dans l'Union en ressortant les difficultés rencontrées pour régler le problème de la corruption, notamment la faiblesse du système de justice. Peu d'articles ont été écrits sur la Roumanie et parmi eux, aucun n'a analysé spécifiquement la grande corruption existante, son type, les causes et les conséquences dans le cadre de l'eupéanisation du pays avec des études de cas concrets, d'actualité et de manière directe, comme ce texte le fera. Bref, l'angle de l'analyse sera nouveau à la fois quant à la combinaison des concepts choisis que dans la manière de les présenter.

3.2. Cadre théorique

Pour répondre aux questions de recherche de ce mémoire : les partis politiques sont-ils les principaux coupables de la corruption en Roumanie? Sous quelle forme le sont-ils et quelles sont les conséquences de cette corruption dans le contexte de l'intégration européenne de la Roumanie, cette section introduit les types de corruption. La théorie employée dans ce mémoire développe l'approche théorique de Jonathan Pinto, Carrie L. Leana et Frits K. Pil qui ont proposé une double conceptualisation de la corruption, celle basée sur l'organisation d'individus corrompus (OIC) et celle utilisant l'organisation corrompue (OC). Dans un premier temps, on présentera la théorie et ensuite on expliquera comment elle sera adaptée de manière à interpréter les études de cas choisies dans ce texte.

Le concept d'organisation d'individus corrompus a été introduit pour la première fois par ces trois auteurs. Leur démarche consiste à analyser en parallèle les deux concepts de manière à ressortir les conditions spécifiques permettant la prééminence de l'un, de l'autre ou leur équilibre.

À partir de deux dimensions fondamentales: le bénéficiaire, soit "celui qui tire les avantages directs et primaires de l'action"¹⁴⁰ corrompue et le nombre d'acteurs participants à l'action corrompue (un ou plusieurs), les auteurs conceptualisent la corruption de manière à arriver au terme d'Organisation d'individus corrompus qu'ils distinguent de l'Organisation corrompue.

3.2.1. L'Organisation d'individus corrompus (OIC)

L'OIC est définie comme une organisation dans laquelle les individus, acteurs principaux, agissent de manière corrompue pour leur avantage personnel (matériel ou non) au détriment de l'organisation¹⁴¹. Pour qu'on puisse noter la présence de ce phénomène, il faut qu'il ait une certaine ampleur donc qu'une "proportion significative"¹⁴² des membres de l'organisation aient un tel comportement. En général, dans le cas d'OIC, les acteurs agissent de manière individuelle. Toutefois, les auteurs estiment que dans certains cas d'OIC, il peut arriver que les individus n'agissent plus de manière solitaire, mais que plusieurs se rejoignent et ont un comportement corrompu pour leurs propres bénéfices de groupe¹⁴³. L'OIC est un phénomène ayant trois traits. Il est comportemental, du bas vers le haut et organisationnel. Dans le premier cas, il est lié aux comportements des individus. Du bas vers le haut, parce qu'il part des individus pour atteindre l'organisation de laquelle ils font partie. Finalement, organisationnel, parce que "les comportements des individus sont si étendus qu'ils peuvent caractériser toute l'organisation", ce qui veut

¹⁴⁰ Jonathan Pinto, Carrie L. Leana et Frits K. Pil, "Corrupt organizations or organizations of corrupt individuals? Two types of organization-level corruption". *Academy of Management Review*. 2008. Vol. 33. No. 3. p. 686.

¹⁴¹ *Ibid.*, p. 685-686

¹⁴² *Ibid.*, p. 688

¹⁴³ *Ibid.*, p. 701-702

dire que le seuil de la corruption – qui varie d'une organisation à une autre en fonction des conditions spécifiques - a été franchi¹⁴⁴.

3.2.2. L'Organisation corrompue (OC)

Contrairement à la notion précédente, l'existence d'une OC peut être identifiée lorsque non pas des individus, mais un groupe d'individus membres de l'organisation - qui pourrait être défini comme une coalition dominante - agit de façon corrompue non pas en bénéfice propre, mais à l'avantage de l'organisation¹⁴⁵. Ce groupe agit par lui-même ou à l'aide de subordonnés¹⁴⁶. Cependant, il peut aussi y avoir des situations d'OC où une seule personne agit de manière corrompue pour le bénéfice de l'organisation¹⁴⁷.

De la définition de l'OC ressort le fait que l'un de ses éléments constitutants est la collusion. Puisque celle-ci se réfère à la complicité entre deux ou plusieurs individus au détriment d'un tiers, elle est par définition difficile à découvrir et neutraliser. Toutefois, on peut l'observer par déduction. Par conséquent, les auteurs estiment que si le comportement d'un individu de l'organisation est semblable à celui de la coalition dominante de l'organisation, collusion il y a. De plus, si la collusion est nécessaire pour noter l'existence de l'Organisation corrompue, elle ne l'est pas pour l'existence de l'Organisation d'individus corrompus¹⁴⁸. Étant donné que l'OC est un phénomène organisationnel et du haut vers le bas, dans son cas, l'organisation joue un rôle important à la fois comme bénéficiaire et comme facteur qui stimule un groupe de ses membres à agir de façon corrompue¹⁴⁹. Par ailleurs, il y a d'autres caractéristiques qui différencient ces deux types d'organisations.

Tout d'abord, l'OC est une fonction discrète alors qu'OIC est une variable continue¹⁵⁰. En d'autres mots, dans le premier cas, l'organisation est ou n'est pas corrompue. À titre d'exemple, lorsqu'une organisation traverse la frontière entre les

¹⁴⁴ *Ibid.*, p. 688, 689.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 685, 688

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 689

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 702

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 687- 688, 691, 693

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 689, 690

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 690.

actions légales et les actions illégales, elle se transforme en une Organisation corrompue¹⁵¹. Dans le cas d'une OIC cependant, le degré de celle-ci peut fluctuer d'un bas niveau à un niveau élevé.

Dans une autre approche, une organisation peut contraindre ses membres au délit (elle est "*crime coercitive*") si, comme le nom l'indique, elle essaye de forcer ses membres à agir d'une façon corrompue. Aussi, l'organisation peut faciliter le délit (elle est "*crime facilitative*") dans le cas où elle incite indirectement à des actes de corruption. Les auteurs écrivent que l'OIC est "*crime facilitative*" tandis qu'OC peut être l'un ou l'autre¹⁵². Par ailleurs, pour ce qui est de leur forme de manifestation, l'OIC se développe plus lentement que l'OC¹⁵³. En effet, il est plus difficile pour les individus séparés d'agir rapidement en vue de l'atteinte de leurs objectifs que ça peut l'être pour des groupes.

Les deux formes de corruption (OC et OIC) peuvent se développer à travers deux processus qui permettent la propagation du phénomène de corruption d'un individu à l'autre: de sélection et de socialisation¹⁵⁴. Tout d'abord, le processus de sélection se réfère aux types de candidats choisis pour travailler dans l'organisation. Plus intéressant, le processus de socialisation a trait à comment les comportements corrompus s'étendent parmi les individus dans l'organisation. Très brièvement, la socialisation emploie quatre catégories de mécanismes : mécanismes de réseaux sociaux, mécanismes cognitifs, mécanismes socio-psychologiques et mécanismes émotionnels¹⁵⁵. D'ailleurs, les auteurs estiment que la contagion, élément clé dans la socialisation, est importante dans la formation du phénomène OIC, mais pas dans celle de l'OC¹⁵⁶. Cela est compréhensible étant donné que, dans le cas de l'OC, l'organisation travaille comme une unité, donc il n'y a pas besoin de contagion.

Le tableau qui suit est un résumé des principales distinctions caractéristiques entre ces deux phénomènes qu'on vient de présenter.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 690.

¹⁵² *Ibid.*, p. 695

¹⁵³ *Ibid.*, p. 695.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 690

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 691-693

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 691.

TABLEAU I :
Distinctions entre OIC et OC

Attributs	Phénomène OIC	Phénomène OC
Auteur	Généralement des individus, parfois des groupes d'individus	Groupe(s) toujours
Bénéficiaire	Individus	Principalement l'organisation
Victime	Organisation	Une ou plusieurs entités en dehors de l'organisation
Normes violées	Généralement organisationnelles, parfois légales	Habituellement légales, toujours sociétales
Conséquences de la détection	Au niveau individuel	Au niveau organisationnel, parfois au niveau individuel aussi
Interaction/Collusion entre membres	Pas nécessairement	Essentielles
Intentionnalité organisationnelle	Habituellement non intentionnelle	Typiquement délibéré
Rôle criminogène de l'organisation	Typiquement <i>crime facilitative</i>	Peut être <i>crime coercitive</i> ou <i>crime facilitative</i>
Nature du phénomène	Variable (élevé/bas)	Discrète (oui/non)
Temps pris pour se manifester	Typiquement graduel, relativement lent	Relativement rapide
Où ils se manifestent	Généralement à la périphérie de l'organisation	Implique presque toujours le noyau de l'organisation
Effets de la socialisation	Relativement plus cachés que dans le cas de l'OC	Relativement plus transparents que dans le cas OIC

Source: Pinto, Jonathan; Leana, Carrie L. et Pil, Frits K. 2008. "Corrupt organizations or organizations of corrupt individuals? Two types of organization-level corruption". *Academy of Management Review*. Vol. 33. No. 3. p. 694.

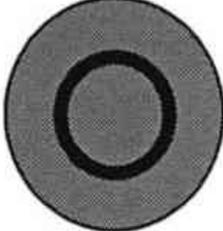
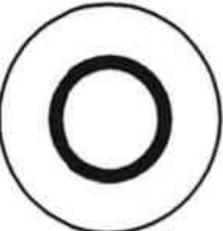
Pour rendre compte des conditions spécifiques permettant la prééminence de l'un, de l'autre ou leur équilibre dans une même organisation, les auteurs ont créé une typologie qui expose les idéal types de l'OC et de l'OIC¹⁵⁷. Ainsi, le tableau ci-dessous contient quatre cases qui correspondent à quatre situations dans lesquelles les organisations peuvent se trouver. Les combinaisons possibles dénotent s'il y a ou non

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 700

présence du phénomène OC à l'intérieur de l'organisation est si le développement du phénomène OIC est faible ou élevé. De cette manière et plus concrètement, la case numéro 1 indique l'absence de corruption au niveau corporatif et une faible présence de celle au niveau individuel. Ce sont des organisations tout à fait "éthiques" qui se trouvent dans cette situation. La case numéro 2 caractérise l'organisation qui n'a pas de phénomène OC, mais dont le développement du phénomène OIC est élevé. Par conséquent, ces organisations sont seulement corrompues à la périphérie. La case numéro 3 indique une situation où la présence à la fois d'OC et l'OIC est élevée. Par conséquent, il s'agit là d'organisations complètement corrompues. Finalement, dans la case numéro 4 peuvent se retrouver des organisations qui sont corrompues en tant que corporations, mais dont la corruption individuelle est faible.

TABLEAU II :

Typologie des Organisations sur la base de la survenance des phénomènes OIC et OC

		Phénomène OC	
		Non	Oui
Phénomène OIC	Élevé	 Organisations corrompues à la périphérie (processus d'en bas vers le haut)	 Organisations complètement corrompues (processus du bas vers le haut et du haut vers le bas)
	Bas	 Organisations complètement éthiques	 (processus du haut vers le bas)

Source : Pinto, Jonathan; Leana, Carrie L. et Pil, Frits K. 2008. "Corrupt organizations or organizations of corrupt individuals? Two types of organization-level corruption". *Academy of Management Review*. Vol. 33. No. 3. p. 700.

Cette théorie sera appliquée dans le présent mémoire au parti politique au pouvoir en Roumanie. Elle permet une analyse bidimensionnelle du phénomène de la corruption ayant trait au fonctionnement de l'État. D'un côté, il s'agit d'analyser les actions de grande corruption dont les auteurs sont des personnalités politiques marquantes. De l'autre côté, on étudiera les agissements corrompus des partis politiques tout entiers. La théorie de Pinto et *al.* permet de réunir ces deux phénomènes apparemment indépendants dans un seul cadre d'analyse. Comme mentionné auparavant, l'organisation prise en compte sera un parti politique. Cela répond à la définition de ce dernier en tant que "organisation structurée dont les membres mènent une action collective dans la société aux fins de réaliser un programme politique"¹⁵⁸. Plus précisément, il s'agira du parti au pouvoir. À la différence des autres partis politiques, celui-ci, en raison de la latitude et de l'accès aux ressources que permet cette position peut devenir un terrain fertile pour la corruption dans ces deux dimensions (OC et OIC). Dans l'analyse des cas qui suivra, l'OIC concernera les individus tant à la périphérie qu'au centre du parti. Quant au phénomène OC, il montrera que c'est le parti au pouvoir qui a des comportements corrompus pour son bien-être et au détriment de l'État et ses citoyens.

Avant de poursuivre par l'analyse des études de cas, il est important d'observer la pertinence de cette théorie pour la situation en Roumanie. Lorsqu'on parle de corruption, à part les individus impliqués et les situations, on dirait que les études de cas sont semblables. En réalité, elles ne le sont pas. En effet, dans certains cas de corruption, on peut observer le phénomène OC tandis que dans d'autres on voit l'OIC et il peut y avoir des situations où la même personne est impliquée dans un cas de type OC et dans l'autre de type OIC. De plus, la différenciation entre OC et OIC relève l'importance de la fonction occupée par les acteurs ainsi que les objectifs de ces comportements corrompus lorsqu'on analyse des cas de corruption. La séparation entre les deux types de corruption, OC et OIC, est donc importante pour à la fois

¹⁵⁸ Larousse, Définition "parti". En ligne. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/parti/58364> (page consultée le 20 décembre 2013).

montrer les distinctions (et les complémentarités) entre les différents types de corruption et pour observer comment l'une de ces formes de corruption, en l'occurrence l'OC, est davantage nocive pour le pays. Tous ces éléments seront mis en évidence dans l'analyse des cas qui suivra après un bref arrêt introductif sur le chemin européen de la Roumanie et les conséquences sur la lutte contre la corruption actuelle afin de mieux comprendre les cas étudiés. Par rapport à la question de recherche du mémoire, jusqu'ici on a présenté les types de corruption. Après la section sur la méthodologie ci-dessous, on survolera brièvement les relations de la Roumanie avec l'Union européenne, les mécanismes et les actions entrepris par le pays dans ses efforts en vue de son adhésion en 2007 afin de mettre en contexte et de mieux saisir la façon dont la corruption des partis a pu avoir un impact sur l'intégration européenne du pays.

3.3. Méthodologie

Si la petite corruption peut être mesurée relativement facilement et de manière précise à l'aide de questionnements par des sondages et des témoignages, l'étude de la grande corruption est une autre affaire. En effet, il n'existe pas de standards précis d'analyse et de mesure de la corruption dans des domaines comme la justice, la santé ou l'éducation publique, par exemple. Ceci est d'autant plus vrai en ce qui concerne la grande corruption, qui par définition est difficile à quantifier. La seule évaluation quantitative de la corruption politique ou grande corruption concerne la perception en suivant la dynamique des procès et observer si le nombre de cas augmente ou diminue. Même dans ce cas, on n'a qu'une partie de l'information, puisque on ne peut pas savoir quel est le nombre total de cas et comparer ainsi la tendance à ce chiffre. Pour cette raison, des études qualitatives sont nécessaires. Comme Patrycja Szarek Mason l'affirme, la corruption peut être mesurée de trois façons: par les poursuites faites, par la perception et par l'expérience. C'est aussi la façon dont la corruption sera étudiée dans ce texte. En effet, elle sera illustrée par des statistiques, des faits exposés dans différents rapports de l'UE sur le pays ainsi que des études de cas de grande

corruption analysées.

Dans un premier temps, les études de cas choisies sont décrites et analysées à la lumière de la théorie de Pinto, Leana et Pil - portant sur les conceptions d'Organisation corrompue (OC) et d'Organisation d'individus corrompus (OIC) – plus haut présentée pour faire ressortir la magnitude du fléau à tous les échelons du domaine politique et afin de montrer les impacts négatifs que chaque cas engendre sur le pays. Ensuite, la section suivante énonce des effets néfastes que la corruption a sur les domaines économique et politique. Des idées générales identifiées dans la revue de la littérature seront appliquées aux études de cas en mettant en évidence, par exemple, les obstacles aux réformes vers la démocratie, et l'affaiblissement de l'État de droit. Chaque caractéristique économique et politique sera illustrée par des exemples venant des études de cas auparavant énoncés. En effet, une conceptualisation des inconvénients de la corruption est faite à ce niveau. À partir de cette analyse, après avoir observé de quelle manière ces études de cas sont dans ce sens négatives pour le fonctionnement normal du pays, on observe l'importance des élites politiques dans la corruption comme facteur qui propage la corruption. Ces élites politiques peuvent agir individuellement ou à travers les partis. L'analyse montre que c'est le fonctionnement des partis politiques en tant qu'Organisation corrompue qui a les effets les plus nocifs. Ceci sera articulé autour des problèmes très graves dans le cadre processus d'eupéanisation de la Roumanie. Ce processus est en réalité une eupéanisation de façade qui n'implique pas le respect entier des critères de Copenhague. Ce dernier aspect sera aussi appuyé par les critiques formulées de façon soutenue périodiquement par le Mécanisme de coopération et de vérification (MCV) comme mesure de respect des principes de Copenhague ainsi que par plusieurs déclarations de hauts responsables européens et seront d'autres éléments à partir desquels on pourra juger comment la corruption politique ou grande corruption affecte le degré d'eupéanisation du pays.

Pour les parties de l'état de la littérature et du cadre théorique, des articles scientifiques et des monographies sont utilisées. Ceux-ci portent sur les concepts de corruption - avec ses deux composantes : Organisation corrompue et Organisation d'Individus Corrompus - et l'eupéanisation. Des livres et des articles scientifiques

sur l'Europe de l'Est et la Roumanie en particulier servent à faire ressortir les causes, les conséquences et faire l'état des lieux de la situation par rapport à ces concepts. Par la suite, quatre études de cas seront présentées et analysées. Ces cas serviront d'une part à montrer l'étendue du fléau et comment il opère. Ce sont des cas d'actualité ou qui ont fait l'actualité récemment. Finalement, quelques autres cas de corruption seront donnés en exemple sans être décrits pour renforcer l'ampleur de la corruption en Roumanie. Pour les études de ces cas, on utilise des articles d'actualité choisis dans des journaux nationaux, régionaux et internationaux pour à la fois s'assurer de la validité de l'information ainsi que pour observer les éventuelles différences dans la manière d'exposer le problème pour appuyer les études de cas. En particulier, par une étude qualitative, une comparaison sera faite entre le comportement qui ressort de ces cas de corruption et la définition de ce que devrait être l'intérêt public au service duquel un fonctionnaire se doit de travailler, concept défini dans des monographies et des articles scientifiques. Des articles d'actualité nationaux et issus de la presse européenne ainsi que des rapports de la Commission européenne serviront de sources à cette étape.

En bref, pour la recherche, les documents en format papier comme ceux en format électronique sont utilisés pour cette étude qualitative. Les sondages européens, nationaux et internationaux par rapport à la corruption parsèmeront le texte pour appuyer les différents arguments et mieux saisir les enjeux de la problématique. Aussi, en plus du français et de l'anglais, parce que je lis aussi le roumain, les sources choisies pour la rédaction de ce mémoire sont en trois langues. Finalement, les quatre cas de corruption étudiés ont été choisis pour plusieurs raisons. Tout d'abord, parce qu'ils couvrent une diversité de méthodes de corruption utilisées étant donné qu'ils sont très différents les uns des autres. Deuxièmement, parce qu'ils illustrent bien la magnitude de l'acte de corruption et la gravité des conséquences tant économiques que politiques. Finalement, ces cas ont été choisis selon l'importance des positions occupées dans l'appareil d'État par les personnes concernées, parce que les sommes en question sont élevées et aussi parce qu'ils représentent des cas d'actualité.

3.3.1. La Roumanie et l'Union européenne

Si les relations d'ordre économique et diplomatique entre la Roumanie et l'Union européenne existaient déjà, l'intégration européenne de la Roumanie a débuté le 1er février 1993 avec la signature de l'Accord d'Association à l'Union européenne et deux ans plus tard, en 1995 avec la demande d'adhésion¹⁵⁹. Les négociations commencées au printemps de l'année 2000¹⁶⁰ ont abouti le 25 avril 2005 à la signature du Traité d'Adhésion à l'UE¹⁶¹ avec trois clauses de sauvegarde: dans les affaires internes et le domaine de la justice, générales dans le domaine économique ainsi que dans les affaires intérieures¹⁶². La clause de sauvegarde concernant la justice et les affaires internes évoquait aussi la possibilité de retarder l'adhésion de la Roumanie d'un an soit de la date prévue du 1er janvier 2007 au 1er janvier 2008 si des lacunes trop grandes dans ce domaine¹⁶³ et dans la mise en place de l'acquis persistaient.

3.3.2. Mise en place du MCV

Avant son adhésion, les rapports annuels notaient attentivement l'évolution des changements nécessaires au pays dans son chemin vers l'intégration et les ajustements venant de l'interne se faisaient de manière à répondre à ces préoccupations européennes. Parmi ces rapports, celui de 2004 a sans doute été le plus négatif puisqu'il menaçait de mettre en péril les négociations d'adhésion si la Roumanie ne faisait d'avantage d'efforts concrets pour ce qui était, entre autres, de l'éradication de la corruption, de l'indépendance du système judiciaire et de la réforme de l'État¹⁶⁴.

¹⁵⁹ La Représentation permanente de la Roumanie auprès de l'Union européenne. "Intégration de la Roumanie à l'UE - Le chemin de la Roumanie vers l'UE". En ligne.

<http://ue.mae.ro/fr/node/237> (page consultée le 20 décembre 2013).

¹⁶⁰ Antonela Capelle-Pogacean et al. "République de Roumanie - Bilans annuels de 1983 à 2013", *L'état du monde*, La Découverte, 2013. URL : www.cairn.info/l-etat-du-monde-roumanie-page-bilan.htm (page consultée le 15 décembre 2013).

¹⁶¹ Édith Lhomel, "Roumanie 2004-2005. Une dynamique épargnée par les jeux politiques". *Le Courrier des pays de l'Est*, 2005/4 n° 1050, p. 206. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2005-4-page-196.htm> (page consultée le 29 novembre 2013).

¹⁶² Frank Schimmelfennig et Florian Trauner, 2009, art. cit, p. 5.

¹⁶³ Antonela Capelle-Pogacean et al., 2013. Art. cit.

¹⁶⁴ Édith Lhomel, 2004, art. cité. p. 186-187; Antonela Capelle-Pogacean et al., 2013, art. cit.

L'engagement d'un pays à transposer les règles et les normes européennes dans le système national et son entrée dans l'UE représentent une chose. La mise en place et l'approfondissement de ces réformes en sont une autre. Avec l'adhésion de 2007, un nouveau dispositif européen a pris le relais. Afin de s'assurer que le pays tient ses engagements en actes et non pas seulement en paroles et parce que la lutte anti-corruption et la réforme dans le fonctionnement du système de la justice laissaient à désirer dans les deux derniers pays adhérents - la Roumanie et la Bulgarie - en 2006, la Commission européenne a décidé la mise en place du "Mécanisme de coopération et de vérification" (MCV)¹⁶⁵.

Le MCV est un rapport d'examen bi-annuel écrit par l'UE qui analyse les progrès du pays et s'assure ainsi de la concrétisation des engagements pris quant aux, par exemple, réformes dans le système judiciaire ainsi que l'autonomie et l'efficacité des agences anti-corruption, et qui observe l'avancement dans les cas de grande corruption et les outils utilisés pour combattre ce fléau¹⁶⁶ depuis l'adhésion du pays. Cette surveillance européenne est conséquence de trois facteurs en ce qui concerne la Roumanie. Tout d'abord, elle montre les difficultés du pays à s'intégrer dans l'Union européenne. Deuxièmement, elle soulève le fait que ni la faiblesse du système de justice ni l'intervention du politique dans le domaine de la justice - souvent critiquées dans les rapports MCV - ne sont des faits nouveaux¹⁶⁷ et qu'ils ne s'améliorent pas. D'ailleurs, les failles du pays en matière de l'indépendance de la justice et pour résoudre les problèmes liés à la corruption ont été parmi les facteurs causant le retard de l'adhésion du pays de 2004 à 2007¹⁶⁸.

Finalement, la surveillance européenne met une pression sur la classe politique roumaine qui souhaitait fortement que le pays devienne un État membre de l'UE. En même temps, après l'adhésion, les réformes ont été plus douces. Ce relâchement accompagné par des mesures ponctuelles, rapides et ne faisant pas partie d'un

¹⁶⁵ Édith Lhomel, 2007, art. cit. p. 193; Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, 2012, art. cit. p. 47.

¹⁶⁶ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment. Romania*. 2012, p. 9, 13. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013).

¹⁶⁷ Ramona Coman, 2006, art. cit. p. 1012; Édith Lhomel, 2004, art. cit. p. 186.

¹⁶⁸ Ramona Coman, 2006, art. cit. p. 1000; Violette Rey et Octavian Groza, 2008, art. cit. p. 373.

ensemble stratégique unitaire¹⁶⁹ réduisent la dynamique de l'eupéanisation du pays. Dans ce sens, la pression venant de la part de l'Union européenne autant avant qu'après 2007 a été essentielle à l'adhésion et à l'eupéanisation du pays¹⁷⁰ parce qu'elle a poussé la Roumanie à faire des efforts pour se rapprocher d'avantage des principes européens et universels de l'État de droit et de la démocratie, "l'indépendance du système judiciaire ne dev(enant) une priorité pour les élites politiques roumaines que dans le contexte des négociations d'adhésion à l'UE"¹⁷¹. D'ailleurs, 76% croient que l'UE devrait jouer un rôle dans le contrôle de la corruption alors que 59% perçoivent comme bénéfiques les actions de l'UE dans la lutte anticorruption par le biais du MCV¹⁷².

3.3.3. Mécanismes roumains de lutte contre la corruption

Outre les Stratégies Nationales Anti-corruption adoptées en 2001, 2005, 2008 et 2012¹⁷³, pour montrer ses efforts, la Roumanie a mis en place trois mécanismes institutionnels qui surveillent la corruption: l'Agence Nationale d'Intégrité (ANI), la Direction Nationale Anti-corruption (DNA) et la Direction Générale Anti-corruption (DGA). Cette dernière, structure faisant partie du Ministère de l'Administration et de l'Intérieur veille à la lutte contre la corruption à l'intérieur de cette institution¹⁷⁴. Pour leur part, les deux autres institutions ont des attributs plus larges.

¹⁶⁹ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment*. Romania. 2012. p. 20. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013).

¹⁷⁰ Aneta. B Spendzharova, "Bringing Europe in? The impact of EU conditionality on Bulgarian and Romanian politics", *Southeast European Politics* 4 (2003): 141-56; Frank Schimmelfennig et Florian Trauner (eds), 2009, art. cit. p. 5,6; Gergana Noutcheva et Dimitar Bechev, 2008, art. cit. p. 115.

¹⁷¹ Ramona Coman, 2006, art. cit. p. 1000.

¹⁷² Comisia europeana. Flash eurobarometru. "Rolul UE". 2012. p. 2.

¹⁷³ Strategia Nationala Anticoruptie. En ligne. <http://sna.just.ro/Pagin%C4%83principal%C4%83.aspx> (page consultée le 11 décembre 2013).

¹⁷⁴ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment*. Romania. 2012, p. 111. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013; Ministère des Affaires internes. Direction générale anticorruption. "Declaratia de principii". En ligne. <http://www.mai-dga.ro/index.php?l=ro&t=34> (page consultée le 28 décembre 2013).

3.3.3.1. Direction Nationale Anticorruption

La DNA est un parquet qui lutte contre la grande et la moyenne corruption et qui existe depuis 2002 quand il a été mis en place suite à une ordonnance d'urgence du Gouvernement roumain¹⁷⁵. Un rapport de 2012 estime à 46% la confiance de citoyens roumains en cette institution quant à la lutte anti-corruption¹⁷⁶.

3.3.3.2. Agence Nationale d'intégrité

Si le projet de loi visant la création de l'Agence Nationale d'Intégrité (ANI) a été initié en 2004¹⁷⁷, celle-ci n'a vu le jour qu'en 2007 "sous la menace de l'activation de la clause de sauvegarde de l'Union européenne"¹⁷⁸. En bref, son mandat consiste à faire des enquêtes dans des cas de conflits d'intérêt, de fortunes douteuses et d'incompatibilité.

3.4. La lutte contre la corruption : rivalité politique et adhésion européenne

D'ailleurs, la dynamique de la lutte contre la corruption imposée par l'UE en vue de l'adhésion du pays a été reprise par les élites du moment au pouvoir qui en ont fait un des objectifs principaux de leurs mandats pour montrer à l'externe que le pays méritait une place en Europe¹⁷⁹. Soucieux de l'adhésion du pays à l'UE¹⁸⁰, le Président de la Roumanie, Traian Basescu a fait de l'anti-corruption un objectif primordial durant sa campagne électorale et son mandat¹⁸¹. En effet, quelques années plus tard, des progrès ont été relevés. Le changement positif pour ce qui est de l'efficacité de la

¹⁷⁵ Gouvernement de la Roumanie, Ordonanța de urgență nr. 43 din 4 aprilie 2002 privind Partchetul National Anticoruptie. Textul [actului](http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htm?act_text?id=34573) publicat în M.Of. nr. 244/11 apr. 2002. En ligne. http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htm?act_text?id=34573 ORDONANȚĂ DE URGENȚĂ nr.43 din 4 aprilie 2002 (page consultée le 11 décembre 2013).

¹⁷⁶ *Raport sintetic privind percepția corupției în România*. Décembre 2012, p. 4.

¹⁷⁷ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment*. Romania. 2012, p. 112. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013).

¹⁷⁸ Antonela Capelle-Pogacean et al., 2013, art. cit.

¹⁷⁹ Édith Lhomel, 2007, art. cit. p. 185.

¹⁸⁰ Catherine Durandin, 2005, art. cit. p. 587.

¹⁸¹ Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, 2012, art. cit. p. 52-53.

lutte contre la grande corruption dans les dernières années exprimé par un document écrit par la Commission européenne¹⁸², observatrice de "la détermination à poursuivre des cas de corruption"¹⁸³ est aussi notable au niveau national notamment dans les activités de la DNA, "l'institution principale menant des enquêtes et des poursuites pour la grande corruption"¹⁸⁴. Celle-ci, dans le rapport pour 2012, le dernier disponible à ce jour, note une croissance de 150% des personnes condamnées définitivement par rapport à l'année 2011¹⁸⁵.

Paradoxalement, tel que montré par le Baromètre Global de la Corruption concernant les perceptions des citoyens roumains, dans les dernières années et depuis 2007, la tendance quant à l'efficacité de la lutte anticorruption du gouvernement est à la baisse passant de 26% en 2007 à 13% en 2013, après s'être relevée de 7% en 2010-2011. Pour ce qui est de l'inefficacité, elle a augmenté de 55% en 2007, à 69% en 2009, puis à 83% en 2010-2011 avant de descendre à 58% en 2013¹⁸⁶. Les procès de plusieurs responsables politiques de plus en plus médiatisés et de plus en plus nombreux ainsi que les blocages à plusieurs reprises par le Parlement, tel qu'observé par le passé peuvent être des facteurs explicatifs de ces résultats. En même temps, la perception de la hausse de l'efficacité dans la lutte anti-corruption de quelques points de pourcentage entre 2010-2011 et 2013, de 7% à 13%, peut être attribuée à la hausse du nombre de cas enquêtés par la DNA et donner l'impression que même si les actions entreprises ne sont pas suffisantes, elles sont quelque peu encourageantes.

À l'interne, la lutte anti-corruption est en même temps devenue un outil pour

¹⁸² Commission européenne, *Anexa. Romania la Raportul anticoruptie al UE*. Bruxelles, 3 février 2014, p. 3.

¹⁸³ Gergana Noutcheva et Dimitar Bechev, 2008, art. cit. p. 138.

¹⁸⁴ Andrea Wagner, Bogdan Iancu et Valentina Dimulescu. *Nations in transit – Romania, 2013*, p. 452.

¹⁸⁵ Ministère Public. Roumanie. Direction Nationale Anticorruption. *Raport privind activitatea desfasurata in anul 2012*, p. 21/23.

¹⁸⁶ Transparency International. *Barometrul Global al Coruptiei 2013. Viata de zi cu zi si coruptia: Opinia publica in Uniunea Europeana*. p. 12; Transparency international. *Global corruption barometer 2010/2011*. En ligne. <http://www.transparency.org/gcb201011/results> (page consultée le 12 novembre 2013); Transparency international, *Global Corruption Barometer 2009*, p. 33. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/pub/global_corruption_barometer_20091 (page consultée le 12 novembre 2013); Transparency international. *Global Corruption Barometer 2007*. p. 27. En ligne. http://archive.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2007 (page consultée le 12 novembre 2013).

faire la concurrence à ses adversaires politiques¹⁸⁷. En effet, plusieurs procès dont celui très médiatisé de l'ancien Premier Ministre Adrian Nastase ont été perçus par quelques opposants du Président Basescu et du PDL (Parti Démocrate Libéral) comme étant des "procès politiques" faisant partie de la lutte politique entre le Président Basescu et l'alliance USL (Union Sociale Libérale) formée par les deux grands partis, le Parti Social-Démocrate (PSD) et le Parti National Libéral (PNL) ainsi que par le Parti Conservateur (PC). Cela explique pourquoi les enquêtes concernent surtout des personnes des partis opposés au PDL¹⁸⁸. Par exemple, parmi les ministres enquêtés et condamnés, une seule a été membre PDL. C'est pour cela qu'on a pu affirmer que "La volonté politique pour soutenir la stabilité et la capacité des institutions anticorruption et du système judiciaire n'a pas été constante au fil du temps"¹⁸⁹. Ces observations passées pourraient se répéter dans le futur. Arrivant au terme de son deuxième mandat, l'automne prochain, Traian Basescu quittera son poste présidentiel n'ayant plus droit de se représenter pour une troisième fois. Par conséquent, l'ANI et la DNA risquent de ne plus continuer leurs activités avec le même aplomb.

¹⁸⁷ Jean Cartier-Bresson, "Corruption, libéralisation et démocratisation". *Tiers-Monde*, 2000. tome 41 n°161. p. 11 En ligne. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2000_num_41_161_1048 (page consultée le 15 novembre 2013).

¹⁸⁸ Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, 2012, art. cit. p. 52.

¹⁸⁹ Commission européenne, *Anexa. Romania la Raportul anticoruptie al UE*. Bruxelles, 3 février 2014. p. 3.

Chapitre 4

4.1. Études de cas

Passons maintenant aux études de cas. Au cours des dernières années on a pu assister à une augmentation d'enquêtes, de procès et de condamnations pour corruption impliquant des responsables politiques tant dans la hiérarchie locale que centrale. La diversité des personnes impliquées qu'elles soient enquêtées ou condamnées - Premier Ministre, Ministres, secrétaires d'État, députés, sénateurs, présidents de conseils départementaux et maires - ¹⁹⁰ montre l'étendue de la corruption à haut niveau, "chaque épisode de corruption concour[e] à révéler combien le système tout entier [est] structurellement corrompu"¹⁹¹. Parmi les cas avec une sentence définitive ou qui sont en recours et qui affectent des hauts placés, on peut mentionner Relu Fenechiu (PNL), d'ailleurs premier cas d'un ministre condamné à la prison alors qu'il était encore en fonction¹⁹² condamné à cinq ans de prison¹⁹³; George Becali (PNL), ancien euro parlementaire, député et membre de la Commission juridique de la Chambre des Députés condamné à trois ans de prison¹⁹⁴ dans le même dossier dans lequel l'ancien secrétaire d'État dans le Ministère de la Défense Nationale et chef du Grand État Majeur Général, Dumitru Cioflina et l'ancien Ministre de la Défense, Victor Babiuc ont été condamnés chacun à deux ans de

¹⁹⁰ Direction Nationale Anticorruption. Parchetul de pe langa inalta curte de casatie si justitie. Rezultatele Directiei Nationale Anticoruptie 2005-2012. p. 4; Michael Hein, 2012, art. cit. p. 2.

¹⁹¹ Vladimiro Zagrebelsky, "Les procès pour corruption en Italie", *Déviance et société*, 1996 - Vol. 20 - N°3, p. 269.

¹⁹² [Victor Cozmel et Raluca Pantazi](#), "Cele mai sonore condamnari din 2013: de la condamnarea unui ministru in functie, la parlamentarul condamnat definitiv de trei ori in trei dosare diferite". 26 décembre 2013. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16289599-cele-mai-sonore-condamnari-din-2013-ministrul-functie-condamnat-pentru-abuz-serviciu-deputatul-condamnat-definitiv-trei-ori-trei-dosare-diferite.htm> (page consultée le 18 janvier 2014)

¹⁹³ Gandul.info, "Relu Fenechiu, condamnat la CINCI ANI DE ÎNCHISOARE CU EXECUTARE. Fostul ministru s-a predat ". 30 janvier 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/relu-fenechiu-condamnat-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-fostul-ministru-s-a-predat-update-11991109> (page consultée le 2 février 2014).

¹⁹⁴ Alina Brebenel, Mihaela Cojocariu, Mara Raducanu et Andrei Militaru, "Verdict în dosarul „Schimbul de terenuri”. Gigi Becali, Dumitru Cioflină și Victor Babiuc au ajuns după gratii". 20 mai 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/verdictin-dosarul-terenurilor-gigi-becali-risca-pedeapsa-panala-15-ani-inchisoare-l_5199b99e053c7dd83fb27d90/index.html (page consultée le 15 novembre 2013)

prison¹⁹⁵. Les anciens ministres de l'Agriculture, Decebal Traian Remes (PNL) et Ioan Avram Muresan ont reçu 3 ans de prison¹⁹⁶, tandis que l'ancien sénateur (PSD) Catalin Voicu a été condamné à 7 ans de prison¹⁹⁷, l'ancien sénateur (PSD) Vasile Duta, à 5 ans de prison¹⁹⁸ et Ionel Mantog, ancien Secrétaire d'État dans le Ministère de l'Économie et Président PDL Gorj a été condamné à 5 ans de prison¹⁹⁹. Parmi les dossiers présentement en recours et qui font l'actualité, on peut noter, entre autres, celui de l'ancien sénateur Dan Voiculescu (PC) à 5 ans de prison²⁰⁰ et de l'ancienne ministre de la Jeunesse et du Sport, Monica Iacob Ridzi (PDL) qui a reçu une sentence de 5 ans de prison²⁰¹.

Tel qu'on peut l'observer par ces quelques exemples, tous les partis sont touchés par la corruption. Cependant, parce qu'il se trouve au pouvoir, le PSD est le plus visible et ses membres corrompus sont plus faciles à mettre en évidence. Dans la

¹⁹⁵ Stiri.tvr.ro, "Becali, condamnat la trei ani de închisoare cu executare. Patronul Stelei s-a predat". En ligne. 20 mai 2013. En ligne http://stiri.tvr.ro/becali-condamnat-la-trei-ani-de-inchisoare-cu-executare-patronul-stelei-s-a-predat_30727.html (page consultée le 15 décembre 2013); Departamentul Eveniment, "DOSARUL SCHIMBURILOR DE TERENURI. Care au fost acuzațiile aduse de procurori lui Becali și șefilor Armatei". 24 mai 2012. En ligne. http://www.gandul.info/stiri/dosarul-schimburilor-de-terenuri-care-au-fost-acuzatiile-aduse-de-procurori-lui-becali-si-sefilor-armatei-9666623?utm_source=Gandul&utm_medium=Click%252BCitesteSi&utm_campaign=CitesteSi%252Bgandul (page consultée le 12 novembre 2013).

¹⁹⁶ Alina Neagu, "Fostii ministri Decebal Traian Remes si Ioan Avram Muresan, condamnati definitiv la cate 3 ani de inchisoare cu executare in dosarul "Caltabosul". 25 février 2013. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-14298689-fostii-ministri-decebal-traian-remes-ioan-avram-muresan-condamnati-cate-3-ani-inchisoarea-executare-dosarul-caltabosul-decizie-definitiva.htm> (page consultée le 20 janvier 2014).

¹⁹⁷ Anticoruptie.hotnews.ro, "Dosarul "Voicu" – Catalin Voicu". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-7805374-dosarul-voicu-catalin-voicu.htm> (page consultée le 20 janvier 2014).

¹⁹⁸ Romania Libera, "Fostul senator Vasile Duță, condamnat definitiv la cinci ani de închisoare ". 5 mai 2010. En ligne. <http://www.romanialibera.ro/actualitate/justitie/fostul-senator-vasile-duta-condamnat-definitiv-la-cinci-ani-de-inchisoare-185572.html> (page consultée le 20 janvier 2014).

¹⁹⁹ Stirileprotv.ro, " Ionel Mantog, 5 ani de inchisoare cu executare. Fostul secretar de stat a fost arestat luni seara ". 10 juillet 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/ionel-mantog-5-ani-de-inchisoare-cu-executare-fostul-secretar-de-stat-a-fost-arestat-luni-seara.html> (page consultée le 19 janvier 2014).

²⁰⁰ Mihai Stoica et Mihaela Cojocariu, "Dosarul ICA. Dan Voiculescu a fost condamnat la 5 ani de închisoare cu executare pentru corupție. Nutriționistul Gheorghe Mencinicopschi a primit 6 ani ". 26 septembre 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/dosarul-ica-1_5242c442c7b855ff56c3569e/index.html (page consultée le 2 décembre 2013); Biro Atilla, "Ce urmează în dosarul dosarul de corupție al lui Dan Voiculescu după condamnarea pe fond la cinci ani de închisoare cu executare". 27 septembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/ce-urmeaza-in-dosarul-dosarul-de-coruptie-al-lui-dan-voiculescu-dupa-condamnarea-pe-fond-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-11402471> (page consultée le 13 décembre 2013).

²⁰¹ Catalin Lupasteanu, "Monica Iacob Ridzi, condamnată la cinci ani de închisoare CU EXECUTARE ". 27 janvier 2014. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/monica-iacob-ridzi-condamnata-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-11973371> (page consultée le 12 février 2014).

section ci-dessous, quatre cas seront analysés. Ces études de cas choisies sont représentatives parce qu'à la lumière des exemples donnés ci-dessus, elles ne sont pas des exceptions.

4.1.1. Première étude de cas : Le Trophée de la Qualité

Ayant occupé les fonctions de Ministre des Affaires Étrangères, Président de la Chambre des députés, Président du Parti social-démocrate et Premier ministre, Adrian Nastase est un personnage important sur la scène politique roumaine.

Après 3 ans et demi de procès²⁰², 80 volumes de mise en accusation²⁰³, approximativement mille témoins²⁰⁴ à interroger et plusieurs retards du procès dont les raisons seront expliquées plus loin, Adrian Nastase a reçu la sentence définitive de deux ans de prison avec exécution et l'interdiction de certains droits pour une période de deux ans²⁰⁵, donnée le 20 juin 2012 par la Haute Cour de Cassation et Justice. Dans ce dossier, il avait été accusé d'avoir utilisé la fonction de chef de parti qu'il avait à ce moment pour "obtenir de l'argent ou des biens matériels indus"²⁰⁶ en intérêt propre²⁰⁷, par l'intermédiaire du symposium le Trophée de la Qualité²⁰⁸ pour la

²⁰² Andreea Nicolae, "De ce a durat așa mult „hărțuirea" lui Năstase". 22 juin 2012. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/politica/de-ce-a-durat-asa-mult-hartuirea-lui-nastase-268313.html> (page consultée le 17 septembre 2014).

²⁰³ Gigi Ciuncanu, "Peste 100 de pesedisti gorjeni – martorii DNA în dosarul lui Năstase". En ligne. <http://www.pandurul.ro/Investigatii/2009-02-27/Peste%20100%20de%20pesedisti%20gorjeni%20%E2%80%93%20martorii%20DNA%20in%20dosarul%20lui%20Nastase> (page consultée le 15 septembre 2013).

²⁰⁴ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²⁰⁵ Victor Cozmel, "Adrian Nastase, condamnat definitiv la doi ani de inchisoare cu executare si interzicerea unor drepturi, printre care si dreptul de a candida si de a fi ales intr-o functie publica". 20 juin 2012. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul-calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executare.htm> (page consultée le 14 septembre 2013).

²⁰⁶ Cristina Horvat, "Condamnarea lui Adrian Năstase. Ce conține dosarul "Trofeul calității"". 21 juin 2012. . En ligne. <http://www.cotidianul.ro/ce-contine-dosarul-trofeul-calitatii-186571/> (page consultée le 12 septembre 2013).

²⁰⁷ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

campagne présidentielle à laquelle il a participé en 2004. Avec lui, 5 autres personnes ont été accusées²⁰⁹.

En 2004²¹⁰, l'Inspectorat d'État en Constructions (IEC) dirigé par Irina Jianu a organisé un symposium nommé le Trophée de la Qualité en Constructions dont la taxe d'entrée était de 5 000 000 lei vechi (environ 125 euros) pour les personnes physiques et 15 000 000 lei vechi (approximativement 400 euros) pour les firmes²¹¹. Les procureurs ont observé deux irrégularités quant aux invitations. D'abord, en utilisant les fonctions importantes qu'ils occupaient soit dans diverses agences de l'État soit dans la hiérarchie politique, les personnes invitées, membres du Parti Social-Démocrate (PSD)²¹² auraient imposé le paiement des frais de participation aux institutions respectives pour un événement avec un thème sans du moins un lien direct par rapport à leurs activités de travail²¹³. Ainsi, par exemple, Avicola Buzau (compagnie d'État dans la production de viande de volailles) et certains Districts Forestiers (Ocoale Silvice) sous l'autorité de la Régie Nationale des Forêts ayant à leur tête un membre PSD, mais qui, comme leur nom l'indique, n'ont pas nécessairement de lien avec le domaine des constructions, ont été invitées tandis que les Offices Départementaux pour la Protection du Consommateurs (ODPC) ramifications de l'Autorité Nationale pour la Protection des Consommateurs (ANPC)

²⁰⁸ Ionel Stoica, "Prima declarație a lui Adrian Năstase după opt luni de închisoare. Primele imagini cu fostul prim-ministru în libertate". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/fostul-premier-adrian-nastase-va-fi-liber-1028570.html#ixzz2kN0OZlau> (page consultée le 12 septembre 2013).

²⁰⁹ Gigi Ciuncanu, "Peste 100 de pesediști gorjeni – martorii DNA în dosarul lui Năstase". En ligne. <http://www.pandurul.ro/Investigatii/2009-02-27/Peste%20100%20de%20pesedisti%20gorjeni%20%E2%80%93%20martorii%20DNA%20in%20dosarul%20lui%20Nastase> (page consultée le 15 septembre 2013).

²¹⁰ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²¹¹ HotNews, "Dosarul "Trofeul calitatii" – Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-8314723-dosarul-trofeul-calitatii-adrian-nastase.htm> (page consultée le 10 septembre 2013); Cristina Horvat, "Condamnarea lui Adrian Năstase. Ce conține dosarul "Trofeul calității"". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.cotidianul.ro/ce-contine-dosarul-trofeul-calitatii-186571/> (page consultée le 12 septembre 2013).

²¹² Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²¹³ Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

conduite par un autre membre PSD ont même reçu de l'argent du budget pour participer à ce symposium²¹⁴.

Deuxièmement, l'invitation à l'évènement était, étrangement, envoyée aux firmes dans le domaine de la construction par les inspecteurs qui avisaient leurs travaux. De plus, ces inspecteurs demandaient que le reçu du paiement de la participation au symposium leur soit envoyé. À la lumière de ces faits, les procureurs ont estimé que ces firmes ont ainsi été "contraintes moralement"²¹⁵. À titre d'exemple, un ancien vice maire du Parti Démocrate Libéral (PDL) a déclaré avoir payé les 15 millions lei vechi pour le symposium Le Trophée de la Qualité, car ayant une ballastière, il avait peur de ne plus recevoir de licence s'il ne le faisait pas²¹⁶. De ces faits, quatre observations ressortent. Premièrement, de l'argent public a été attribué pour un évènement privé. Ceci signifie qu'une partie du budget de l'État, donc des taxes et impôts des contribuables a été dirigée non pas vers les bénéficiaires de ceux-ci, mais de ceux d'une personne. Deuxièmement, c'est l'utilisation d'une fonction importante et l'appartenance au parti au pouvoir, le PSD, de plusieurs des chefs d'institutions publiques qui leur a conféré leur pouvoir de contrainte quant à la participation à l'évènement de ces institutions. Finalement, les frais de paiement pour l'invitation au symposium représentent autant d'argent en moins dans les finances de ces institutions, qui en plus, n'avaient aucun lien avec le sujet de l'évènement, et qu'elles auraient pu utiliser dans la réalisation des objectifs de leurs mandats. Quant aux firmes qui ont payé l'invitation, cette somme payée réduit leur compétitivité sur le marché. Finalement, parce que l'envoi des invitations et la manière dont il s'est fait représente un dépassement de leurs mandats étant donné qu'il n'entre pas

²¹⁴ Stiri.tvr.ro, "Motivare în dosarul "Trofeul calității": Adrian Năstase și-a folosit influența în mod direct". 28 mars 2012. En ligne. http://stiri.tvr.ro/motivare-in-dosarul-trofeul-calitatii--adrian-nastase-si-a-folosit-influenta-in-mod-direct_12853.html (page consultée le 10 septembre 2013).

²¹⁵ Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013); Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013); Cristina Horvat, " Condamnarea lui Adrian Năstase. Ce conține dosarul "Trofeul calității"". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.cotidianul.ro/ce-contine-dosarul-trofeul-calitatii-186571/> (page consultée le 12 septembre 2013).

²¹⁶ Ziare.com, " Fugaru a dat bani pentru campania lui Nastase". 9 février 2012. En ligne. <http://www.ziare.com/tg-jiu/stiri-actualitate/fugaru-a-dat-bani-pentru-campania-lui-nastase-2776275> (page consultée le 5 septembre 2013).

normalement dans la fonction d'un inspecteur, ceux-ci ont limité la liberté d'action et le libre arbitre du choix des firmes de participer ou non à ce symposium.

Une fois le paiement des invitations reçu, Irina Jianu et Diana Gasparovici (inspectrice générale d'État adjointe à l'IEC) ont fait en sorte que l'argent ramassé par cet évènement, soit 67,4 milliards lei vechi²¹⁷ ou environ 1,5 millions d'euros au lieu d'aller au budget de l'IEC aille directement²¹⁸ aux 4 firmes détenues par Bogdan et Marina Popovici, des proches de Nastase²¹⁹ qui se sont occupées de l'organisation du symposium²²⁰. De là, comme le relate le journal Gandul, selon les procureurs DNA, l'argent aurait été transféré vers d'autres firmes des époux Popovici "par des opérations spécifiques de blanchiment d'argent" et à une firme détenue par Vasile Cristian²²¹, ce dernier utilisant une partie de cette somme pour l'achat de divers objets pour la campagne électorale de Nastase²²². Encore une fois, on observe l'utilisation de fonctions publiques qui ne travaillent pas dans l'intérêt des citoyens. Aussi, en plus de l'utilisation d'une partie de la grande somme d'argent ramassée pour la campagne électorale de Nastase et non pas pour le symposium le Trophée de la Qualité, l'implication des firmes dans des transactions illégales ont avantagé certains au détriment de l'ensemble des citoyens. Finalement, l'allocation d'argent utilisé dans la campagne électorale de Nastase a biaisé la compétition démocratique qu'est

²¹⁷ Laura Mitran, "Năstase va plăti Inspectoratului de Stat în Construcții 760.000 de euro din prejudiciul Trofeului Calității". 8 février 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/nastase-va-plati-inspectoratului-de-stat-in-construcii-760-000-de-euro-din-prejudiciul-trofeului-calitatii-10552182> (page consultée le 5 septembre 2013).

²¹⁸ Gigi Ciuncanu, "Peste 100 de pesediști gorjeni – martorii DNA în dosarul lui Năstase". En ligne. <http://www.pandurul.ro/Investigatii/2009-02-27/Peste%20100%20de%20pesedisti%20gorjeni%20%E2%80%93%20martorii%20DNA%20in%20dosarul%20lui%20Nastase> (page consultée le 15 septembre 2013).

²¹⁹ Catalin Lupasteanu et Andrei Luca Popescu, "Adrian Năstase, condamnat la DOI ANI DE ÎNCHISOARE CU EXECUTARE în dosarul "Trofeul calității"". 3 février 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/adrian-nastase-condamnat-la-doi-ani-de-inchisoare-cu-executare-in-dosarul-trofeul-calitatii-9189331> (page consultée le 8 septembre 2013).

²²⁰ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²²¹ *Ibid.*,

²²² Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013); Cristina Horvat, " Condamnarea lui Adrian Năstase. Ce conține dosarul "Trofeul calității"". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.cotidianul.ro/ce-contine-dosarul-trofeul-calitatii-186571/> (page consultée le 12 septembre 2013).

une campagne électorale devenue inégale, celui-ci ayant à sa disposition une somme supérieure d'argent par rapport aux autres candidats.

Une fois les enquêtes sur ces faits terminées, le dossier a pu être envoyé devant la Cour. Plusieurs retards dans le jugement du procès vers une sentence définitive sont survenus en cours de route. Illustrons cela à l'aide de quelques exemples. Tout d'abord, "l'épisode Grajdan"²²³. Adrian Constantin Balaban-Grajdan, nouvellement nommé chef de l'IEC le 18 mai 2012 a fait le nécessaire pour envoyer une demande à la Haute Cour de Cassation et Justice afin de retirer l'IEC comme partie civile au procès - en affirmant qu'elle n'avait en fait pas subi de préjudice dans cette affaire - le 22 mai, soit la veille du jour où aurait dû être le terme de jugement du procès²²⁴, après avoir préalablement eu une brève conversation téléphonique avec Adrian Nastase à 5 heures le matin de ce jour²²⁵. Ce geste de retirer l'institution du procès comme étant partie civile est d'autant plus imprévu alors qu'en 2008 c'est Grajdan qui avait, selon le journal Gandul, écrit les papiers quant au préjudice apporté à l'IEC.²²⁶ Suite à cet événement, l'instance a dû ajourner le procès et les jours suivants, Grajdan a été accusé pour avoir "favorisé l'infracteur"²²⁷. Ce retournement de situation, en plus d'affecter l'Inspectorat d'État en Constructions en le déclarant non préjudicié dans cette affaire, met en évidence l'utilisation d'une nomination à un poste de pouvoir, qui, jusqu'au dernier moment essaye d'avantager une entente privée au détriment de la fonction occupée.

Une autre cause de retard dans le procès a été due à la composition du complet

²²³ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²²⁴ Andrei Astefanesei, "Afăcerea Grăjdan. Complotul minuțios pus la cale pentru salvarea lui Adrian Năstase". 28 juillet 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/afacerea-grajdan-complotul-minutios-pus-cale-salvarea-adrian-nastase-1_51f547bdc7b855ff567f8515/index.html (page consultée le 2 septembre 2013).

²²⁵ B1.ro, "DNA: Năstase l-a sunat pe Grăjdan la 5 dimineața, în ziua când ISC s-a retras ca parte civilă din Trofeul Calității". 30 mai 2012. En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/eveniment/dna-nastase-l-a-sunat-pe-grajdan-la-5-dimineaza-a-in-ziua-cand-isc-s-a-retras-ca-parte-civila-din-trofeul-calita-ii-29348.html> (page consultée le 10 septembre 2013).

²²⁶ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²²⁷ Andrei Astefanesei, "Afăcerea Grăjdan. Complotul minuțios pus la cale pentru salvarea lui Adrian Năstase". 28 juillet 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/afacerea-grajdan-complotul-minutios-pus-cale-salvarea-adrian-nastase-1_51f547bdc7b855ff567f8515/index.html (page consultée le 2 septembre 2013).

du jugement sur le fond de l'affaire dans ce dossier lorsque la défense a mis en question la façon dont s'est faite nomination en poste de l'un des juges²²⁸. En bref, plusieurs décisions d'ajournement²²⁹, des suspensions du procès lorsque quelques-uns des inculpés demandent de saisir la Cour Constitutionnelle quant au fonctionnement de la Direction Nationale Anticorruption (DNA) ou l'invocation d'exceptions²³⁰ ont été autant de motifs saisis qui ont retardé le jugement final. Toutes ces tergiversations ont réussi à prolonger le procès pendant approximativement 5 ans et demi depuis le début des enquêtes²³¹ le rapprochant ainsi des termes de prescription du délit.

Dépendamment de la gravité de leur implication dans cette affaire et parce que tous les acteurs impliqués ont été privilégiés: par exemple, Irina Jianu ayant été confirmée en fonction par Nastase après que l'IEC soit coordonnée par la chancellerie du premier ministre, Popovici et Vasile gardant une grande quantité d'argent en leur possession²³² et Adrian Nastase ayant bénéficié d'un "financement illégal" de sa campagne électorale avec des fonds "quatre fois supérieurs à ce qu'il a déclaré officiellement durant toute la campagne électorale"²³³, les accusés ont reçu les peines afférentes. D'où ressort le fait que tous ceux par qui une partie de cet argent est passé ont profité en étant avantagés.

En ce qui concerne Adrian Nastase, la Haute Cour de Cassation et Justice a gardé la peine donnée en janvier 2012 soit deux ans de prison avec exécution à laquelle il avait fait recours²³⁴. Quant aux cinq autres accusés, Marina Popovici et

²²⁸ Ziare.com. "Instanta a respins cererile lui Nastase si a stabilit un nou termen - 13 iunie". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/instanta-a-respins-cererile-lui-nastase-si-a-stabilit-un-nou-termen-13-iunie-1171500> (page consultée le 19 septembre 2013).

²²⁹ HotNews. "Dosarul "Trofeul calitatii" – Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-8314723-dosarul-trofeul-calitatii-adrian-nastase.htm> (page consultée le 16 septembre 2013).

²³⁰ Andreea Nicolae, "De ce a durat așa mult „hărțuirea” lui Năstase". 22 juin 2012. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/politica/de-ce-a-durat-asa-mult-hartuirea-lui-nastase-268313.html> (page consultée le 1 novembre 2013).

²³¹ HotNews. "Dosarul "Trofeul calitatii" – Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-8314723-dosarul-trofeul-calitatii-adrian-nastase.htm> (page consultée le 1 novembre 2013).

²³² Stiri.tvr.ro. "Motivare în dosarul "Trofeul calității": Adrian Năstase și-a folosit influența în mod direct". 28 mars 2012. En ligne. http://stiri.tvr.ro/motivare-in-dosarul-trofeul-calitatii--adrian-nastase-si-a-folosit-influenta-in-mod-direct_12853.html (page consultée le 10 septembre 2013).

²³³ *Ibid.*,

²³⁴ Victor Cozmel. "Adrian Nastase, condamnat definitiv la doi ani de inchisoare cu executare si interzicerea unor drepturi, printre care si dreptul de a candida si de a fi ales intr-o functie publica". 20 juin 2012. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul->

Diana Gasparovici ont reçu chacune 5 ans de prison tandis qu'Irina Jianu, Bogdan Popovici et Vasile Cristian ont reçu chacun 6 ans de prison et l'interdiction de certains droits pour chacun pour une période de 5 ans après l'exécution de leur peine,²³⁵ réduites par rapport à la sentence du 30 janvier²³⁶. De plus, les accusés ainsi que deux des firmes impliquées ont été obligés de payer environ 6,4 millions de lei soit environ 1,4 millions d'euros dédommagements à l'IEC²³⁷, 760 000 euros qu'il doit payer avec les 5 autres inculpés et la différence que doivent payer les autres 5 accusés seulement²³⁸. Nastase a payé à lui tout seul les 760 000 euros qu'il devait payer avec les autres et en ne considérant toutefois pas qu'il s'agissait du paiement d'un préjudice, cette somme étant selon lui "une donation au budget de l'État"²³⁹.

Par ailleurs, si à la suite de l'annonce de la sentence définitive pour corruption, l'Université de Bucarest dans laquelle il travaillait à la Faculté de Droit a décidé de ne

[calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executare.htm](#) (page consultée le 14 septembre 2013).

²³⁵ *Ibid.*; Ziare.com. "Ce sentinte au primit ceilalti inculpati din dosarul "Trofeul Calitatii"". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/ce-sentinte-au-primit-ceilalti-inculpati-din-dosarul-trofeul-calitatii-1174189> (page consultée le 16 septembre 2013).

²³⁶ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013); Stirileprotv.ro. "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

²³⁷ Business24.ro. "Nastase scapa de executare silita cu 760.000 de euro". 9 février 2013. En ligne. <http://www.business24.ro/adrian-nastase/avere/nastase-scapa-de-executare-silita-cu-760-000-de-euro-1524876> (page consultée le 2 novembre 2013); Sorin Breazu, "Adrian Năstase, bun de plată în dosarul "Trofeul Calității". Inculpații trebuie să achite 1,45 de milioane de euro". 25 juin 2012. En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/adrian-nastase-si-ceilalti-inculpati-din-dosarul-trofeul-calitatii-trebuie-sa-achite-preju-98.html> (page consultée le 2 novembre 2013).

²³⁸ Biro Attila. "Cum a plătit Năstase prejudiciul de 760.000 euro în dosarul Trofeul Calității? "Nu este momentul să vă spun"". 13 mai 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/video-cum-a-platit-nastase-prejudiciul-de-760-000-euro-in-dosarul-trofeul-calitatii-nu-este-momentul-sa-va-spun-10873491> (page consultée le 12 septembre 2013); Victor Cozmel, "Adrian Nastase, condamnat definitiv la doi ani de inchisoare cu executare si interzicerea unor drepturi, printre care si dreptul de a candida si de a fi ales intr-o functie publica". 20 juin 2012. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul-calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executare.htm> (page consultée le 14 septembre 2013).

²³⁹ Biro Attila, "Cum răspunde Adrian Năstase la întrebarea de unde a avut 760.000 de euro pentru a plăti prejudiciul în dosarul "Trofeul calității"". 5 novembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/cum-raspunde-adrian-nastase-la-intrebarea-de-unde-a-avut-760-000-de-euro-pentru-a-plati-prejudiciul-in-dosarul-trofeul-calitatii-11620547> (page consultée le 2 décembre 2013).

plus renouveler son contrat²⁴⁰, le Conseil du Barreau de Bucarest a décidé que Nastase pouvait demeurer avocat dans ce Barreau, la sentence eue ne préjudiciant pas l'image du Barreau et le métier d'avocat, seules raisons données par la loi pour faire sortir un avocat d'un Barreau²⁴¹, Adrian Nastase s'est auto suspendu du Barreau de Bucarest²⁴². Cette décision du Conseil du Barreau a été perçue par beaucoup comme une offense à la profession d'avocat dans la mesure où celui qui professe comme juriste devrait être un exemple de bonne conduite et d'intégrité en toutes circonstances.

Ce dossier représente sans doute "un cas de corruption au plus haut niveau"²⁴³, un "tournant important"²⁴⁴ dans la lutte contre la corruption et un exemple dans la compréhension de ce que l'ex commissaire européen, Günter Verheugen disait, soit le fait que les politiciens roumains "doivent comprendre que l'État n'est pas leur propriété personnelle"²⁴⁵

Cette décision de l'instance suprême a eu un impact considérable à la fois sur le plan interne qu'à l'externe. S'il est le deuxième Premier ministre roumain à être condamné à prison depuis 1989, Constantin Dascalescu ayant été "emprisonné à perpétuité pour les crimes commises dans la période communiste"²⁴⁶, il est le premier à l'être pour des actes de corruption²⁴⁷. À l'interne, cette sentence est aussi un "signal

²⁴⁰ Mihaela Cojocariu, "Decizie. Adrian Năstase rămâne avocat în Baroul București". 21 octobre 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/deicizie-adrian-nastase-ramane-avocat-baroul-bucuresti-1_526519f1c7b855ff56612acb/index.html (page consultée le 5 novembre 2013).

²⁴¹ *Ibid.*,

²⁴² Ziare.com, "Adrian Nastase ramane avocat, a decis Consiliul Baroului Bucuresti". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/adrian-nastase-ramane-avocat-a-decis-consiliul-baroului-bucuresti-1263722> (page consultée le 3 janvier 2014).

²⁴³ Stiri.tvr.ro, "Motivare în dosarul "Trofeul calității": Adrian Năstase și-a folosit influența în mod direct". 28 mars 2012. En ligne. http://stiri.tvr.ro/motivare-in-dosarul-trofeul-calitatii-adrian-nastase-si-a-folosit-influenta-in-mod-direct_12853.html (page consultée le 10 septembre 2013).

²⁴⁴ Thomas Vampouille, "L'ex-premier ministre roumain tente de se suicider". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/21/01003-20120621ARTFIG00576-l-ex-premier-ministre-roumain-tente-de-se-suicider.php> (page consultée le 1 décembre 2013).

²⁴⁵ Andreea Ciulac, "Reaciile lui Verheugen și Raffarin la cazul Năstase". 23 juin 2012. En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/reactiile-lui-guenter-verheugen-si-ale-fostul-premier-francez-raffarin-la-cazul-nastase-988395.html> (page consultée le 12 novembre 2013).

²⁴⁶ Télévision allemande n-tv citée par Istvan Deak, "Presa germană: "Năstase, al doilea premier din istoria României condamnat la închisoare"". 21 juin 2012. En ligne. <http://jurnalul.ro/stiri/externe/presa-germana-nastase-al-doilea-premier-din-istoria-romaniei-condamnat-la-inchisoare-616196.html> (page consultée le 7 août 2013).

²⁴⁷ Thomas Vampouille, "L'ex-premier ministre roumain tente de se suicider". 21 juin 2012. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/21/01003-20120621ARTFIG00576-l-ex-premier-ministre-roumain-tente-de-se-suicider.php>; The New York Times. "Romania: Former Premier Is Convicted". 31 janvier 2012. En ligne. <http://www.nytimes.com/2012/01/31/world/europe/romania->

fort"²⁴⁸ pour montrer que personne n'est plus haut que la loi indifféremment de son statut. À l'externe, d'une part, parce que l'Union européenne surveille le déroulement des grands procès de corruption, notamment celui de Nastase²⁴⁹ et d'autre part, parce que c'était un "verdict rare en Europe contre un ancien chef du gouvernement"²⁵⁰, cette décision sert d'exemple pour montrer à l'Europe que le pays fait des efforts dans la lutte contre "la corruption généralisée"²⁵¹ et "endémique"²⁵² tant dans le système judiciaire soupçonné d'être non indépendant que parmi les employés de l'État²⁵³.

Puisque, selon la loi roumaine, les détenus de plus de 60 ans peuvent être mis en liberté après avoir fait un tiers de leur peine²⁵⁴, Nastase est sorti en mars 2013²⁵⁵ après avoir effectué 9 mois de sa peine. En dépit de sa condamnation, il a longuement été applaudi debout au Congrès de PSD²⁵⁶ quelques semaines après sa sortie prison.

[former-premier-nastase-is-convicted.html](#) (page consultée le 1 décembre 2013).

²⁴⁸ The Economist cité par Ana-Maria Vieru, "The Economist: condamnarea lui Adrian Năstase trimită un semnal puternic". 22 juin 2012. En ligne. http://adevarul.ro/international/in-lume/the-economist-condamnarea-adrian-nastase-trimite-semnal-puternic-1_50b9fa107c42d5a663ad7bb4/index.html (page consultée le 4 septembre 2013).

²⁴⁹ Le Monde cité par Istvan Deak, "Presă germană: "Năstase, al doilea premier din istoria României condamnat la închisoare"". 21 juin 2012. En ligne. <http://jurnalul.ro/stiri/externe/presa-germana-nastase-al-doilea-premier-din-istoria-romaniei-condamnat-la-inchisoare-616196.html> (page consultée le 7 août 2013).

²⁵⁰ Le Monde, "Condamné à la prison, l'ex-premier ministre roumain a tenté de se suicider". 21 juin 2012. En ligne. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/06/20/peine-de-prison-ferme-confirme-contre-l-ex-premier-ministre-roumain_1722021_3214.html (page consultée le 17 septembre 2013).

²⁵¹ Reuters cité par Istvan Deak. "Presă germană: "Năstase, al doilea premier din istoria României condamnat la închisoare"". 21 juin 2012. En ligne. <http://jurnalul.ro/stiri/externe/presa-germana-nastase-al-doilea-premier-din-istoria-romaniei-condamnat-la-inchisoare-616196.html> (page consultée le 7 août 2013).

²⁵² FoxNews.com, "Ex-Romania PM Nastase undergoes surgery after apparent suicide attempt". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.foxnews.com/world/2012/06/21/ex-romania-pm-who-shot-himself-to-have-surgery/> (page consultée le 14 septembre 2013); Cotidianul.ro. "Cum se vede în lume tentativa de sinucidere a lui Adrian Năstase". 21 juin 2012. En ligne. <http://www.cotidianul.ro/cum-se-vede-in-lume-tentativa-de-sinucidere-a-lui-adrian-nastase-186563/> (page consultée le 23 novembre 2013).

²⁵³ BBC.co.uk. "Romania ex-PM Adrian Nastase in suicide attempt". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-18529394> (page consultée le 23 novembre 2013).

²⁵⁴ Directmatin.fr. "Roumanie : l'ex-Premier ministre Nastase libéré". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.directmatin.fr/monde/2013-03-18/roumanie-lex-premier-ministre-nastase-libere-427466> (page consultée le 23 novembre 2013).

²⁵⁵ HotNews.ro, "Adrian Năstase a fost eliberat din Penitenciarul Jilava. El a mers direct la o clinică privată pentru a efectua mai multe investigații medicale". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-14442653-adrian-nastase-fost-eliberat-din-penitenciar.htm> (page consultée le 2 décembre 2013).

²⁵⁶ Iulian Anghel, "Adrian Năstase, aplaudat în picioare la Congresul PSD". 19 avril 2013. En ligne. <http://www.zf.ro/politica/adrian-nastase-aplaudat-in-picioare-la-congresul-psd-10768961> (page consultée le 6 décembre 2013 ; RomaniaLibera.ro, "Năstase, aplaudat îndelung de cei prezenți în sală la Congresul PSD". 19 avril 2013. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/politica/nastase->

Il est à mentionner que le système constitutionnel roumain est un système semi présidentiel inspiré du modèle français. La cohabitation mène au blocage politique tel qu'on peut l'observer dans la situation actuelle avec Traian Basescu président et ses adversaires politiques contrôlant le parlement et le gouvernement. Dans ces conditions, aux élections présidentielles de 2004, le PSD, parti d'Adrian Nastase, avait un objectif double : l'obtention de la majorité parlementaire pour le parti et du poste de Président pour Nastase. Pour ces raisons, l'élection de Nastase comme Président de la Roumanie était un élément primordial pour le futur politique de son parti. En dépit du fait que les activités du cas le Trophée de la Qualité avaient comme objectif immédiat la victoire de l'élection présidentielle par Adrian Nastase et servaient par là-même ses intérêts individuels, dans le même temps, cette réussite aurait été l'élément-clé qui aurait permis au PSD de contrôler l'ensemble du système politique roumain.

Dans ce sens, en tant que chef du parti, il avait des intérêts tant individuels (devenir Président) qu'organisationnels (que son parti arrive au pouvoir) à travers cette campagne électorale. Par conséquent, ce cas combine une situation claire d'OC avec quelques éléments d'OIC de manière à positionner le Trophée de la Qualité dans l'image quatre de la typologie – organisations corrompues en tant que corporations - faite par Pinto, Leana et Pil. Le phénomène OIC se manifeste par le fait que l'auteur a été Adrian Nastase qui, comme mentionné plus haut, s'est servi de sa position pour arriver à cet objectif et il en a été aussi le bénéficiaire puisque l'argent a été dirigé vers l'utilisation pour la promotion dans sa campagne électorale.

Une autre caractéristique de l'Organisation d'individus corrompus est le rôle criminogène de l'organisation qui agit de façon à faciliter le délit ("*crime facilitative*") étant donné que certains des hauts placés du parti aidés par quelques inspecteurs ont favorisé le fait de ramasser des sommes plus grandes d'argent. Ces caractéristiques dénotent l'existence de l'OIC dans ce cas toutefois à un niveau faible étant donné qu'Adrian Nastase n'utilisait pas cet argent pour son propre enrichissement.

Si l'OIC se manifeste subtilement, l'OC est une évidence. Si l'on considère les autres inculpés dans ce dossier, les divers membres du parti et des inspecteurs dans le domaine des constructions, les acteurs dans ce cas de corruption représentent un groupe. Ensuite, dans la mesure où la victoire de Nastase dans cette campagne électorale aurait été par là-même la réussite du parti qu'il représentait, le bénéficiaire de cette action est l'organisation, soit le parti politique. Puisque le PSD était au pouvoir, ces chefs impliqués – faisant partie du cœur de l'organisation - dans cette opération ont pu obtenir la coopération des inspecteurs. Cela traduit une intention organisationnelle délibérée ainsi que le caractère à la fois facilitateur et contraignant de l'OC.

Pour reprendre les éléments du Tableau I concernant l'Organisation corrompue, les victimes peuvent être identifiées comme étant l'IEC, institution publique, pour avoir subi le préjudice d'une grande somme d'argent et par conséquent les citoyens roumains, contribuables au budget de l'État par le biais des taxes et des impôts. Un autre aspect concerne les normes violées. À la lumière des procès qui ont eu lieu, les normes brimées ont été évidemment légales, mais aussi sociétales dans la mesure où la confiance qu'avaient les citoyens en ce que devrait être la fonction publique et le fonctionnement correct des structures de l'État a été trahie.

En bref, cette étude de cas, par le fait qu'elle montre que de l'argent public a été mal dirigé, que des fonctions publiques ont été utilisées dans des buts autres que ceux que leur confère leurs mandats, que parmi les invités, firmes ou personnes physiques, plusieurs ont été contraints d'y participer par des pressions politiques ou hiérarchiques et qu'une campagne présidentielle soit financée de cette façon indiquent que la démocratie en Roumanie est affectée négativement. Tel qu'on le montrera dans le Chapitre 5, celle-ci affecte l'eupéanisation. Finalement, cette étude de cas montre que l'élection présidentielle de 2004 a été un événement où les deux types de phénomènes – OC et OIC – ont existé, toutefois la prépondérance du OC a été plus grande. Tel qu'on va le voir en détail à la section 5.1, l'OC est plus grave en termes de conséquences négatives sur le pays et son développement futur politique et économique que l'OIC.

4.1.2. Seconde étude de cas : Le dossier Zambaccian

La seconde étude de cas porte sur le dossier Zambaccian, un autre procès dans lequel l'ancien Premier ministre Nastase a été impliqué.

Les procureurs de la Direction Nationale Anticorruption (DNA) ont accusé Adrian Nastase pour des irrégularités concernant premièrement, les douze containers de marchandises achetées en Chine remplis avec divers matériaux pour la maison: mobilier, objets de décoration, objets et installations sanitaires, articles électriques et électroménagers ainsi que des matériaux de construction²⁵⁷ envoyés en Roumanie "avec des fausses factures"²⁵⁸ pour trois de ses résidences²⁵⁹, deuxièmement, les frais de leur importation et finalement, le coût de certains travaux faits sur ces bâtiments²⁶⁰.

Plus précisément, ils soutiennent que "...durant la période 2002-2004, Nastase aurait reçu, en qualité de Premier ministre, de manière directe et par l'intermédiaire de Daniela Nastase, son épouse, des gains matériels indus d'une valeur approximative de 630 000 euros"²⁶¹ soit, la valeur des accusations plus haut mentionnées. Nastase, en échange de l'acquisition de certains de ces biens²⁶², leur

²⁵⁷ Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

²⁵⁸ Levif.be. "Roumanie: nouvelle peine de prison ferme pour l'ex-Premier ministre Adrian Nastase". 6 janvier 2014. En ligne. <http://www.levif.be/info/belga-generique/roumanie-nouvelle-peine-de-prison-ferme-pour-l-ex-premier-ministre-adrian-nastase/article-4000491804997.htm> (page consultée le 21 décembre 2013); Romandie.com, "Roumanie : nouvelle peine de prison ferme pour l'ex-Premier ministre Adrian Nastase". 6 janvier 2014. En ligne.

http://www.romandie.com/news/n/Roumanie_nouvelle_peine_de_prison_ferme_pour_l_ex_Premier_ministre_Adrian_Nastase61060120142037.asp (page consulté le 22 décembre 2013).

²⁵⁹ Liviu Avram, "Cele cinci judecătore care au făcut istorie". 21 juin 2012. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/cele-cinci-judecatoare-facut-istorie-1_50aed85f7c42d5a663a133e9/index.html (page consultée le 10 octobre 2013).

²⁶⁰ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).

²⁶¹ Ziare.com, "Adrian Nastase ramane avocat, a decis Consiliul Baroului Bucuresti". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/adrian-nastase-ramane-avocat-a-decis-consiliul-baroului-bucuresti-1263722> (page consultée le 3 janvier 2014); Filip Stan. " Dana Năstase dă declarații în dosarul Zambaccian de la Înalta Curte de Casație și Justiție". 4 novembre 2013. En ligne. http://www.romaniatv.net/dana-nastase-da-declaratii-in-dosarul-zambaccian-de-la-inalta-curte-de-casatie-si-justitie_106474.html (page consultée le 7 janvier 2014).

²⁶² Mihai Niculescu, "Ioan Păun le-a povestit judecătorilor cum a primit 700.000 de dolari de la Năstase". En ligne. <http://www.curentul.ro/2013/index.php/2013110593027/Actualitate/Ioan-Paun-le->

entreposage à l'ambassade de Roumanie en Chine ainsi que la surveillance de leur envoi par l'ancien consul de la Roumanie en Chine, Ioan Paun, est accusé d'avoir promis à ce dernier d'être nommé et maintenu consul général²⁶³ après la période régulière de son mandat. Une deuxième personne impliquée dans cette affaire est Irina Jianu, qui en échange de sa nomination et du maintien en fonction comme inspecteur général de l'Inspectorat d'État en Constructions (IEC) aurait payé à Adrian Nastase 630 000 euros²⁶⁴. Elle a également effectué quelques transactions financières en plus d'avoir facilité les procédures et le transport vers et en Roumanie²⁶⁵.

Par là, trois observations sont de mise. Tout d'abord, l'utilisation de pots-de-vin pour l'achat de biens et services en bénéfice propre en se servant, qui plus est, de la fonction de Premier ministre. Ceci mine la confiance des citoyens en l'intégrité et la haute conduite dont devrait faire preuve un chef de gouvernement. En ce sens, les Roumains ont été des victimes dans cette affaire. En deuxième lieu, on observe aussi l'interaction entre les auteurs pour l'atteinte de l'objectif ciblé. À la lumière des faits, on peut observer comment Nastase a agi aidé par d'autres personnes ce qui a par là-même favorisé l'étendue de l'acte de corruption. Finalement, ce cas suggère l'implication à divers degrés de deux personnes ayant des fonctions importantes dans le domaine public, ce qui, de plus, a mené à la création d'un groupe corrompu.

Tel qu'évoqué auparavant, tout cela se passait pendant la période où le Parti

[a-povestit-judecatorilor-cum-a-primit-700000-de-dolari-de-la-Nastase.html](http://www.curentul.ro/2013/index.php/2013110593027/Actualitate/Ioan-Paun-le-a-povestit-judecatorilor-cum-a-primit-700000-de-dolari-de-la-Nastase.html) (page consultée le 12 décembre 2013).

²⁶³ Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

²⁶⁴ Liliana Ciobanu, "Former Romanian prime minister sentenced to probation for blackmail". 30 mars 2012. En ligne. <http://www.cnn.com/2012/03/30/world/europe/romania-former-pm-sentenced/> (page consultée le 17 août 2013); Mihai Niculescu, "Ioan Păun le-a povestit judecătorilor cum a primit 700.000 de dolari de la Năstase". En ligne. <http://www.curentul.ro/2013/index.php/2013110593027/Actualitate/Ioan-Paun-le-a-povestit-judecatorilor-cum-a-primit-700000-de-dolari-de-la-Nastase.html> (page consultée le 22 décembre 2013).

²⁶⁵ HotNews.ro "Dosarul "Bunuri din China (Zambaccian I)" - Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-7472284-dosarul-bunuri-din-china-zambaccian-adrian-nastase.htm> (page consultée le 15 novembre 2013); Andrei Luca Popescu, "DOSARUL ZAMBACCIAN. Adrian Năstase, achitat pentru luare de mită, condamnat pentru șantaj". 31 mars 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/dosarul-zambaccian-adrian-nastase-achitat-pentru-luare-de-mita-condamnat-pentru-santaj-9456431> (page consultée le 16 septembre 2013); Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

Social-Démocrate (PSD) était au pouvoir. Avec l'arrivée aux devants de la scène politique de Traian Basescu qui a gagné les élections présidentielles en décembre 2004, Adrian Nastase a perdu le pouvoir, cessant d'être Premier Ministre.

Pour ce qui est des aspirations européennes de la Roumanie, c'était aussi un moment crucial pour son avenir. Les pressions quant à son entrée dans l'Union européenne étaient fortes. Des réformes insuffisantes pouvaient retarder son adhésion d'une année. Par conséquent, les forces politiques du moment voulaient dynamiser le fonctionnement du système judiciaire afin de montrer leurs efforts soutenus en anéantissant du même coup un adversaire politique. Cela explique le démarrage d'un certain nombre de procès de grande corruption. Pourtant, l'enquête concernant Adrian Nastase n'a démarré qu'en 2006²⁶⁶. Même dans ce cas, il a fallu plus de quatre années de tergiversations et de détours pour compléter le dossier et l'envoyer devant un tribunal, le 5 mai 2010²⁶⁷.

Pendant cette enquête, Nastase aurait fait chanter l'ex-consul de Roumanie en Chine, Ioan Paun en lui disant que s'il parlait aux enquêteurs de la manière dont s'étaient faites les importations²⁶⁸, il dévoilerait à son tour le fait que Paun travaillait en fait comme agent secret du service roumain d'espionnage²⁶⁹. Le 30 mars 2012, la Cour a condamnée Adrian et Dana Nastase à trois ans de prison avec suspension: Adrian Nastase ayant été acquitté pour avoir reçu des pots-de-vin²⁷⁰, mais condamné pour chantage; son épouse, Dana Nastase ayant été acquittée pour blanchissement d'argent et complicité pour avoir reçu des pots-de-vin, mais condamnée pour infraction de "participation improprie à l'utilisation de document faux à l'autorité douanière". Leur complice, Irina Jianu a reçu une peine plus lourde, soit 3 ans de

²⁶⁶ HotNews.ro, "Dosarul "Bunuri din China (Zambaccian I)" - Adrian Nastase". En LIGNE. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-7472284-dosarul-bunuri-din-china-zambaccian-adrian-nastase.htm> (page consultée le 15 novembre 2013).

²⁶⁷ QMagazine.ro, "Nou termen în dosarul Zambaccian pentru Adrian Năstase". 4 novembre 2013. En ligne. <http://qmagazine.ro/featured/nou-termen-in-dosarul-zambaccian-pentru-adrian-nastase/> (page consultée le 15 novembre 2013).

²⁶⁸ Stirileprotv.ro, "Procesele lui Nastase: Trofeul calitatii, primul finalizat dintre cele trei". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

²⁶⁹ Liviu Avram, "Cele cinci judecătore care au făcut istorie". 21 juin 2012. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/cele-cinci-judecatoare-facut-istorie-1_50aed85f7c42d5a663a133e9/index.html (page consultée le 10 octobre 2013).

²⁷⁰ L'expression roumaine "luare de mita" est traduite partout dans le texte comme "recevoir des pots de vin".

prison avec exécution pour l'accusation de "participation impropre à l'utilisation de faux documents à l'autorité douanière"²⁷¹.

Recours ayant été demandé²⁷² tant par les procureurs qui considéraient la punition trop légère que par la défense insatisfaite du résultat, le dossier Zambaccian a été réévalué par la Haute Cour de Cassation et Justice. Pourtant, des suspicions ont été exprimées dans la presse par rapport au retard de neuf mois quant à la formulation du recours par les procureurs dans ce dossier - contre les deux mois et demi dans un autre dossier nommé Tante Tamara et huit jours dans celui du Trophée de la Qualité - interprétées comme une tergiversation du procès qui se rapproche de la date de la prescription²⁷³.

Finalement, après un peu moins de huit ans depuis le début de l'enquête pénale, cette affaire s'est terminée le 6 janvier 2014 par la sentence définitive de la Haute Cour de Cassation et Justice condamnant Adrian Nastase à quatre ans de prison avec exécution pour avoir reçu des pots-de-vin "en forme continue" et trois ans de prison avec suspension pour chantage, son épouse Daniela à trois ans de prison avec suspension pour "participation indue à l'utilisation de faux documents à l'autorité douanière"²⁷⁴ et Irina Jianu à quatre ans de prison avec exécution pour, entre autres, "blanchiment d'argent en forme continue" et "utilisation de faux

²⁷¹ Andrei Luca Popescu, "Află TOTUL despre DOSARUL "TROFEUL CALITĂȚII"". 20 juin 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013); Mediafax.ro, "Adrian Năstase: Sunt convins că achitarea în dosarul "Zambaccian" va fi reconfirmată. Judecarea dosarului, amânată pentru 3 iunie". 13 mai 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/adrian-nastase-sunt-convins-ca-achitarea-in-dosarul-zambaccian-va-fi-reconfirmata-judecarea-dosarului-amanata-pentru-3-iunie-10872938> (page consultée le 20 août 2013).

²⁷² Liviu Avram. "Cele cinci judecătoare care au făcut istorie". 21 iunie 2012. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/cele-cinci-judecatoare-facut-istorie-1_50aed85f7c42d5a663a133e9/index.html (page consultée le 10 octobre 2013); Stirileprotv.ro. "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". juin 2012. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).

²⁷³ Andrei Astefanesei, "Adrian Năstase are o pilă la DNA. Cine tergiversează dosarul Zambaccian". 20 mars 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/adrian-nastase-pila-dna-1_5149fa7a00f5182b85324ffb/index.html (page consultée le 14 août 2013).

²⁷⁴ Mediafax.ro, "Adrian Năstase, CONDAMNAT DEFINITIV la 4 ani de închisoare cu executare în dosarul ZAMBACCIAN. Dana Năstase, 3 ani cu suspendare ". 6 janvier 2014. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/adrian-nastase-condamnat-definitiv-la-4-ani-de-inchisoare-cu-executare-in-dosarul-zambaccian-dana-nastase-3-ani-cu-suspendare-11855245> (page consultée le 10 janvier 2014).

documents à l'autorité douanière"²⁷⁵ ainsi que le paiement des certaines sommes d'argent par les inculpés²⁷⁶.

Du point de vue théorique, ce cas est une situation d'OIC. Ceci est démontré par plusieurs éléments caractéristiques de ce phénomène : les conséquences de détection, les victimes et finalement le rôle criminogène de l'organisation.

En premier lieu, les conséquences de l'action ont été au niveau individuel tel qu'évoqué par la décision définitive de la Haute Cour de Cassation et Justice en allouant aux accusés les peines respectives. Adrian Nastase a créé un groupe corrompu à travers son influence politique dans le parti. Toutefois, le nombre des participants à l'action corrompue étant très réduit, elle n'a aucunement touché l'organisation (le parti politique au pouvoir) dans son ensemble. Finalement, l'ancien Premier ministre a été à la fois auteur et bénéficiaire premier de l'acte de corruption.

En deuxième lieu, les victimes dans cette affaire ont été les citoyens roumains pour des motifs de confiance tel que mentionné plus haut ainsi que l'État et le PSD. La nomination d'Irina Jianu comme "responsable de l'Inspection d'État sur les constructions"²⁷⁷ a affecté le fonctionnement de l'appareil étatique. En effet, les nominations dans des fonctions publiques ne se sont pas faites sur des critères professionnels et de mérite mais suite à des faveurs et des services rendus à un individu corrompu. De plus, l'organisation, soit le parti politique au pouvoir à ce moment, le PSD a été une autre victime dans ce dossier. Effectivement, à travers ce procès et suite à la condamnation définitive pour corruption d'Adrian Nastase - Premier ministre et chef du Parti Social-Démocrate durant cette période - le prestige du PSD a été bafoué et son image ternie alors qu'il n'a eu aucun bénéfice suite à

²⁷⁵ Virgil Burla et Ionel Stoica. "DOSARUL "ZAMBACCIAN". Adrian Năstase, condamnat la 4 ani de închisoare cu executare: "Pedeapsa este îngrozitoare și injustă!" Fostul premier a fost încarcerat la Rahova". 6 janvier 2014. En ligne.

<http://www.evz.ro/detalii/stiri/dosarul-zambaccian-fostul-premier-adrian-nastase-afla-astazi-sentinta-achitare-condamna-1075378.html#ixzz2s1sOu54C> (page consultée le 10 janvier 2014).

²⁷⁶ Hotnews.ro, "Familia Nastase, condamnată în dosarul Zambaccian: Adrian Nastase - 4 ani de închisoare cu executare, Dana Nastase, 3 ani de închisoare cu suspendare". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-esential-16354443-adrian-nastase-fost-condamnat-4-ani-inchisoare-executare-cinci-ani-interzicerea-unor-drepturi-pentru-luare-mita-forma-continuata.htm> (page consultée le 6 janvier 2014).

²⁷⁷ Matei Martin, "Adrian Năstase retourne derrière les barreaux. La Cour suprême de Roumanie a condamné l'ancien Premier ministre à quatre ans de prison pour une affaire de chantage et de corruption". 7 janvier 2014. En ligne. <http://balkans.courriers.info/article23977.html> (page consultée le 12 janvier 2014).

cette affaire. Même Ion Iliescu, figure de proue du PSD – fondateur, ancien Président et actuellement Président honoraire de ce parti - a été d'avis que ce procès n'a pas été politique. Suite à la décision finale des juges de la Haute Cour de Cassation et Justice, questionné par rapport à ce procès que certains estiment avoir été influencé politiquement, celui-ci a déclaré que : "Il n'y a pas, je crois, un lien, une connexion directe entre les facteurs politiques et la justice" mais la sentence affecte néanmoins le jugement des gens dans un sens défavorable au parti²⁷⁸.

Troisièmement, de cette étude de cas ressort le fait que l'organisation, soit le PSD, n'a eu qu'un rôle d'instrument passif dans la commission du délit par les inculpés. Adrian Nastase en tant que Premier ministre était à la tête du PSD duquel faisait aussi partie le Ministre des Affaires Externes, supérieur hiérarchique du diplomate Paun. Cela a rendu crédible l'accusation de chantage dont se plaignait ce dernier. Le parti, n'a constitué que le moyen de contact entre l'ancien Premier ministre et l'ancien consul.

En conclusion, contrairement à l'étude de cas précédente où l'on a remarqué la présence des deux phénomènes théoriques soit, OC et OIC, avec toutefois une prépondérance de l'OC, dans le dossier Zambaccian il s'agit seulement d'un exemple d'Organisation corrompue qui le place dans la figure quatre de la typologie des auteurs. Tel qu'on va le voir en détail dans le Chapitre 5, l'OC est plus grave en termes de conséquences négatives sur le pays et son développement futur politique et économique que l'OIC.

4.1.3. Troisième étude de cas : Mischie

La troisième étude de cas concerne une personnalité du PSD - le même parti dont d'Adrian Nastase était membre - qui a occupé un rôle clé au niveau local. Nicolae Mischie est un ancien député entre 1990 et 1996, Président du Conseil

²⁷⁸ Cosmin Ruscior, "ION ILIESCU LA RFI". 8 janvier 2014. En ligne. <http://www.jurnalulbucurestiului.ro/ion-iliescu-la-rfi/> page consultée le 10 janvier 2014 (page consultée le 10 janvier 2014).

départemental Gorj²⁷⁹ et Président de la filiale Gorj du PSD entre 1996 et 2004, ancien Président de l'Agence de Développement Régional Sud-Ouest Olténie et "baron local PSD extrêmement influent"²⁸⁰.

Dans ce dossier, celui-ci est accusé pour voir reçu des pots-de-vin²⁸¹ et trafic d'influence²⁸² pour des faits qui se sont déroulés entre 1999 et 2003²⁸³. Alors, Nicolae Mischie aurait eu une entente avec l'homme d'affaires Clement Mocanu selon laquelle ce dernier devrait effectuer quelques travaux de construction²⁸⁴ et rénovation sur trois immeubles de Mischie.²⁸⁵ En échange, l'ancien Président du Conseil Départemental Gorj utiliserait sa fonction pour favoriser l'obtention de contrats par les firmes de Mocanu²⁸⁶. De cette manière, l'homme d'affaires aurait effectué des travaux s'élevant à 4,5 milliards lei vechi²⁸⁷. Également, Mischie aurait demandé une voiture, des biens

²⁷⁹ Eugen Maruta, "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj.+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁰ Ondine Ghergut, "Fostul baron PSD Mischie, condamnat la patru ani închisoare, încarcerat. Vezi cine i-a instrumentat dosarul penal". 19 mars 2013. En ligne. <http://m.romanalibera.ro/actualitate/justitie/fostul-baron-psd-mischie-condamnat-la-patru-ani-inchisoare-incarcerat-vezi-cine-i-a-instrumentat-dosarul-penal-296561.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸¹ Silviu Manastire, "DOSAR DE POLITICIAN: Urmasul lui Mischie, Ion Călinoiu, și gașca veselă de la Gorj". 7 novembre 2013. En ligne. http://www.realitatea.net/dosar-de-politician-urmasul-lui-mischie-ion-calinoiu-si-gasca-vesela-de-la-gorj_1308998.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸² Gandul.info, "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare pentru corupție, a fost încarcerat". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/nicolae-mischie-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare-pentru-coruptie-a-fost-incarcerat-10675578> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸³ Ondine Ghergut, "Fostul baron PSD Mischie, condamnat la patru ani închisoare, încarcerat. Vezi cine i-a instrumentat dosarul penal". 19 mars 2013. En ligne. <http://m.romanalibera.ro/actualitate/justitie/fostul-baron-psd-mischie-condamnat-la-patru-ani-inchisoare-incarcerat-vezi-cine-i-a-instrumentat-dosarul-penal-296561.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁴ Bogdan Cristescu, "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare cu executare". 18 mars 2013. En ligne. http://www.money.ro/nicolae-mischie--condamnat-la-patru-ani-cu-executare_1243886.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁵ Stiri.tvr.ro, "Nicolae Mischie a fost condamnat definitiv la patru ani de închisoare". 19 mars 2013. En ligne. http://stiri.tvr.ro/nicolae-mischie-a-fost-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare_28352.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁶ B1.ro, "Magistrații pronunță sentința definitivă în dosarul în care Nicolae Mischie este condamnat la 4 ani de închisoare pentru mită". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/eveniment/magistra-ii-pronun-a-sentin-a-definitiva-in-dosarul-in-care-nicolae-mischie-este-condamnat-la-4-ani-de-inchisoare-pentru-mita-52125.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁷ Hotnews.ro, "Dosar de luare de mita – Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.hotnews.ro/ancheta-8618686-dosar-luare-mita-nicolae-mischie.htm> (page consultée le 18 janvier 2014)

électroménagers et du mobilier²⁸⁸ qui auraient coûté plus de 400 millions lei vechi²⁸⁹.

En contrepartie, "l'ex baron de Gorj"²⁹⁰ se serait servi des fonctions qu'il occupait pour avantager de diverses manières l'homme d'affaires. En effet, tout d'abord, il a utilisé de manière incorrecte des fonds du programme européen PHARE, soit 248 millions lei en octroyant de façon préférentielle les contrats à des firmes de Mocanu pour des travaux sur le monument "Casa Ganescu"²⁹¹. Ensuite, il serait aussi intervenu auprès de certaines institutions pour que l'homme d'affaires puisse bénéficier d'un rééchelonnement de certaines dettes, pour faire enlever une saisie "1,5 milliards lei pour une halle de construction" ainsi que pour l'obtention de 56 contrats pour ses firmes²⁹². Illustrant le lien entre la corruption et le milieu économique, selon un eurobaromètre de la Commission européenne, 76% des citoyens roumains croient que les liens trop serrés entre la politique et les affaires mènent à la corruption, 75% sont d'avis que la corruption fait partie de la culture des affaires dans le pays alors que 70% d'entre eux pensent que la seule modalité de réussir en affaires est d'avoir des liens politiques²⁹³.

Des faits énoncés dans cette étude de cas, quatre observations importantes ressortent. Premièrement, l'utilisation abusive de la fonction publique en intervenant pour autrui afin de le favoriser. Deuxièmement, l'attribution de fonds européens de manière sélective. Troisièmement, le non-respect de la procédure normale quant à la

²⁸⁸ Ionel Stoica. "SENTINȚĂ. Magistrații au decis definitiv: Baronul Mischie, patru ani la PUȘCĂRIE". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/sentinta-magistratii-decid-astazi-fostul-baron-mischie-patru-ani-de-puscarie-1028564.html> (page consultée le 18 janvier 2014); Bogdan Cristescu. "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare cu executare". 18 mars 2013. En ligne. http://www.money.ro/nicolae-mischie--condamnat-la-patru-ani-cu-executare_1243886.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁸⁹ Hotnews.ro, "Dosar de luare de mita – Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.hotnews.ro/ancheta-8618686-dosar-luare-mita-nicolae-mischie.htm> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹⁰ Eugen Maruta, "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj,+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹¹ Adevarul.ro, "Fostul „baron” PSD, Nicolae Mischie, condamnat la patru ani de închisoare cu executare. Mischie mai are o singură șansă!". 13 juin 2012. En ligne. http://adevarul.ro/locale/timisoara/fostul-baron-psd-nicolae-mischie-condamnat-patru-ani-inchisoare-executare-mischie-mai-singura-sansa-1_50aeb787c42d5a663a1aca2/index.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹² Stiri.tvr.ro, "Nicolae Mischie a fost condamnat definitiv la patru ani de închisoare". 19 mars 2013. En ligne. http://stiri.tvr.ro/nicolae-mischie-a-fost-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare_28352.html (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹³ Commission européenne. Eurobaromètre spécial corruption. 2013. p. 4/4

sélection des firmes pour l'obtention de contrats qui aurait dû être concurrentielle. D'ailleurs, 69% des Roumains sont d'avis que le favoritisme et la corruption limitent la concurrence dans les affaires²⁹⁴. Finalement, on peut aussi observer l'utilisation de fonds européens dans le cadre d'un processus de sélection fait de cette manière.

L'enquête dans ce dossier a commencé en 2004²⁹⁵ lorsque l'homme d'affaires Clement Mocanu s'est dénoncé lui-même²⁹⁶. Après plusieurs ajournements et plus de 9 ans depuis le début des enquêtes²⁹⁷, la Haute Cour de Cassation et Justice a donné le 18 mars 2013 la sentence définitive dans ce dossier de 120 volumes²⁹⁸ soit quatre ans de prison ferme après avoir fusionné les deux condamnations soit trois ans de prison pour trafic d'influence et quatre ans de prison pour avoir reçu des pots-de-vin²⁹⁹, sentence qu'avaient aussi donnée les instances judiciaires inférieures et qu'a maintenue la HCCJ³⁰⁰. De plus, Mischie doit aussi payer à l'homme d'affaires la contrevaletur des travaux de construction qu'il a effectués en valeur d'approximativement 325 000 lei³⁰¹. Comme l'ex Président du Conseil départemental

²⁹⁴ *Ibid.*,

²⁹⁵ Valentin Anghel, "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare pentru corupție. A fost încarcerat". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/nicolae-mischie-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare-pentru-coruptie-a-fost-incarcerat-10675579> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹⁶ Stirileprotv.ro, "Nicolae Mischie a fost condamnat la 4 ani cu executare: "E unul din cele mai mari abuzuri judiciare". 19 mars 2013. En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/nicolae-mischie-fostul-sef-al-cj-gorj-condamnat-la-4-ani-cu-executare-decizia-e-definitiva.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹⁷ Hotnews.ro, "Dosar de luare de mita – Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.hotnews.ro/ancheta-8618686-dosar-luare-mita-nicolae-mischie.htm> (page consultée le 18 janvier 2014)

²⁹⁸ Eugen Maruta. 19 mars 2013. "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj.+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).

²⁹⁹ Romania Libera.ro, "Mischie, condamnat la 4 ani de închisoare cu EXECUTARE". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/mischie-condamnat-la-4-ani-de-inchisoare-cu-executare-296504.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

³⁰⁰ Eugen Maruta, "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj.+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014); Curierul National.ro, "Magistrații pronunță sentința definitivă în dosarul în care Nicolae Mischie este acuzat de luare de mită". En ligne. <http://www.curierulnational.ro/Eveniment/2013-03-18/Magistra%C8%9Bii+pronun%C8%9Ba+sentin%C8%9Ba+definitiva+in+dosarul+in+care+Nicolae+Mischie+este+acuzat+de+luare+de+mita> (page consultée le 18 janvier 2014).

³⁰¹ Valentin Anghel, "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare pentru corupție. A fost încarcerat". 18 mars 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/nicolae-mischie-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare-pentru-coruptie-a-fost-incarcerat-10675579> (page consultée le 18 janvier 2014); Eugen Maruta, "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj.+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).

Gorj a plus de 60 ans, il pourrait sortir de prison après avoir purgé un tiers de sa peine soit après un an et quatre mois³⁰². On note ici la durée longue pour ce qui est la résolution de l'affaire.

À la lumière de ces observations, on note dans ce cas la présence du phénomène OIC. Dans cette affaire, l'auteur est Nicolae Mischie tandis que bénéficiaires sont à la fois l'ancien Président du Conseil Départemental Gorj et l'homme d'affaires Clement Mocanu, chacun ayant eu des bénéfices dans cette affaire. Quant à la victime, il s'agit de l'organisation, soit le parti politique au pouvoir à ce moment, le PSD, mais aussi les autres firmes qui n'ont pas pu bénéficier de l'accès égal à des contrats publics. On observe aussi la mauvaise utilisation des fonds du programme PHARE et les citoyens roumains qui ont été trahis à la fois dans leurs attentes qu'ils ont eu de la part d'un politicien membre du parti au pouvoir qui, en principe, devrait veiller à leurs intérêts et non pas penser à ses propres avantages. Toutefois, le plus grand tort si on regarde la scène politique, a eu le PSD. En effet, ce cas a été une tâche sur l'image du parti. D'autant plus si l'on considère que le PSD contrôlait politiquement plus de 90% des 70 mairies du département³⁰³. La haute position dans la hiérarchie locale qu'il occupait ainsi que l'étendue du pouvoir sont des facteurs qui rendent ces gestes d'autant plus lourds. De plus, le rôle criminogène facilitateur de l'organisation a été possible par la subordination à la hiérarchie et au pouvoir. Mischie n'aurait pas pu faire les ententes concernant l'échange avec Clement Mocanu et celles-ci n'auraient pas été crédibles sans la fonction qu'il occupait à l'époque. Pour toutes ces raisons, ce cas représente la figure numéro 2 dans la typologie de Pinto, Leana et Pil. Tel qu'on va le voir en détail à la section 5, l'OC est plus grave en termes de conséquences négatives sur le pays et son développement futur politique et économique que l'OIC.

Finalement, on peut remarquer le fait que ce cas est semblable au dossier Zambaccian. En effet, les bénéficiaires de l'action de corruption ont été dans les deux

³⁰² Stiri.tvr.ro, "Nicolae Mischie a fost condamnat definitiv la patru ani de închisoare". 19 mars 2013. En ligne. http://stiri.tvr.ro/nicolae-mischie-a-fost-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare_28352.html (page consultée le 18 janvier 2014).

³⁰³ Eugen Maruta, "Mărire și decădere a baronului de Gorj, Nicolae Mischie". 19 mars 2013. En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj,+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).

cas des personnes occupant des fonctions importantes dans la hiérarchie politique : Adrian Nastase au niveau national, en étant Premier Ministre; Nicolae Mischie au niveau local, en étant Président du Conseil Départemental Gorj. Ceci montre que le niveau local reproduit le niveau central en termes de corruption étendant ainsi le fléau à tous les échelons politiques existants.

4.1.4. Quatrième étude de cas : Modifications et amendements

La dernière étude de cas est d'une tout autre magnitude que les précédentes. Elle concerne le projet de loi contenant les modifications apportées au Code Pénal et la proposition législative pour la loi d'amnistie et de grâce.

Le mardi 10 décembre 2013 qui allait être appelé ultérieurement le "mardi noir"³⁰⁴ a donné lieu à un épisode rocambolesque qui a surpris même les observateurs les plus avisés de la scène politique roumaine. Le 9 décembre, suite à une réunion régulière de la Commission juridique qui s'est terminée vers 22 heures, après que ses membres et la presse aient quitté, la salle a été nettoyée et le personnel d'entretien est parti à son tour. Néanmoins, pendant la nuit, la Commission s'est réunie à nouveau pour discuter des documents concernant les amendements de certains articles du Code Pénal ainsi que les modifications à la loi d'amnistie et de grâce³⁰⁵.

Les modifications apportées au Code Pénal concernaient deux aspects majeurs. La définition de ce qu'est un "fonctionnaire public" et la notion de "conflit d'intérêt". Ainsi, le Président du pays, les sénateurs, les députés ainsi que les personnes ayant des professions libérales ont été exclus de la définition du fonctionnaire public dans un alinéa ajouté à l'article en cause³⁰⁶. Cela signifie que puisqu'ils ne sont plus

³⁰⁴ Ondine Ghergut, "Parlamentarii rămân, deocamdată, funcționari publici, deci pot fi anchetați pentru corupție. "Marțea neagră" a devenit neconstituțională". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/martea-neagra-a-devenit-neconstituionala-323013.html> (page consultée le 19 janvier 2014).

³⁰⁵ Cristian Andrei, "Cine este OMUL DIN UMBRĂ care a coordonat în Parlament operațiunile „Codul Penal” și „Grațierea”. 12 décembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/cine-este-omul-din-umbra-care-a-coordonat-in-parlament-operatiunile-codul-penal-si-gratierea-11756918> (page consultée le 17 janvier 2014).

³⁰⁶ Revista22.ro. citant Proiectul de Lege pentru abrogarea art. 74 indice 1 din Codul penal. 16 décembre 2013. "Viviane Reding: Suntem foarte INGRIJORATI de faptul ca lucurile se dezvoltă in

fonctionnaires publics, ceux-ci ne peuvent plus être enquêtés par le Parquet et la DNA pour des faits de corruption ou similaires aux faits de corruption qui s'appliquent à ceux-ci comme par exemple l'abus en service, le trafic d'influence ou lorsqu'une personne reçoit des pots-de vin³⁰⁷. À la lumière de ces changements, la DNA estime que ceux condamnés pour corruption pourraient être libérés tandis que ceux dont les procès ou les poursuites judiciaires sont en cours pourraient être acquittés³⁰⁸.

Pour ce qui est de la notion de conflit d'intérêt, l'ancienne Ministre de la Justice - "considérée par Bruxelles, dès sa nomination à la tête du ministère de la Justice, comme une sorte de garante de la réforme de ce domaine clé comme de la lutte contre la corruption qui, depuis son éviction, semblent s'enliser dans les sables"³⁰⁹ et dont le travail a contribué de façon notable à l'amélioration du système judiciaire, de la lutte contre la corruption³¹⁰ et donc, des rapports MCV - Monica Macovei, affirme que la définition a été modifiée de telle manière que les "ministres, parlementaires, maires, conseillers et présidents des conseils départementaux" ne fassent plus partie de "la catégorie de ceux qui peuvent commettre des infractions de conflit d'intérêt"³¹¹. Par conséquent, l'Agence Nationale d'Intégrité ne pourrait plus les enquêter. Ainsi, par exemple, les personnes occupant les fonctions ci-dessus mentionnées pourraient attribuer des contrats publics "en leur bénéfices ou de leurs

directia GRESITA in Romania pe frontul ANTICORUPTIEI". En ligne. <http://www.revista22.ro/viviane-reding-suntem-foarte-ingrijorati-de-faptul-ca-lucrurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html> (page consultée le 6 janvier 2014) ; Parlamentul Romaniei, Camera Deputatilor. Comisia juridica, de disciplina si imunitati RAPORT asupra proiectului de Lege pentru abrogarea art. 74¹ din Codul penal. Bucuresti 9 decembrie 2013. Nr. PL- x 680/2011. p. 9.

³⁰⁷ Biro Attila, "Inca una de la Comisia juridica: SUPERIMUNITATE IN FATA DNA. Parlamentarii s-au scos din Codul Penal". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/inca-una-de-la-comisia-juridica-superimunitate-in-fata-dna-parlamentarii-s-au-scos-din-codul-penal-11752564> (page consultée le 19 janvier 2014).

³⁰⁸ Departamentul social – Mediafax, "DNA, despre noile modificări aduse Codului penal: Parlamentarii judecați pentru corupție ar putea fi achitați. Cei condamnați, puși în libertate". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/dna-despre-noile-modificari-aduse-codului-penal-parlamentarii-judecati-pentru-coruptie-ar-putea-fi-achitati-cei-condamnati-pusi-in-libertate-11754206> (page consultée le 17 janvier 2014).

³⁰⁹ Édith Lhomel, 2007, art. cit. p. 184.

³¹⁰ Aneta B. Spendzharova et Milada Anna Vachudova, 2012, art. cit. p. 52.

³¹¹ Monica Macovei, "USL și-a regrupat forțele: și-a construit superimunitatea și dă o lovitură năucitoare justiției și anticorupției". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.monica-macovei.ro/blog/2013/12/10/usl-si-a-regrupat-fortele-si-a-construit-superimunitatea-si-da-o-lovitura-naucitoare-justitiei-si-anticoruptiei/> (page consultée le 8 janvier 2014).

familles" sans que cela soit considéré comme étant un conflit d'intérêt³¹².

Parmi les autres modifications apportées au Code Pénal, on peut aussi mentionner ceux concernant les préjudices récupérés. En effet, dans le cas de préjudices récupérés, il y a une hausse des seuils couvrant les sanctions administratives et les simples amendes à 100 000 euros et 500 000, respectivement (par rapport aux seuils anciens de 50 000 et 100 000 euros)³¹³.

Pour ce qui est du second projet de loi que la Commission juridique a étudié en milieu de la nuit, il contenait quelques modifications par rapport à la grâce ainsi que la durée des sentences couvertes plus généreuses pour l'amnistie³¹⁴. Il est à mentionner qu'aucun de ces rapports n'a été publié sur le site de la Commission et n'a été débattu au Parlement ni présenté publiquement³¹⁵. Le matin, soit le 10 décembre, ces sujets ont été ajoutés à l'ordre du jour supplémentaire de la Chambre des Députés³¹⁶. Quant au projet concernant la loi d'amnistie et de grâce, bien qu'approuvé par la Commission juridique, il n'a pas été maintenu à l'ordre du jour en raison du tollé qu'a provoqué la manière non transparente dont il a été conçu et introduit à l'ordre du jour pour être voté. Par la suite, trois partis - PDL, PNL et PP-DD (Parti Populaire - Dan Diaconescu)- qui incluaient donc les libéraux, pourtant membres de

³¹² Biro Attila et Sorina Ionasc, "Curtea Constituțională respinge SUPERIMUNITATEA PARLAMENTARILOR. Modificările la Codul Penal, neconstituționale". 15 janvier 2014. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/curtea-constitucionala-respinge-superimunitatea-parlamentarilor-modificarile-la-codul-penal-neconstituționale-11904171> (page consultée le 19 janvier 2014).

³¹³ Andreea Pora, "Blitzkrieg in parlament. USL continua asaltul asupra justitiei. Parlamentarii scapa de DNA si Parchet pentru fapte de coruptie. Conflictul de interese dezincriminat. Aminstia doar amanata". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.revista22.ro/blitzkrieg-in-parlament-usl-continua-asaltul-asupra-justitiei-parlamentarii-scapa-de-dna-si-parchet-pentru-fapte-de-coruptie-conflictul-de-interese-dezincriminat-aminstia-doar-amanata--35150.html> (page consultée le 20 janvier 2014).

³¹⁴ *Ibid.*,

³¹⁵ Ondine Ghergut, "Parlamentarii rămân, deocamdată, funcționari publici, deci pot fi anchetați pentru corupție. "Marțea neagră" a devenit neconstituțională". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/martea-neagra-a-devenit-neconstituționala-323013.html> (page consultée le 19 janvier 2014); Stirileprotv.ro, "Blaga: PDL va intra in greva parlamentara daca puterea va veni marti in Camera cu legea gratierii". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/politic/blaga-pdl-va-intra-in-greva-parlamentara-daca-puterea-va-veni-marti-in-camera-cu-legea-gratierii.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

³¹⁶ Revista22.ro, "Viviane Reding: Suntem foarte INGRIJORATI de faptul ca lucurile se dezvoltă in directia GRESITA in Romania pe frontul ANTICORUPTIEI". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.revista22.ro/-viviane-reding-suntem-foarte-ingrijorati-de-faptul-ca-lucurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html> (page consultée le 6 janvier 2014); Cristian Andrei, "Cine este OMUL DIN UMBRĂ care a coordonat în Parlament operațiunile „Codul Penal” și „Grătierea”. 12 décembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/cine-este-omul-din-umbra-care-a-coordonat-in-parlament-operatiunile-codul-penal-si-gratierea-11756918> (page consultée le 17 janvier 2014).

la coalition au pouvoir ont annoncé leur opposition³¹⁷.

Quant au projet sur les modifications du Code Pénal, celui-ci a été voté. Il faut observer que ces lois qui favorisent visiblement la corruption et l'immunité des politiciens corrompus ont été adoptées par la Chambre des députés avec une majorité écrasante. Des 305 députés présents à la séance, seulement 32 ont voté contre, soit 29 membres du PDL (membres du parti du président Basescu), un du PP-DD, un du PC et un non affilié. D'ailleurs, pour se délimiter nettement des votes des autres partis et se montrer comme étant des exemples de la politique du parti qui se veut comme celui qui lutte contre la corruption, les trois députés PDL qui ont voté – deux pour et un qui s'est abstenu – ont été sanctionnés par le parti avec une suspension de 3 mois pour avoir voté de cette manière³¹⁸. De l'autre côté, il est aussi à noter que tous les membres du PSD et du PNL, la coalition au pouvoir ainsi que de l'UDMR (Union démocrate magyare de Roumanie) et des Minorités ont voté pour ainsi qu'une grande majorité des membres présents du PP-DD et du PC³¹⁹. Ce vote a engendré des réactions virulentes.

Les réactions internes n'ont pas tardé à arriver. Le porte-parole du Président Basescu a parlé de la loi d'amnistie et de grâce comme discréditant les efforts faits dans la lutte anticorruption et ayant "des effets catastrophiques pour le prochain rapport MCV"³²⁰. De manière plus directe, le Président Basescu a dit que les modifications du Code Pénal sont "dramatiques", qu'elles "détruisent 10 ans de travail

³¹⁷ Gandul.info, "Legea amnistiei și grațierii, SCOASĂ de pe ordinea de zi". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/legea-amnistiei-si-gratierii-scoasa-de-pe-ordinea-de-zi-11752594> (page consultée le 17 janvier 2014); Andi Manciu, "Legea amnistierii și grațierii unor pedepse de până la 7 ani, ADOPTATĂ în Comisia juridică. Legea intră astăzi la vot în plenul Camerei. PNL, PDL și PPDD vor vota împotriva". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/legea-amnistierii-si-gratierii-unor-pedepse-de-pana-la-7-ani-adoptata-in-comisia-juridica-legea-intra-astazi-la-vot-in-plenul-camerei-pnl-pdl-si-ppdd-vor-vota-impotriva-11751620> (page consultée le 20 janvier 2014).

³¹⁸ Emma Toader, "Cei trei parlamentari PDL care au votat la modificarea Codului Penal, SUSPENDAȚI trei luni din partid". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/cei-trei-parlamentari-pdl-care-au-votat-la-modificarea-codului-penal-suspendati-trei-luni-din-partid-11778487> (page consultée le 19 janvier 2014).

³¹⁹ Camera deputatilor. Romania. *Votul electronic. Vot final. Adoptare PL 467/2012 privind modificarea și completarea Codului Penal al României din 21 iunie 1986, republicat, cu modificările și completările ulterioare*. 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.cdep.ro/pls/steno/evot.nominal?idv=11386&idl=1> (page consultée le 19 janvier 2014).

³²⁰ Bogdan Oprea cité par Ioana Campean, "Băsescu roagă Camera Deputaților să respingă Legea amnistierii". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/basescu-roaga-camera-deputatilor-sa-respinga-legea-amnistierii-11752034> (page consultée le 19 janvier 2014).

et d'activité des institutions anticorruption" et qu'il renverra la loi au Parlement pour être revue³²¹. De plus, prenant en considération les conséquences négatives au niveau des engagements européens pris par le pays et considérant en ensemble les modifications, tant du Code Pénal que celles apportées à la loi d'amnistie et de grâce, il a affirmé que leur mise en place sortirait la Roumanie des critères de Copenhague, "ce qui serait extrêmement grave"³²².

Allant dans la même direction, l'euro parlementaire et ancienne Ministre de la Justice, Monica Macovei, a estimé que la coalition au pouvoir a fait un "coup d'État contre la justice et l'anticorruption"³²³, tandis qu'Horia Georgescu, Président de l'Agence Nationale d'Intégrité a parlé de la mise en place d'une "super immunité" affirmant que le projet "donne un coup dur à l'État de droit, endommageant irrémédiablement la crédibilité de la Roumanie comme État membre de l'Union européenne et de l'OTAN"³²⁴. De plus, il a mentionné explicitement que les modifications apportées à la définition du conflit d'intérêt permettraient simplement la fraude de l'argent du budget national et des fonds européens³²⁵. Tel qu'on peut

³²¹ Traian Basescu cité par Mihaela Cojocariu, "Comisia Europeană: Politicienii trebuie să fie egali în fața legii. Amendamentele la Codul Penal din România, în raportul MCV din ianuarie". 11 décembre 2013. En ligne. https://adevarul.ro/news/eveniment/comisia-europeana-amendamentele-codul-penal-romania-raportul-mcv-ianuarie-1_52a85688c7b855ff569fc99f/index.html (page consultée le 19 janvier 2014).

³²² Traian Basescu cité par Cristian Andrei et Anca Simina, "Antonescu pune frână SUPERIMUNITĂȚII parlamentarilor, motivând că a avut „o informație incorectă și incompletă”: „Îi sugerez lui Zgonea să revină asupra proiectului”. 12 décembre 2013. En ligne. http://www.gandul.info/politica/antonescu-pune-frana-superimunitatii-parlamentarilor-motivand-ca-a-avut-o-informatie-incorecta-si-incompleta-ii-sugerez-lui-zgonea-sa-revina-asupra-proiectului-11758697?utm_source=Gandul&utm_medium=Click%2BCitesteSi+200&utm_campaign=CitesteSi%2Bgandul (page consultée le 19 janvier 2014).

³²³ Monica Macovei citée par B1.ro, "Macovei, despre modificările aduse Codului Penal: Parlamentarii nu mai pot fi cercetați de nimeni pentru că pentru ei nu mai există infracțiuni". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/politica/macovei-despre-modificarile-aduse-codului-penal-parlamentarii-nu-mai-pot-fi-cerceta-i-de-nimeni-pentru-ca-pentru-ei-nu-mai-exista-infrac-iuni-71347.html> (page consultée le 8 janvier 2014).

³²⁴ Horia Georgescu cité par B1.ro, "Parlamentarii s-au scos de sub incidența Codului Penal pe acte de corupție. Șeful ANI: "Dă o lovitură grea statului de drept. Se va crea o super-imunitate". 10 décembre 2013. En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/politica/parlamentarii-s-au-scos-de-sub-inciden-a-codului-penal-pe-acte-de-coruptie-seful-ani-da-o-lovitura-grea-statului-de-drept-se-va-crea-o-super-imunitate-71320.html> (page consultée le 6 janvier 2014).

³²⁵ Clarice Dinu et Cristian Andrei, "Superimunitatea a fost doar aperitivul: iată adevărata BOMBĂ introdusă în Codul Penal. „Prin asta, s-a dat liber la furat din banii publici”. 12 décembre 2013. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/superimunitatea-a-fost-doar-aperitivul-iata-adevarata-bomba-introdusa-in-codul-penal-prin-asta-s-a-dat-liber-la-furat-din-banii-publici-11756538> (page consultée le 19 janvier 2014).

l'observer, ces critiques se font d'un côté par rapport aux engagements externes de la Roumanie et de l'autre, par rapport aux efforts internes de la lutte contre la corruption et du travail qu'a été accompli par la justice au fil ces dernières années. Il est également à noter qu'elles ont été formulées quelques semaines avant la publication du rapport MCV et elles dénotent les inquiétudes internes pour ce qui est des commentaires que l'UE fera sur ces événements et la peur de voir arrêter l'élan qu'a pris la justice les dernières années et dont le nombre grandissant d'enquêtes et de procès en cours ou avec des sentences définitives données en est témoin.

Enfin, il faut mentionner les quelques protestations citoyennes notamment en Piața Victoriei, devant le palais du gouvernement auxquelles ont participé tant des citoyens non nécessairement affiliés à un parti politique³²⁶ que des membres du parti le Mouvement Populaire³²⁷.

Pour ce qui est des réactions européennes, Viviane Reding, le Commissaire européen pour la Justice aux droits fondamentaux et à la citoyenneté a exprimé ses inquiétudes par rapport à la direction que prend la lutte contre la corruption³²⁸ tandis que Mark Gray, porte-parole de la Commission européenne (CE), a rappelé que "lorsqu'il s'agit d'officiels qui détiennent des fonctions législatives, exécutives, administratives ou juridiques", ceux-ci "doivent se soumettre aux règles en matière de corruption et de conflit d'intérêt. Le principe selon lequel tous les citoyens sont égaux devant la loi, est très important pour la CE"³²⁹.

³²⁶ Ionut Ungureanu, "Protest spontan în Piața Victoriei față de Noul Cod Penal". 11 décembre 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/bucuresti/protest-spontan-piata-victoriei-fata-noul-cod-penal-1_52a899c8c7b855ff56a19d92/index.html (page consultée le 19 janvier 2014); RomaniaLibera.ro, "Protest față de modificarea Codului Penal, la Guvern". 11 décembre 2013. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/protest-fata-de-modificarea-codului-penal-la-guvern-320277.html> (page consultée le 17 janvier 2014).

³²⁷ Digi24.ro, "Membrii Mișcării Populare au protestat față de modificările aduse Codului penal". 14 décembre 2013. En ligne. <http://www.digi24.ro/Stiri/Digi24/Actualitate/Stiri/Membrii+Miscarii+Populare+protesteaza+fata+de+modificarile+aduse> (page consultée le 8 janvier 2014).

³²⁸ Viviane Reding citée par Revista22.ro, "Viviane Reding: Suntem foarte INGRIJORATI de faptul ca lucurile se dezvolta in directia GRESITA in Romania pe frontul ANTICORUPTIEI". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.revista22.ro/-viviane-reding-suntem-foarte-ingrijorati-de-faptul-ca-lucurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html> (page consultée le 6 janvier 2014).

³²⁹ Mark Gray cité par Revista22.ro, "Viviane Reding: Suntem foarte INGRIJORATI de faptul ca lucurile se dezvolta in directia GRESITA in Romania pe frontul ANTICORUPTIEI". 16 décembre 2013. En ligne. <http://www.revista22.ro/-viviane-reding-suntem-foarte-ingrijorati-de-faptul-ca-lucurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html>

De plus, les ambassades de l'Allemagne et du Pays-Bas en Roumanie ont aussi fait part de leurs inquiétudes par rapport aux amendements apportés au Code Pénal que l'Ambassade des États-Unis à Bucarest qualifie comme étant "un pas en arrière pour la Roumanie"³³⁰. Pour sa part, l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne a souligné l'importance des activités de la DNA et de l'ANI, qu'il a qualifiées de "moteur de la vie publique en Roumanie" et le besoin qu'ont ces institutions notamment du soutien des hommes politiques pour pouvoir faire leur travail en toute indépendance³³¹.

Du point de vue juridique, tant l'HCCJ que le parti du président Basescu, le PDL, ont contesté le projet devant la Cour Constitutionnelle³³². Les juges de la Haute Cour de Cassation et Justice ont fait un renvoi à la Cour Constitutionnelle concernant la non constitutionnalité de ces aspects en affirmant que les personnes ainsi exclues se placent au-dessus de la loi et de l'État de droit³³³. Finalement, la Cour Constitutionnelle déclarant "à l'unanimité"³³⁴ les modifications comme étant inconstitutionnelles étant donné qu'elles vont à l'encontre de trois aspects primordiaux - l'égalité des citoyens devant la loi, l'État de droit ainsi que le respect par la Roumanie des Conventions et traités visant la lutte contre la corruption par lesquels elle s'est engagée³³⁵, le projet de loi a été rejeté.

[lucrurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html](http://www.adevarul.ro/news/politica/reactii-lant-hotare-modificarileaduse-codului-penal-un-pas-inapoi-romania-1_52a86981c7b855ff56a04be7/index.html) (page consultée le 6 janvier 2014).

³³⁰ Iulia Marin, "Reacții în lanț, de peste hotare, la modificările aduse Codului Penal: „Un pas înapoi pentru România“. 11 décembre 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/politica/reactii-lant-hotare-modificarileaduse-codului-penal-un-pas-inapoi-romania-1_52a86981c7b855ff56a04be7/index.html

(page consultée le 5 janvier 2014).

³³¹ *Ibid.*,

³³² Ondine Ghergut, "Parlamentarii rămân, deocamdată, funcționari publici, deci pot fi anchetați pentru corupție. "Marțea neagră" a devenit neconstituțională". 16 décembre 2013. En ligne.

<http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/martea-neagra-a-devenit-neconstitucionala-323013.html> (page consultée le 19 janvier 2014).

³³³ Mihai Stoica, "Curtea Supremă sesizează Curtea Constituțională în ceea ce privește modificările la Codul Penal". 12 décembre 2013. En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/curtea-suprema-sesizeaza-curtea-constitucionala-ceea-priveste-modificarile-codul-penal-1_52a9c334c7b855ff56a7987d/index.html (page consultée le 9 janvier 2014).

³³⁴ Ondine Ghergut, "Parlamentarii rămân, deocamdată, funcționari publici, deci pot fi anchetați pentru corupție". "Marțea neagră" a devenit neconstituțională. 16 décembre 2013. En ligne.

<http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/martea-neagra-a-devenit-neconstitucionala-323013.html> (page consultée le 19 janvier 2014).

³³⁵ Biro Atilla et Sorina Ionasc, "Curtea Constituțională respinge SUPERIMUNITATEA PARLAMENTARILOR. Modificările la Codul Penal, neconstituționale". 15 janvier 2014. En ligne.

À la lumière de ces explications, on peut constater que cet épisode est une situation évidente d'OC. Cependant, il est intéressant de remarquer que dans cette étude de cas différente des autres, l'auteur n'est plus seulement le parti au pouvoir, mais principalement la coalition au pouvoir, l'Union Sociale Libérale (USL) soit, le Parti Social-Démocrate et le Parti National Libéral dont il faut rappeler que tous les membres présents à la séance de vote ont voté en faveur des modifications apportées au Code Pénal. Il ne faut pas négliger non plus le fait qu'une grande majorité des autres partis politiques du pays, à l'exception du Parti Démocrate Libéral, ont aussi voté positivement. Ceci montre l'étendue du phénomène OC sur la scène politique roumaine et en même temps l'étendue de ses éventuels bénéficiaires. Pour mieux comprendre ces événements, il ne faut pas perdre de vue le fait que ces modifications concernant la loi de l'amnistie et de grâce et le Code Pénal arrivent dans un contexte de multiplication de condamnations dans divers dossiers de corruption de plusieurs hauts placés ou personnalités politiques importantes du PSD et du PNL jugés dans beaucoup de cas comme étant des procès politiques par les partis concernés.

Cette étude de cas complète le mémoire. Elle montre à quel point la corruption est dommageable dans une situation d'OC dans un parti au pouvoir voire une coalition au pouvoir. Évidemment, dans le cas où ces modifications seraient entrées en vigueur et par conséquent, si on serait arrivé à une situation où les procès de corruption des fonctionnaires publics en cours seraient arrêtés, d'autres enquêtes ne seraient pas commencées et ceux déjà condamnés pourraient être acquittés, tel que mentionné plus haut, les comportements des personnes concernées n'étant plus limités par des lois, une explosion des cas de corruption serait engendrée, ces fonctionnaires publics n'étant plus encadrés par la justice.

De plus, puisque la coalition qui conduit le gouvernement, donc le pays, est affectée par le phénomène OC, cela résulte des conséquences évidentes dramatiques sur le processus d'eupéanisation de la Roumanie. En effet, tel que soulevé directement par des nombreuses critiques, ces projets de loi tels qu'ils ont été présentés démolissaient l'État de droit et font en sorte que la Roumanie ne s'encadre

pas dans les critères de Copenhague visant notamment la démocratie et l'État de droit, des principes fondamentaux pour l'Union européenne.

En bref, premièrement, ces études de cas montrent à quel point la grande corruption est répandue en Roumanie à tous les échelons politiques. Ces études sont, de plus, soutenues par la perception des citoyens, tel qu'indiqué dans divers sondages. Par exemple, au niveau européen, selon l'Eurobaromètre Spécial 397 sur la corruption de 2013, 93% des Roumains sont d'avis que le phénomène de la corruption est très répandu dans leur pays³³⁶, alors que selon un rapport de la Commission européenne de 2012, 78% des Roumains considèrent que la corruption est plus étendue dans leur pays que dans les autres États membre de l'Union³³⁷. Au niveau international, l'Indice de la Perception de la Corruption (IPC) de Transparency International qui énonce la perception de la corruption parmi les officiels publics et les politiciens a calculé pour la Roumanie un score de 43 la plaçant ainsi au 69ème rang des 175 pays analysés en 2013 - les scores près de 0 signifiant que le pays n'est pas du tout corrompu et inversement ceux se rapprochant de 100 signifiant que le pays est très corrompu³³⁸. Finalement, au niveau national, 82% des Roumains estiment qu'il y a de la corruption dans les institutions publiques nationales et 83% croient qu'il y a de la corruption dans les institutions publiques locales et régionales.³³⁹ En deuxième lieu, les études de cas précédentes indiquent qu'en Roumanie il y présence du phénomène Organisation d'individus corrompus (études de cas 2 et 3), d'OC (étude de cas 4) et un mélange des deux comme dans la première étude de cas.

³³⁶ Commission européenne. Eurobaromètre spécial corruption. 2013, p. 6.

³³⁷ Commission européenne. Eurobaromètre Spécial 374. Corruption. Report 2011 publié en 2012. p. 24.

³³⁸ Transparency international. *Indice de perception de la corruption 2013*. En ligne.

http://www.transparency.org.ro/politici_si_studii/indici/ipc/2013/HartaRezultatelor.pdf (page consultée le 23 décembre 2013); Transparency international Romania, "Indici". En ligne. http://www.transparency.org.ro/politici_si_studii/indici/index.html (page consultée le 23 décembre 2013).

³³⁹ Commission européenne. Baromètre spécial corruption 2013. p. 1.

Chapitre 5

5.1. Conséquences de la corruption

Ce qui suit reprend les effets néfastes de la corruption énoncés dans la section État de la littérature et les analyse en fonction de la présence soit de l'OC, soit de l'OIC, soit des deux phénomènes en même temps. Dans une première partie, on passera en revue les conséquences négatives sur l'économie tandis que dans la seconde partie on analysera les inconvénients politiques de la corruption. Dans les deux sections, ceux-ci seront séparés en aspects qui sont liés le plus souvent à la présence du phénomène OC et en aspects liés aux deux phénomènes à la fois. Il est rare que des caractéristiques négatives de la grande corruption en termes de politique et d'économie soient seulement de nature OIC. En effet, l'individu impliqué dans des cas de grande corruption est placé dans cette catégorie avant tout de par la fonction qu'il occupe (et les sommes en question). Toutefois, cette fonction se trouve dans la majorité des cas aussi imbriquée dans un parti politique. Par conséquent, dans ces cas, on note à la fois la présence de la corruption individuelle et de celle organisationnelle. De plus, il faut mentionner qu'il est rare que la corruption d'un individu prise séparément (indifféremment du montant de l'acte de corruption et de la place qu'il occupe dans la hiérarchie des hautes fonctions) affecte à elle seule des composantes économiques et politiques d'un pays entier.

5.1.1. Conséquences économiques

Observons d'abord les composantes économiques affectées par la corruption. Premièrement, la corruption engendre des pertes de ressources³⁴⁰ en soustrayant aux finances publiques des sommes qui ne sont pas utilisées dans l'intérêt général³⁴¹. Par exemple, dans la première étude de cas, d'un côté, de l'argent public envoyé à firmes a préjudicié l'IEC, institution d'État. De l'autre côté, dans la mesure où de l'argent

³⁴⁰ J. S. Nye, 1967, art. cit, p. 421.

³⁴¹ Kimberly Ann Elliott, 1997, art. cit.

public aurait été utilisé pour payer certains frais de participation à l'évènement, le budget de l'État a été diminué. Dans la seconde étude de cas, le non-respect de certains règlements douaniers est une autre illustration de pertes de ressources pour l'État. Par ailleurs, si le dossier le Trophée de la Qualité est un combinaison d'OC et d'OIC, dans le cas Zambaccian on note seulement la présence du phénomène OIC. Dans les deux cas, l'OIC a été argumenté par la fonction de l'auteur du délit qui agit dans son intérêt propre. Cependant, le phénomène OC est beaucoup plus grave comme conséquence négative dans la diminution des ressources publiques de par l'étendue du fléau qu'on peut observer notamment dans la seconde étude de cas. En effet, si l'action aurait été seulement dans l'intérêt de l'ancien Premier ministre, la mobilisation autour de frais et de la participation au symposium n'aurait pas existé. Par ailleurs, l'argent public dirigé vers d'autres utilisations que celles pour lesquelles il a été attribué augmente plus ou moins directement l'inefficacité des services publics³⁴² et nuit au développement des systèmes d'éducation, de santé et d'infrastructure, par exemple³⁴³.

Deuxièmement, la corruption engendre aussi une perte dans les finances des firmes tel qu'illustré par la première étude de cas. En effet, le paiement des frais de participation par les firmes concernées - contraintes dans certains cas par la pression qu'exerçaient les inspecteurs en construction - à cet évènement dont une partie a été détournée vers une campagne électorale, donc dans un but non lié à leurs objectifs, réduit leur compétitivité sur le marché. On observe ici encore la présence du phénomène OC, dans la mesure où l'argent notamment par ces firmes a contribué à une élection présidentielle et tel qu'expliqué plus haut, au PSD, les pressions pour qu'elles payent ces frais s'étant aussi fait par l'intermédiaire de certaines structures ou membres du parti.

Troisièmement, la corruption favorise une diminution de l'investissement étranger³⁴⁴. Le non-respect de la procédure normale quant à l'octroi de contrats à des firmes (voir la troisième étude de cas) peut engendrer un manque de confiance qui traverse les frontières du pays et affecter son image économique. La procédure

³⁴² The World Bank, 2000; Patrycja Szarek, 2006, art. cit. p. 9.

³⁴³ Michael Johnston, 2005, *op. cit.* p. 27.

³⁴⁴ The World Bank, 2000, p. 18.

sélective dans l'attribution de contrats à des firmes a été rendue possible par la position de Mischie au sein du parti au pouvoir à l'époque. Son influence étant locale, il lui est possible de limiter la répression du délit au niveau local, dans la province, mais difficile au niveau central. On observe encore une fois l'influence négative de l'OC par le fait que c'est sa position comme membre du parti au pouvoir qui a facilité l'action de corruption de manière à ce que ni les organes de contrôle au niveau local ni celles au niveau central n'ont pu empêcher l'action. D'ailleurs, un communiqué de presse de la Commission européenne estime que "les risques de corruption sont plus grandes au niveau régional et local, où les vérifications et les contrôles internes tendent à être plus faibles qu'au niveau central"³⁴⁵. Il reste à déterminer à quel point les contrôles au niveau central sont efficaces étant donné que, tel qu'on a pu le remarquer dans les études de cas, l'organisation, soit le parti lui-même, est corrompu. De plus, cette étude de cas est aussi un exemple du fait que la corruption favorise une mauvaise allocation de fonds d'investissement³⁴⁶ ce qui peut réduire le désir d'investissement³⁴⁷ et décourager l'entrepreneuriat³⁴⁸ étant donné que l'argent ainsi alloué a été de l'argent européen provenant des fonds PHARE.

Quatrièmement, de manière générale, le blanchiment d'argent effectué à travers des actes de corruption ainsi que l'implication de certaines firmes dans des transactions illégales peuvent encourager l'économie noire³⁴⁹. Ce phénomène peut survenir en la présence des phénomènes OC et OIC tel que montré dans la première étude de cas.

Finalement, ces études de cas mènent aussi à des effets généraux concernant les inconvénients de la corruption. La corruption accentue les inégalités³⁵⁰ et dans ces cas, les inégalités sociales³⁵¹. En effet, les études de cas présentées, surtout les trois premières, la quatrième étant d'une autre nature, relèvent des inégalités qu'apporte la corruption entre une classe influente qui a les moyens, le pouvoir ou les relations pour

³⁴⁵ Commission européenne. Communiqué de presse. 3 février 2014, p. 3.

³⁴⁶ J.S. Nye, 1967, art. cit. p. 421.

³⁴⁷ Michael Johnston, 2005, *op cit.* p. 24, 27.

³⁴⁸ *Ibid.*, p. 27.

³⁴⁹ The World Bank, 2000, p. 18.

³⁵⁰ Christopher J. Anderson et Yulya V. Tverdova, "Corruption, Political Allegiances, and Attitudes Toward Government in Contemporary Democracies". *American Journal of Political Science*. Janvier 2003. Volume 47, Issue 1, p. 92.

³⁵¹ The World Bank, 2000; Patrycja Szarek, 2006, art. cit. p. 9.

avoir ces bénéficiaires et les autres qui n'ont pas les mêmes outils. Il est aussi à remarquer qu'une situation d'OC amplifie d'avantage les inégalités qu'une situation d'OIC notamment de par l'ampleur qui la définit. Cela peut tendre à créer une classe très riche et avantagée avec des oligarques et les barons locaux à l'opposé de la classe pauvre - qui survit avec le salaire minimum brut de 191 euros par mois³⁵², soit le deuxième plus bas de l'Union européenne, avant la Bulgarie - et une classe moyenne qui s'amincit. Aussi, pour toutes les raisons mentionnées jusqu'à présent, la corruption tend à diminuer la croissance économique³⁵³ et favoriser la pauvreté, les deux phénomènes, OC et OIC y contribuant.

En conclusion, les effets économiques engendrés par la corruption sont multiples. Qu'elles touchent l'environnement interne ou externe du pays, celles qui tiennent de l'OC affectent d'avantage en profondeur les mécanismes de fonctionnement normaux du pays notamment de par leur étendue et de l'accès au pouvoir auxquels ils donnent lieu. Si au niveau national, ces facteurs tendent à ralentir et entraver le processus économique en développement du pays, d'appauvrir l'État qui devient de moins en moins viable, efficace et fonctionnel et augmenter les inégalités sociales, les effets externes sont aussi néfastes. En effet, la présence de la corruption dans le cadre du parti au pouvoir, donc celui qui conduit le gouvernement peut engendrer un manque de confiance qui traverse les frontières du pays. La corruption au sommet de l'État renvoie une image économique négative à l'extérieur. Aucun investisseur sérieux ne voudrait faire des affaires dans un tel environnement.

5.1.2. Conséquences politiques

Pour ce qui est des conséquences politiques de la corruption, tout d'abord, celle-ci atténuée ou dans des cas extrêmes fait disparaître la distinction entre le public et le privé. La corruption va à l'encontre de l'autorité légale-rationnelle³⁵⁴ avancée par

³⁵² Fabien Renou. "Le Smic dans les pays de l'Union européenne en 2014". 24 janvier 2014. En ligne. <http://www.journaldunet.com/management/remuneration/smic-2013-en-europe.shtml> (page consultée le 28 janvier 2014).

³⁵³ Paolo Mauro, 1995, art. cit.

³⁵⁴ Max Weber, *Le Savant et le Politique*. (Paris: Éditions 10/18), 2002.; Max Weber, *Économie et Société*. (Paris: Édition Pocket), 2003.

Weber, qui stipule par définition que les hommes politiques élus et les citoyens ont des "relations formelles et impersonnelles" et qui par conséquent suppose une séparation bien définie entre le privé et le public. L'utilisation de la fonction publique de manière directe ou indirecte, telle qu'exprimée par les trois premières études de cas, pour obtenir un bénéfice personnel en est un exemple. Si le mélange entre public et privé que crée la corruption existe dans OC et OIC, il est toutefois plus nocif quand il se trouve dans la première situation parce qu'il est la preuve que les mécanismes de contrôle à l'intérieur du parti ne fonctionnent pas de manière à prévenir ce genre de comportement - soit parce qu'il le tolère soit parce qu'il n'a pas les outils pour le combattre et le décourager. Comme montré dans les études de cas, souvent plus d'un membre d'un parti est impliqué dans des actes de corruption. En effet, la problématique est plus vaste lorsque le cadre organisationnel duquel la personne est membre est le parti politique au pouvoir, que si un simple individu par lui-même décide de commettre un tel acte.

Deuxièmement, en passant de la distinction du principe public - privé à la distinction plus ponctuelle entre l'intérêt public et l'intérêt privé, la corruption est aussi la victoire de l'intérêt personnel dans la dualité entre celui-ci et l'intérêt public, ce dernier étant défini comme le "bien-être de la population en général (par opposition à l'intérêt égoïste d'une personne, un groupe ou d'une entreprise) dans lequel la société participe et qui garantit la reconnaissance, la promotion et la protection du gouvernement et de ses agences"³⁵⁵. Celui-ci peut exister dans les deux situations, de l'Organisation d'individus corrompus et de l'Organisation corrompue. La corruption par l'achat de biens et de services en avantage propre (comme dans la seconde et la troisième étude de cas) et l'utilisation de l'argent public pour un événement privé (voir première étude de cas) en sont des exemples. Les préjudices aux institutions publiques comme l'IEC dans la première étude de cas, mais aussi aux citoyens sont des indicateurs que la corruption recherche l'intérêt personnel au

³⁵⁵ BusinessDictionary.com, Définition "Intérêt public". En ligne.
<http://www.businessdictionary.com/definition/public-interest.html> (page consultée le 2 mars 2013).

détriment de celui de la société en ce qui concerne les fonctionnaires de l'État³⁵⁶ et va à l'encontre de la fidélité au bien commun³⁵⁷, ce qui est en soi une forme de non honnêteté³⁵⁸. Lorsque celle-ci s'étend au niveau d'une organisation, soit d'un parti, les conséquences sont encore plus graves. Selon une étude qualifiée de "paradoxe de la corruption" par le journal Gandul, 77% des fonctionnaires sont d'avis qu'ils agissent dans l'intérêt public, alors que seulement 31,5% des citoyens partagent cet avis³⁵⁹.

Troisièmement, et de manière générale, la corruption est une défaite de la morale, de l'éthique, de l'intégrité et de la vertu civique et cela touche tant la corruption individuelle que celle organisationnelle. Toutes les études de cas illustrent cette situation ce qui montre en même temps qu'elle peut survenir à la fois dans une situation d'OC que dans une situation d'OIC. En suivant la définition de Dobel de la corruption morale, on voit que les études de cas un, deux et trois confirment l'engagement intéressé pour l'obtention d'avantages en intérêt propre que les auteurs ont mentionné. En effet, dans les études de cas énoncées, en posant des actes de corruption, qui par définition vont à l'encontre du principe de l'intégrité, de l'éthique et de la morale dans le sens du travail accompli dans l'objectif des fonctions pour lesquelles ils ont été élus ou nommés, les acteurs n'ont pas travaillé dans l'intérêt des citoyens. D'ailleurs le rapport d'évaluation du Système National d'Intégrité de la Roumanie relève le fait que les "comités d'éthique dans les deux chambres du Parlement ne sont pas du tout actifs", des sanctions ne s'appliquant pas³⁶⁰.

Finalement, la corruption entrave aux efforts de réforme vers la démocratie³⁶¹ et dans certaines situations met en danger la démocratie d'autant plus si elle est jeune³⁶².

³⁵⁶ S. M. Shumer, "Machiavelli: Republican Politics and Its Corruption". *Political Theory*, Vol. 7, No. 1 (Feb., 1979), p. 9. En ligne <http://www.jstor.org/stable/190822> (page consultée le 25 novembre 2013)

³⁵⁷ Patrick Dobel, 1978, art. cit. p. 962.

³⁵⁸ S. M. Shumer, 1979, p. 6.

³⁵⁹ Andrei Luca Popescu, "STUDIUL MAI. Paradoxul corupției la români: șpaga este cea mai gravă problemă a țării, dar nu și dacă o dai la medici". 22 mai 2012. En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/studiu-mai-paradoxul-coruptiei-la-romani-spaga-este-cea-mai-grava-problema-a-tarii-dar-nu-si-daca-o-dai-la-medici-9660053> (page consultée le 7 mars 2013).

³⁶⁰ Transparency International Romania. *National Integrity System Assessment*. 2012, p. 34. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013).

³⁶¹ Patrycja Szarek-Mason, 2010, *op. cit.*

³⁶² Patrycja Szarek, 2006, art. cit. p. 4-5; Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44.

En effet, tout d'abord, elle pervertit le système représentatif³⁶³. L'utilisation de pots-de-vin (voir les trois premières études de cas) est un exemple du fait que la fonction politique comme élue et représentante du peuple n'a pas été utilisée de manière à servir les intérêts des citoyens. En général, l'opinion publique considère que les responsables politiques profitent du système politique où un "climat d'impunité a prospéré"³⁶⁴. En effet,

"Pour diverses raisons, beaucoup de personnages politiques contre lesquels des actions judiciaires sont entreprises ne sont pas condamnés formellement. Certains bénéficient de la présomption d'innocence. D'autres échappent au bénéfice du doute. Il y a parfois connivence entre des personnages politiques puissants et des magistrats serviles"³⁶⁵.

Les sanctions ont par le passé été rares et sans conséquences ou effets sur les personnes impliquées. Lorsque des procès il y a, dans beaucoup de cas les jugements sont très longs³⁶⁶ et à la fin "certains députés et anciens ministres ont été reconnus coupables de corruption, mais beaucoup restent libres en appel ou avec sursis"³⁶⁷. Aussi, dans beaucoup de cas, "leurs carrières sont rarement compromises" suite à des scandales de corruption³⁶⁸. Dans ces conditions, il est difficile à dire que le système représentatif demeure respectueux des citoyens qui l'ont élu. La quatrième étude de cas donne un autre exemple en ce sens. Tel que mentionné, le parti au pouvoir, appuyé par quelques autres, a discuté des plusieurs modifications au milieu de la nuit et a essayé de faire passer une loi sans débat public qui protège les corrompus tout en étant conscient de son impopularité et du fait qu'elle risquait d'être rejetée. La preuve, devant l'opinion publique scandalisée, ils ont décidé de retirer leurs projets. Ceci a

³⁶³ Jacques Chevallier, *L'État de droit*. (Paris: Éditions Montchrestien), 1999, p. 137.

³⁶⁴ Sam Cage et Andreea Birsan, "Romanians lose faith in squabble ling politicians". 26 juin 2012, En ligne. <http://www.reuters.com/article/2012/06/26/romania-politics-idUSL5E8HM24E20120626> (page consultée le 13 juillet 2013).

³⁶⁵ Mattei Dogan, "Méfiance et corruption : discrédit des élites politiques", *Revue internationale de politique comparée*, 2003/3 Vol. 10, p. 430. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparée-2003-3-page-415.htm> (page consultée le 29 janvier 2014).

³⁶⁶ Transparency International Romania. National Integrity System Assessment. 2012, p. 34. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013).

³⁶⁷ Sam Cage and Andreea Birsan, "Romanians lose faith in squabble ling politicians", Reuters, 26 June 2012, <http://www.reuters.com/article/2012/06/26/romania-politics-idUSL5E8HM24E20120626> (page consulée le 13 juillet 2013).

³⁶⁸ Cosmina Tanasoiu, 2012, art. cit. p. 184.

affecté de manière prépondérante tant l'OIC (pots-de-vin) que l'OC (projets de loi). Évidemment, les effets de cette dernière sont beaucoup plus graves.

Deuxièmement, la corruption engendre la baisse de la compétition démocratique lorsque par exemple, comme dans la première étude de cas, une campagne électorale est financée de cette manière. On voit ici qu'elle survient dans une situation d'OC lorsque l'organisation, soit le parti au pouvoir est impliqué.

Troisièmement, la corruption est à l'antipode d'un système fonctionnel et sain³⁶⁹. La nomination de certaines personnes à des fonctions publiques ou politiques d'une manière qui ne respecte pas les critères de sélection sur le mérite et les qualités professionnelles, mais bien avantagées pour avoir rendu certains services comme dans la seconde étude de cas peut être observée. Cette affirmation caractérise une situation d'OC puisque c'est seulement une fonction élevée dans la hiérarchie d'une organisation, dans ce cas comprise comme le parti politique au pouvoir, qui permet le pouvoir de nomination à des postes. La corruption affecte par là les principes démocratiques de base comme l'égalité des citoyens devant institutions³⁷⁰ notamment par l'accès à des fonctions publiques.

Par ailleurs, pour toutes les raisons mentionnées plus haut, mais aussi parce que la corruption "rend la mise en œuvre de la politique publique plus difficile"³⁷¹ et affaiblit la prédictibilité³⁷² et la justesse des règles de fonctionnement du système, elle devient un indicateur négatif de la performance politique³⁷³. Il faut rappeler, de plus, que lorsque la corruption est de type organisationnel, son étendue et sa gravité quant au développement du système démocratique d'un pays et le respect des normes de base pour le fonctionnement normal interne et externe sont des forces déstabilisatrices. Dans des cas extrêmes, elle peut aller jusqu'à "la négation même de l'État, dans son acception idéale typique, et la négation de la démocratie"³⁷⁴. De plus,

³⁶⁹ S. M. Shumer, 1979, art. cit. p. 8-9.

³⁷⁰ Paul Heywood cité par Patrycja Szarek-Mason, 2010, art. cit. p. 20.

³⁷¹ Mihaiela Ristei, 2010, art. cit. p. 342.

³⁷² Paul Heywood cité par Szarek-Mason, 2010, art. cit. p. 20.

³⁷³ Christopher J. Anderson et Yulya V. Tverdova, 2003, art. cit. p. 92.

³⁷⁴ Jean-François Médard, "Les paradoxes de la corruption institutionnalisée ", *Revue internationale de politique comparée*, 2006/4 Vol. 13, p. 700. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2006-4-page-697.htm> (page consultée le 3 septembre 2013).

la corruption "ébranle les piliers de l'État de droit"³⁷⁵ et implicitement la démocratie qui lui est étroitement associée³⁷⁶ L'État de droit est défini par l'Organisation des Nations unies (ONU) comme étant :

"Un principe de gouvernance en vertu duquel l'ensemble des individus, des institutions et des entités publiques et privées, y compris l'État lui-même, ont à répondre de l'observation de lois promulguées publiquement, appliquées de façon identique pour tous et administrées de manière indépendante, et compatibles avec les règles et normes internationales en matière de droits de l'homme"³⁷⁷.

La mise en péril de ce principe fondamental pour toute démocratie a été énoncée dans la dernière étude de cas et à travers les critiques qui ont été faites. Il est à souligner que l'État de droit a été affecté par le phénomène OC puisque ce sont le parti au pouvoir appuyé par quelques autres qui ont été à la base des modifications énoncées.

Finalement, toutes ces caractéristiques négatives de la corruption tant dans le domaine économique que politique affectent la confiance des citoyens qui perçoivent le devoir public utilisé à l'encontre des objectifs pour lesquels ils ont élu leurs représentants. Comme conséquence des atteintes à l'État de droit, à la transparence et à la démocratie, la corruption détruit la confiance des citoyens en le gouvernement³⁷⁸ en le processus politique³⁷⁹, en la protection de la loi³⁸⁰, en l'État³⁸¹.

En conclusion, les conséquences négatives de la corruption sur la politique, au-delà de l'utilisation de la fonction publique à des fins privés, de la violation de règles tant légales que morales en cherchant à favoriser les intérêts privés par divers moyens et un comportement public qui ne s'élève pas aux attentes des citoyens, des responsables politiques qui ne sont pas des modèles d'intégrité et de morale dans l'atteinte des objectifs pour lesquels ils ont été élus, abiment le fonctionnement et la qualité du système démocratique encore jeune. Finalement, à la lumière de ces

³⁷⁵ Jacques Chevallier, 1999, *op. cit.* p. 137.

³⁷⁶ Jean-François Médard, 2006, art. cit. p. 700.

³⁷⁷ Organisation des Nations unies. "L'ONU et l'État de droit". En ligne. <http://www.un.org/fr/ruleoflaw/> (page consultée le 12 septembre 2013).

³⁷⁸ Michael Johnston, 2005, *op. cit.* p. 29; Milada Anna Vachudova, 2009, art. cit. p. 44.

³⁷⁹ Christopher J. Anderson et Yulya V. Tverdova, 2003, art. cit. p. 92.

³⁸⁰ Patrick Dobel, 1978, art. cit. p. 966.

³⁸¹ The World Bank, 2000, p. 22-23.

observations, nous pouvons dire que l'État est "pris en otage" par la présence d'intérêts privés dans les hautes sphères qui créent une cassure entre les actions des fonctionnaires et l'objectif de leurs élections et de leurs mandats.

5.2. Responsabilité des élites politiques et vecteur de la corruption

Dans l'état des connaissances, les causes structurelles de la corruption ont été soulevées dont notamment l'héritage communiste et la période trouble dans la transition lorsque le passage d'un type de régime à un autre a créé des occasions nouvelles de s'enrichir. Ensuite, plus précisément, les études de cas ont montré qu'en Roumanie les deux types de corruption, individuelle et organisationnelle, existent. De plus, tel qu'énoncé dans la sections des études de cas et dans la section analytique, la corruption organisationnelle est plus importante et engendre des difficultés supplémentaires au fonctionnement stable et efficace tant dans le domaine économique que dans le domaine politique notamment de par l'étendue et l'influence qu'a l'organisation, soit le parti politique au pouvoir. En effet, le fait que des actes de corruption soient posés par des personnes individuellement est grave, mais c'est encore plus nocif lorsque ces actions sont entreprises par le parti en tant qu'organisation et d'autant plus si celui-ci est au pouvoir. À la lumière de ces observations on remarque que le facteur qui propage la corruption, le vecteur principal par lequel celle-ci se transmet est représenté par les élites politiques. Voyons quelques aspects qui affectent ces dernières.

Premièrement, au-delà des habitudes clientélistes qui la caractérisent³⁸², la corruption met en évidence l'absence de deux notions remarquées par Weber, l'éthique de conviction et l'éthique de responsabilité. Dans le cas du premier de ces concepts, une personne corrompue n'agit pas pour faire son devoir - comme par exemple les organes de contrôle au niveau local qui n'ont pas agi correctement dans l'étude de cas numéro trois - alors que dans le cas du second, elle ne prend pas en compte les conséquences de ses actions³⁸³, comme par exemple, les membres de la

³⁸² Andras Sajo cité par Dieter Haller et Cris Shore, 2005, *op. cit.* p. 76-77; Patrycja Szarek Mason, 2010, art. cit. p. 17.

³⁸³ Max Weber, 2002, *op. cit.* p. 64-69.

coalition au pouvoir dans l'étude de cas numéro quatre). Dans le même sens, Tom Gallagher soulève le degré exagérément corrompu de l'élite politique roumaine en écrivant que "la Roumanie possédait une élite politique qui était cynique et amoral dans une mesure rare, même dans les anciens satellites soviétiques"³⁸⁴.

Deuxièmement, la présence de la corruption fait aussi réfléchir à la distinction entre les personnes qui vivent pour la politique c'est-à-dire au service de celle-ci et celles qui vivent de la politique donc, qui la perçoivent comme une source matérielle. L'homme politique, selon Weber, doit avoir une source de revenus, fait qui lui permettrait d'avoir l'esprit libre et de travailler sincèrement pour son métier sans attendre ni se préoccuper de la part matérielle³⁸⁵. Cela montre que les personnes corrompues ne travaillent pas pour la politique, mais de la politique, ce qui va dans le même sens que le concept de "gains politicians" de Rogon et Laswell³⁸⁶. Dans le cas de la Roumanie, de par les études de cas énoncées, nous sommes en présence de ce que Gunnar Myrdal appelle les "soft states", c'est-à-dire des États "dominés par des intérêts puissants qui exploitent le pouvoir de l'État ou du gouvernement pour servir le leur propre plutôt que celui des citoyens"³⁸⁷. Par là même on observe que ces personnes au service de l'État vivent non pas au service de la politique, mais de celle-ci et la perçoivent donc comme une source de revenus. Le tableau illustré par les études de cas met en relief "le désir des gens très motivés et débrouillards pour canaliser l'argent public dans des mains privées"³⁸⁸.

Troisièmement, le niveau de corruption très élevé peut être interprété par l'analyse d'Ajit Mishra en raison de laquelle la corruption est devenue un optimum et le comportement corrompu serait la norme sociale³⁸⁹. Plus pessimiste, Huntington va plus loin en affirmant qu'il n'est même plus question d'une déviance de comportement, mais d'une déviance de normes³⁹⁰. Cela est associé au domaine des

³⁸⁴ Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 6.

³⁸⁵ Max Weber, 2002, *op. cit.* p. 34-36.

³⁸⁶ Yves Mény, "Corruption, politique et démocratie". 1995, p. 16. En ligne. <http://www.confluences.mediterranee.com/IMG/pdf/04-0096-9515-002.pdf> (page consultée le 12 mars 2013).

³⁸⁷ Gunnar Myrdal, *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. Kalyani Publishers. 2008.

³⁸⁸ Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 7.

³⁸⁹ Ajit Mishra, 2006, art. cit.

³⁹⁰ Dieter Haller et Cris Shore, 2005, *op. cit.*

valeurs et la corruption a été expliquée par l'absence ou le changement de celles-ci³⁹¹. Pour ce qui est de l'application de ces concepts au niveau de l'élite, Gallagher affirme que dans le cas roumain, les valeurs européennes n'ont été implantées dans le pays qu'à un niveau "superficiel ou déclaratoire"³⁹², ce qui les a empêché de corriger la norme sociale du comportement corrompu.

On a parlé des élites. Toutefois, le *modus operandi* des actions corrompues de ces élites passe par les partis politiques desquels elles font partie. Tel que montré dans la section des études de cas mais aussi à travers les autres cas de corruption énoncés et existants, le PSD comme parti dominant, et aussi d'autres partis (comme par exemple le PNL qui a voté dans la quatrième étude de cas) ont été fréquemment impliqués dans des cas de corruption. Plus encore, si au-delà des cas étudiés – choisis parce qu'ils ont trait à la corruption du parti au pouvoir, donc celui qui est le plus visible - on rappelle tous les autres cas de corruption dont seulement quelques-uns ont été donnés en exemple, on peut même aller plus loin et dire que dans la mesure où le niveau de corruption est élevé dans tous les partis, on peut parler d'une "alliance trans-parti dont les principaux membres avait acquis d'immenses fortunes de la politique "³⁹³, les partis agissant comme un tout unitaire lorsqu'il est question de corruption.

Tel qu'affirmé par Johnston, "un autre facteur contribuant à la vue que la nation est sur la mauvaise voie est la sentiment, ressenti par beaucoup, que le système politique et ceux chargés d'exécuter sont devenus profondément corrompus"³⁹⁴. L'effet négatif de leurs actions corrompues est reflété par les sondages concernant l'opinion des citoyens roumains quant à l'ampleur et la profondeur du problème dans leur pays. Selon le Baromètre Global de la Corruption pour 2013, 76% des Roumains considèrent que les partis politiques, sans distinction quant à leur position sur l'échiquier politique, sont corrompus ou extrêmement corrompus, 68% sont d'avis que le législatif est corrompu alors que 50% croient que les fonctionnaires et les

³⁹¹ Alessandro Pizzorno; Yves Mény, 1995, art. cit.

³⁹² Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 3.

³⁹³ Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 4.

³⁹⁴ Michael Johnston, "From Thucydides to Mayor Daley: Bad Politics, and a Culture of Corruption?". *Political Science and Politics*. 2008. Volume 37, Issue 4 (October 2006). p. 809. En ligne. <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=506096> (page consultée le 22 novembre 2013).

agents publics sont en grande mesure touchés par ce fléau³⁹⁵. Les partis politiques sont si corrompus parce qu'ils sont utilisés comme instruments par les élites politiques corrompues, tel que montré dans les études de cas, qui agissent plus efficacement par leur intermédiaire qu'individuellement. En effet, tel qu'observé tout au long du texte, le phénomène OC est plus grave que l'OIC notamment parce qu'il se propage mieux à travers les partis qui sont affectés. Dans ce sens, l'OC est "le grand problème" de la Roumanie.

5.3. Les effets de l'OC sur l'eupéanisation

L'eupéanisation présuppose le respect des critères de Copenhague qui demandent le respect de la démocratie par des institutions stables³⁹⁶, la mise en place d'institutions garantissant l'État de droit³⁹⁷ ainsi que l'existence d'une économie de marché viable.³⁹⁸ Les cas analysés dans ce texte, par les éléments qu'ils ont mis en lumière permettent d'affirmer que le parti au pouvoir et d'autres dans une certaine mesure (voire la quatrième étude de cas) sont affectés par le phénomène OC, qui en plus des conséquences néfastes sur le pays représente aussi une entrave dans le chemin de la Roumanie vers l'eupéanisation. Le manque de distinction entre le public et le privé, le comportement en tant que responsable politique de manière non respectueuse de la définition de l'intérêt public et en ne suivant pas les règles de morale, d'éthique et d'intégrité dont doit faire preuve tout employé de l'État ou représentant des citoyens, l'affaiblissement de l'État de droit ainsi que des actions politiques qui pervertissent le système représentatif, la compétition démocratique et qui nuisent au fonctionnement du système sont autant d'éléments qui vont à l'encontre des principes politiques de Copenhague. Aussi, les conséquences économiques de la

³⁹⁵ Transparency international. Baromètre Global de la corruption 2013 - Roumanie. En ligne. <http://www.transparency.org/gcb2013/country/?country=romania> (page consultée le 16 décembre 2013).

³⁹⁶ David Phinnemore, "Europeanization, conditionality, and domestic change: the twinning exercise and administrative reform in Romania" *Journal of Common Market Studies* 42 (3) (2004), p. 622.

³⁹⁷ Patrycja Szarek, 2006, art. cit. p. 8.

³⁹⁸ Conseil européen de Copenhague, "Conclusions de la présidence ", les 21/22 juin 1993, SN180/1/93 REV 1, p. 26; Ramona Coman, 2006, art. cit. p. 1010.

corruption telles que les pertes de ressources qu'elle cause, l'inefficacité des services publics, le développement déficitaire des infrastructures, de l'éducation et de la santé, les pertes des finances des firmes, la baisse de la croissance économique et la diminution de l'investissement étranger affectent dans une moindre mesure, mais affectent quand même le critère économique de Copenhague, soit la mise en place d'une économie de marché viable qui peut être affaiblie par ces facteurs.

En bref, le non-respect des critères démocratiques, concernant l'État de droit, la justice, l'égalité et de transparence, mais aussi des normes économiques de base pour une économie fonctionnelle vont à l'encontre des principes de Copenhague. Le non-respect de ces critères est un indicateur du degré d'européanisation du pays. Moins elles sont respectées, moins le pays réussit son européanisation.

De plus, il est essentiel de rappeler que bien que les deux phénomènes - OC et OIC - existent en Roumanie, le premier est plus nocif que le second pour le pays et pour l'européanisation. En effet, l'effort d'européanisation qui passe par le pouvoir politique interne est saboté par la corruption au niveau individuel (les partis étant formés d'individus, qui tel que montré par certaines études de cas, peuvent être corrompus) mais dans une plus grande mesure par la corruption au niveau organisationnel, donc celle du parti au pouvoir, qui par définition est plus imposant (plus grand et étendu à travers ses ramifications régionales et locales) et a plus de pouvoir de décision qu'un individu.

Par ailleurs, il est important de souligner que malgré l'adhésion, le pays ne s'est européanisé que superficiellement et l'adhésion a été possible en raison de la simulation de façade du changement interne par les élites roumaines. En effet, Tom Gallagher explique que "les fonctionnaires européens ont cédé devant un groupe ingénieux et prédateur (...) qui (...) a exploité le lourd système de prise de décision à plusieurs niveaux de Bruxelles pour rejoindre le club européen en vue de satisfaire son propre agenda"³⁹⁹. Les partis au pouvoir ont exploité la naïveté dont faisait surprenamment preuve l'UE⁴⁰⁰ pour devenir ainsi un nouvel État membre par un processus de "pseudo-européanisation"⁴⁰¹. Cependant, au fil du temps, en constatant

³⁹⁹ Tom Gallagher, 2009, *op. cit.* p. 15.

⁴⁰⁰ *Ibid.*, p. 4.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 11.

le manque de progrès, l'état de choses et l'actualité du pays, Bruxelles s'est rendu compte qu'en fait il a été "impliqué dans une grande mascarade qui a permis aux anciens communistes qui dirigent la Roumanie de le tromper à chaque étape"⁴⁰² dans le chemin vers l'intégration européenne du pays. De ces faits ressort encore une fois le pouvoir de nuisance du phénomène OC dans une organisation, dans le parti au pouvoir. En effet, la Roumanie avait été acceptée dans l'UE en raison des quelques progrès faits, mais aussi dans l'espoir de les continuer et de les accentuer. En réalité, tout était une illusion, que Gallagher caractérise comme étant "un des plus grands revers pour la démocratie vu en Europe depuis 1945"⁴⁰³.

Enfin, les derniers rapports européens concernant l'état des faits en Roumanie ne relèvent pas des améliorations en profondeur pour ce qui est de la lutte contre la corruption, la corruption politique étant considérée comme un "problème systémique"⁴⁰⁴. En effet, malgré des "progrès non faciles à atteindre", les avancées grâce aux réformes dans le domaine sont "instables et parfois réversibles"⁴⁰⁵. Par exemple, les événements de décembre 2013 "ont mis sérieusement en doute la stabilité de la législation actuelle et l'engagement politique de concrétiser les réformes anti-corruption"⁴⁰⁶.

Tous ces facteurs ne sont pas des bons signes pour l'eupéanisation du pays. Que ça soit par rapport aux intentions préalables à l'adhésion, aux actions actuelles de la lutte contre la corruption et à la tendance future qu'elles laissent présager, dans tous les cas, les acteurs principaux sont les partis et surtout le parti au pouvoir puisque c'est sa position et son influence qui lui permettent d'incliner le plus la balance d'un côté ou d'un autre et lorsque ces partis sont corrompus, on sait bien quels seront les résultats. Tous ces éléments diminuent d'autant le degré d'eupéanisation, qui par la corruption et les effets négatifs engendrés éloigne la Roumanie du fonctionnement politique et économique normal de manière à satisfaire pleinement aux critères de Copenhague.

⁴⁰² *Ibid.*, p. 14.

⁴⁰³ *Ibid.*, p. 15.

⁴⁰⁴ Commission européenne, *Anexa. Romania la Raportul anticoruptie al UE*. Bruxelles, 3 février 2014, p. 16.

⁴⁰⁵ *Ibid.*, p. 4, 16.

⁴⁰⁶ *Ibid.*, p. 2.

Chapitre 6

6.1. Conclusion - Discussion

L'analyse des études de cas suscite plusieurs observations. La grande corruption, qui est à la fois illégale (parce qu'elle est punie par la loi) et immorale (parce qu'elle va à l'encontre de tout principe d'intégrité d'autant plus lorsqu'elle touche des personnes occupant des hautes responsabilités) est présente à tous les échelons politiques. En Roumanie, deux types de corruption (OC et OIC) existent lorsqu'on parle de la corruption politique. Toutefois, de par l'étendue et la puissance supérieure dans le fonctionnement de l'OC par rapport à l'OIC, de par la définition et tel qu'on l'a vu concrètement au fil des analyses des études de cas choisies, le phénomène de l'Organisation corrompue a plus de conséquences négatives sur le développement économique, politique et sur l'intégration européenne du pays comprise dans le sens d'idéal démocratique et de modernité dont tout État membre de l'Union européenne tente de se rapprocher.

Répondue, la corruption est systémique et les élites corrompues sont celles à qui elle bénéficie le plus puisqu'ils ont les outils et les capacités de l'utiliser à leur guise et au détriment des citoyens qu'ils devraient servir. Si durant les dernières années on a pu observer l'élan qu'a pris la lutte anticorruption, les efforts de certains partis pour empêcher le début des poursuites judiciaires dans le cas d'immunités - le Parlement décidant à plusieurs reprises par le passé de ne pas lever l'immunité de tel ou tel parlementaire - ainsi que les actions visant à ralentir ou arrêter des procès judiciaires des cas de prescription et d'amnistie réels ou désirés, tel qu'on l'a vu, par certains responsables politiques laissent un goût amer. Devant ce spectacle, la société civile s'améliore, mais elle demeure encore faible et les manifestations ont le plus souvent lieu en raison des appels ponctuels fait par divers partis politiques qu'organisées de manière indépendante par les citoyens.

D'autant plus dans ces conditions, la lutte contre la corruption est un idéal à atteindre et le renforcement du système judiciaire un outil essentiel pour y parvenir. Toutefois, le manque de volonté et de vision politique à long terme ainsi que la lutte

contre ses adversaires politiques et pour le pouvoir ne permettent pas une liberté et une indépendance totale aux procureurs. De plus, le niveau de la corruption est d'autant plus difficile à diminuer en raison de ce que certains appellent les "nouveaux joueurs", des personnes toujours prêtes à faire le nécessaire pour gagner d'avantage et avoir plus de pouvoir, la politique étant une occasion unique de "exposer l'individu ordinaire à des tentations extraordinaires".⁴⁰⁷ Dans ces conditions, il arrive même que des personnes qui, en principe, sont contre la corruption le deviennent dans certaines situations.

Des mesures de prévention et de sanction comme par exemple la mise en place d'un code d'éthique professionnelle, la hausse des salaires et l'instauration d'une réglementation des transactions financières pourrait aider à diminuer le degré de la grande corruption. Comme mesures de suivi, on peut penser à des méthodes de renforcement de la société civile ou la mise en place d'organes d'enquête indépendants comme la Commission Charbonneau au Québec, par exemple. Les idées en matière de lutte contre la corruption ne manquent pas et la littérature dans le domaine abonde de solutions plus ou moins réalistes. Ce qui est essentiel est de comprendre qu'aucune de ces intentions de bonne volonté ne verra le jour tant et aussi longtemps qu'il n'y aura pas de volonté politique réelle et concrète, que la classe politique restera à quelques exceptions près inchangée au fil des ans et que les citoyens ne sont pas conscients de leurs responsabilités politiques à tous les jours. Une société civile forte et responsable ne permettrait pas un tel niveau de corruption, mais malheureusement, au lieu de s'impliquer d'avantage dans la vie politique de leur pays, les citoyens déçus par ce domaine se complaisent de bon ou de mauvais gré dans cette situation et par conséquent, rien ne changera.

⁴⁰⁷ Gerald E. Caiden et Naomi J. Caiden, "Administrative corruption", *Public Administration Review*, Vol. 37, No. 3 (Mai - Juin., 1977), p. 302.

Bibliographie

Monographies et articles de périodiques spécialisés

Anderson, Christopher J. et Yulya V. Tverdova. 2003. "Corruption, Political Allegiances, and Attitudes Toward Government in Contemporary Democracies". *American Journal of Political Science*. Janvier. Volume 47, Issue 1.

Andreev, Svetlozar. 2009. "The Unbearable Lightness of Membership: Bulgaria and Romania after the 2007 EU Accession" *Communist and Post-Communist Studies*, 42 (3), p. 375-393.

Barthou, Évelyne. 2008. "L'économie de survie ou comment s'adapter à l'essor du capitalisme en Roumanie", *Autrepart*, 2008/4 n° 48, En ligne. <http://www.cairn.info/revue-autrepart-2008-4-page-101.htm> (page consultée le 28 novembre 2013).

Boia, Lucian. 2011. *De ce este Romania altfel?* (Bucharest: Humanitas).

Boia, Lucian. 2001. *Romnia, Boderland of Europe*. Traduit par James Christian Brown. Londres, Reaktion Books Ltd.

Börzel, Tanja. 2002. "Member States Responses to Europeanization". *Journal of Common Market Studies* 40(2), p. 193-214.

Börzel, Tanja et Thomas Risse. 2000. "When Europe hits home: Europeanization and domestic change." En ligne. http://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=302768 (page consultée le 29 avril 2013).

Börzel, Tanja et Thomas Risse. 2012. "From Europeanisation to diffusion: introduction." *West European Politics*. 35:1. 1-19.

Bourdet, Dany. 2006. "La corruption en Roumanie". En ligne. http://www.regardest.com/home/breve_contenu.php?id=672 (page consultée le 10 avril 2013).

Caiden, Gerald E. et Naomi J. Caiden. 1977. "Administrative corruption", *Public Administration Review*, Vol. 37, No. 3.

Cameron, David. 2003. "Les défis de l'accession à l'Union européenne pour l'Europe post communiste", *Reflets et perspectives de la vie économique*, 2003/3 Tome XLII, p. 23-33. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-reflets-et-perspectives-de-la-vie-economique-2003-3-page-23.htm> (page consultée le 3 octobre 2013).

Capelle-Pogacean Antonela et al. 2013. "République de Roumanie - Bilans annuels de 1983 à 2013", *L'état du monde*, La Découverte. URL : www.cairn.info/l-

[etat-du-monde-roumanie-page-bilan.htm](#) (page consultée le 15 décembre 2013).

Cartier-Bresson, Jean. 2000. "Corruption, libéralisation et démocratisation". *Tiers-Monde*, 2000. tome 41 n°161. En ligne. http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/tiers_1293-8882_2000_num_41_161_1048 (page consultée le 15 novembre 2013).

Chevallier, Jacques. 1999. *L'État de droit*. (Paris: Éditions Montchrestien). 149 p.

Ciomos, Virgil. 2011. "Réinvention postcommuniste de la modernité, État des lieux". Institut "George Baritiu", Académie roumaine, filiale de Cluj. En ligne. <http://www.humanistica.ro/anuare/2011/Continut/Art%2011.pdf>

(page consultée le 1 novembre 2013).

Coman, Ramona. 2006. « Les défis de l'eupéanisation dans la réforme du système judiciaire roumain post-communiste » Entre inertie et transformation, *Revue française de science politique*, 2006/6 Vol. 56, p. 999-1027.

Dimitrova, Antoaneta. 2010. "The New Member states of the EU in the aftermath of enlargement: do new European rules remain empty shells?" *Journal of European Public Policy*, 17(1), p. 137-148.

Dionisie, Dan et Francesco Checchi. 2008. "Corruption and Anti-Corruption Agencies in Eastern Europe and the CIS: A Practitioners' Experience". UNDP Bratislava Regional Centre.

Dobel, Patrick. J. 1978. "The Corruption of a State". *The American Political Science Review*, Vol. 72, No. 3 (Sep., 1978), pp. 961. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/1955114> (page consultée le 25 novembre 2013).

Dogan, Mattei. 2003. "Méfiance et corruption : discrédit des élites politiques", *Revue internationale de politique comparée*, 2003/3 Vol. 10. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2003-3-page-415.htm> (page consultée le 29 janvier 2014).

Dorian, Jano. 2008. "From 'Balkanization' to 'Europeanization': The Stages of Western Balkans Complex Transformations", *L'Europe en Formation*, 2008/3 n° 349 - 350, p. 55-69.

Dragos, Dacian C. et Bogdana Neamtu. 2007. "La réforme de l'administration publique locale en Roumanie : Tendances et obstacles ". *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 2007/4 Vol .73, p. 706. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-des-sciences-administratives-2007-4-page-699.htm> (page consultée le 7 novembre 2013)

- Duboz, Marie-Line. 2007. "Bulgarie, Roumanie » Interrogations sur leur adhésion à l'Union européenne". *Le Courrier des pays de l'Est*, 2007/5 n° 1063, p. 36. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2007-5-page-34.htm> (page consultée le 23 novembre 2013).
- Durandin, Catherine. 2005. "La Roumanie en mal d'identité". *Études*, 2005/12 Tome 403, p. 602. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-etudes-2005-12-page-595.htm> (page consultée le 26 novembre 2013).
- Ekiert, Grzegorz. 2008. "Dilemmas of Europeanization: Eastern and Central Europe after the EU Enlargement". *Acta Slavica Iaponica*. 25:1-28. En ligne. <http://src-h.slav.hokudai.ac.jp/publictn/acta/25/ekiert.pdf> (page consultée le 24 septembre 2013).
- Elliott, Kimberly Ann 1997. "Corruption as an international policy problem: overview and recommendations" dans *Domestic economic consequences of corruption in Corruption and the global Economy*, Kimberly Ann Elliott Editor. Institute for international economics. Washington DC, 1997. p. 175-236. En ligne. http://books.google.ca/books?id=p5AJ9HR1nhYC&pg=PA186&lpg=PA186&dq=%E2%80%9CCorruption+leads+to+loss+of+much+needed+revenue+and+human+talent+for+development,+dis+torts+priorities+for+public+policy,+and+shifts+scarce+resources+away+from+the+public+inter+est.+&source=bl&ots=Elv3-zqLCu&sig=G5OuDAH7zC_GV2JNSxaTO3e4AWo&hl=fr&sa=X&ei=ZsZ7Up73FaugyAH3vYDwCQ&ved=0CC0Q6AEwAA#v=onepage&q=%E2%80%9CCorruption%20leads%20to%20loss%20of%20much%20needed%20revenue%20and%20human%20talent%20for%20development%2C%20dis%20torts%20priorities%20for%20public%20policy%2C%20and%20shifts%20scarce%20resources%20away%20from%20the%20public%20inter%20est.%20.&f=false (page consultée le 16 avril 2013).
- Epstein, Rachel et Ulrich Sedelmeier. (eds.) (2009) *International influence beyond conditionality: postcommunist Europe after EU enlargement*. (Londres: Routledge).
- Euben, J. Peter. 1978. "On Political Corruption". *The Antioch Review*, Vol. 36, No. 1 (Winter, 1978). En ligne. <http://www.jstor.org/stable/4638011> (page consultée le 25 novembre 2013).
- Falkner, Gerda et Oliver Treib. 2008. "Three Worlds of Compliance or Four? The EU-15 Compared to New Member States". *Journal of Common Market Studies*, 46(2): 293- 313.
- Favarel-Garrigues, Gilles. 2009. « Présentation », *Droit et société*, 2009/2 n° 72, p. 273- 284.

- Featherstone, Kevin, Claudio Radaelli. 2003. *The Politics of Europeanization*. (Oxford: Oxford University Press), p. 3-26.
- Frigioiu, Nicolae. 2011. "La culture politique de Roumanie - passé, présent et avenir". *Journal of Communication Studies*, Vol 2, No 1(3) dans *Apprentissage et management de la qualité*, p. 152. En ligne. www.essachess.com/index.php/jcs/article/download/69/39 **page consultée le) .(novembre 2013 2**
- Gallagher, Tom. 2005. *Modern Romania: The End of Communism, the Failure of Democratic Reform, and the Theft of a Nation*. (New-York: New-York University Press).
- Gallagher, Tom. 2009. *Romania and the European Union*. (Manchester et New-York: Manchester University Press).
- Girling, John. 1997. *Corruption, capitalism and democracy*. (Londres: Routledge).
- Goetz, Klaus H. 2001. "Making sense of post-communist central administration: modernization, Europeanization or Latinization?". *Journal of European Public Policy*, 2001. 8:6, p. 1046. En ligne. <http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/13501760110098332#.UaOyf4VIA7A> (page consultée le 29 septembre 2013).
- Grabbe, Heather. 2006. *The EU's Transformative Power*. (Hampshire: Palgrave Macmillan).
- Groza, Octavian et Rey Violette. 2008. « Bulgarie et Roumanie, une affaire d'eupéanisation », *L'Espace géographique*, 2008/4 Tome 37, p. 289-296.
- Grzymala-Busse, Anna et Pauline Jones Luong. 2002. "Reconceptualizing the State: Lessons from Post-Communism". *Politics Society*. p. 529-530.
- Gugiu, Mihaela. 2012. "EU Enlargement and Anticorruption: Lessons Learned from the Romanian Case." *Journal of European Integration*. En ligne. <http://dx.doi.org/10.1080/07036337.2011.595487> (page consultée le 27 mars 2013).
- Haller, Dieter et Cris Shore (édité par).2005. *Corruption: Anthorpological Perspectives*. (London: Pluto Press).
- Hein, Michael 2012. "(Non-)Fighting Governmental Corruption in Post-Socialist Romania. The Misuse of Constitutional Rules and the Anti-Corruption Discourse". Paper prepared for the 11th Annual International Young Researchers Conference at the Havighurst Center for Russian and Post-Soviet Studies, Miami University, Oxford, Ohio: Postcommunist corruption : causes, manifestations, consequences. 29-31 mars 2012. Draft Version. P. 28.

- Holmes, Leslie. 2003. Chap. 15 "Political corruption in Central and Eastern Europe" dans Part IV Comparative, Supra-National and International Perspectives dans *Corruption in Contemporary Politics*. Basingstoke, Hampshire et New-York: Palgrave Macmillan. Edited by Martin J. Bull et James L. Newell).
- Ionescu, Ion. 2007. "La question de la pauvreté en Roumanie". *Pensée plurielle*, 2007/3 n°16, p. 144. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2007-3-page-141.htm> (page consultée le 21 novembre 2013).
- Johnston, Michael. 2005. *Syndromes of Corruption. Wealth, Power, and Democracy*. Cambridge University Press: Cambridge.
- Johnston, Michael. 2008. "From Thucydides to Mayor Daley: Bad Politics, and a Culture of Corruption?". *Political Science and Politics*. Volume 37, Issue 4 (October 2006). p. 809. En ligne. <http://journals.cambridge.org/action/displayAbstract?fromPage=online&aid=506096> (page consultée le 22 novembre 2013).
- Karklins, Rasma. 2005. *The System Made Me Do It: Corruption in Post-Communist Societies*. Éditeur: M.E. Sharpe.
- Krastev, Ivan. 2002. "A moral economy of anticorruption sentiments in Eastern Europe". (Sofia: Centre for Liberal Strategies). En ligne. web.ceu.hu/cps/.../krastev_moraleconomy.pdf (page consultée le 4 mars 2013).
- Krastev, Ivan. 2002. "The Balkans: Democracy Without Choices ". *Journal of Democracy*, Volume 13, Number 3, p. 39-53.
- Krasteva, Anna. 2009. "De l'individu postcommuniste au citoyen », *SociologieS*, Dossiers, L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale. En ligne. <http://sociologies.revues.org/3001> (page consultée le 3 novembre 2013).
- Lambsdorff, Johann Graf, 2007. *The Institutional Economics of Corruption and Reform: Theory, Evidence, and Policy* (New York: Cambridge University Press).
- Levitz, Philip et Grigore Pop-Eleches. 2009. "Why no Backsliding? The EU's impact on democracy and governance before and after accession". *Comparative political studies*. 43:4, 457-485.
- Lhomel, Édith. 2004. "Roumanie 2003-2004. Sur la dernière ligne droite? " *Le Courrier des pays de l'Est*, 2004/4 n° 1044. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2004-4-page-185.htm> (page consultée le 13 novembre 2013).

- Lhomel, Édith. 2005. "Roumanie 2004-2005. Une dynamique épargnée par les jeux politiques". *Le Courrier des pays de l'Est*, 2005/4 n° 1050. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2005-4-page-196.htm> (page consultée le 29 novembre 2013).
- Mauro, Paulo. 1995. "Corruption and Growth". *The Quarterly Journal of Economics*, Vol.110, No.3, p.681- 712.
- Médard, Jean-François. 2006. "Les paradoxes de la corruption institutionnalisée ", *Revue internationale de politique comparée*, 2006/4 Vol. 13. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2006-4-page-697.htm> (page consultée le 3 septembre 2013).
- Mény, Yves. 1995. "Corruption, politique et démocratie". En ligne. Error! Hyperlink reference not valid. (page consultée le 12 mars 2013).
- Mishra, Ajit. 2006. "Persistence of corruption: some theoretical perspectives". *World Development*, Vol 34, no.2. p. 349. En ligne. <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0305750X05001658> (page consultée le 4 mars 2013).
- Mungiu-Pippidi, Alina. 2006. "Corruption: Diagnosis and Treatment". *Journal of Democracy*, Volume 17, Number 3. En ligne. <http://sar.org.ro/wp-content/uploads/2012/01/Corruption-Diagnosis-and-Treatment-pdf> (page consultée le 20 octobre 2013).
- Mungiu-Pippidi, Alina . 2003. "Culture of Corruption or Accountability Deficit?". *East European Constitutional Review*, Vol. 12, Issue 1 (Winter 2003). En ligne. http://heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.journals/eurcr12&div=7&collection=journals&set_as_cursor=2&men_tab=srchresults#80 (page consultée le 24 octobre 2013).
- Murgescu, Bogdan. 2010. *Romania si Europa: Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*. Polirom: Historia.
- Myrdal, Gunnar. 2008. *Asian Drama: An Inquiry into the Poverty of Nations*. Kalyani Publishers.
- Nye, J.S. 1967. "Corruption and Political Development: A Cost-Benefit Analysis". *The American Political Science Review*, Vol. 61, No. 2 (Jun., 1967). En ligne. <http://www.jstor.org/stable/1953254> (page consultée le 25 novembre 2013).
- Noutcheva, Gergana et Dimitar Bechev, 2008. "The Successful Laggards: Bulgaria and Romania's Accession to the EU". *East European Politics and Societies* , 22(1). En ligne. <http://eep.sagepub.com/content/22/1/114> (page consultée le 27 septembre 2013).

- Papadimitriou, Dimitris et David Phinnemore. 2004. "Conditionality and Domestic Change: The Twinning Exercise and Administrative Reform in Romania". *JCMS*. Volume 42. Number 3.
- Pinto, Jonathan Carrie L. Leana et Frits K. Pil, "Corrupt organizations or organizations of corrupt individuals? Two types of organization-level corruption". *Academy of Management Review*. 2008. Vol. 33. No. 3.
- Phinnemore, David. 2004. "Europeanization, conditionality, and domestic change: the twinning exercise and administrative reform in Romania" *Journal of Common Market Studies* 42 (3), p. 619-39.
- Racovita, Mihaela. 2011. "Europeanization and Effective Democracy in Romania and Bulgaria." *Romanian Journal of Political Science*," Spring, 11 (1), p. 28-50. En ligne. <http://www.sar.org.ro/polsci/?p=601> (page consultée le 11 mars 2013).
- Ristei, Mihaiela. 2010. "The Politics of Corruption: Political Will and the Rule of Law in Post-Communist Romania". *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 26:3, 341-362.
- Schimmelfennig, Frank et Florian Trauner (eds). 2009. Post-accession compliance in the EU's new member states, *European Integration online Papers (EIoP)*, Special Issue 2, Vol. 13, Art. 21. En ligne. <http://eiop.or.at/eiop/texte/2009-021a.htm> (page consultée le 24 mars 2013).
- Schimmelfennig, Frank et Ulrich Sedelmeier. 2004. "Governance by conditionality: EU rule transfer to the candidate countries of Central and Eastern Europe." *Journal of European Public Policy* 11 (4), p. 660-687.
- Sedelmeier, Ulrich. 2006. "Pre-accession conditionality and post accession compliance in the new member states: A research note" in Sadurski, W., J. Ziller, and K. Zurek, (eds.) *Après Enlargement: Legal and Political Responses in Central and Eastern Europe*. Florence, EUI: Robert Schuman Centre for Advanced Studies, p. 145-61.
- Sedelmeier, Ulrich. 2008. "After Conditionality post accession compliance with EU Law in Eastern Central Europe". *Journal of European Public Policy*. 15:6, p. 506-825.
- Senior, Ian. 2006. *Corruption - the World's Big C: Cases, Causes, Consequences, Cures*. (London: The Institute of Economic Affairs).
- Shumer, S. M. 1979. "Machiavelli: Republican Politics and Its Corruption". *Political Theory*, Vol. 7, No. 1. Février. En ligne <http://www.jstor.org/stable/190822> (page consultée le 25 novembre 2013).

- Smolar, Aleksander. 2003. "Chapitre 22. Dilemmes d'une double transition post-communiste", dans *Entre Kant et Kosovo*, Presses de Sciences Po. En ligne. www.cairn.info/entre-kant-et-kosovo--2724609107-page-323.htm. (page consultée le 20 octobre 2013).
- Spendzharova, Aneta B. et Milada Anna Vachudova. 2012. "Catching Up? Consolidating Liberal Democracy in Bulgaria and Romania after EU Accession", *West European Politics*, 35:1, 39-58. En ligne. <http://dx.doi.org/10.1080/01402382.2012.631312> (page consultée le 15 mars 2013).
- Spendzharova, Aneta. B. 2003. "Bringing Europe in? The impact of EU conditionality on Bulgarian and Romanian politics." *Southeast European Politics* 4, p. 141-56.
- Szarek-Mason, Patrycja. 2010. *The European Union's Fight Against Corruption: The Evolving Policy Towards Member States and Candidate Countries*. (Cambridge: Cambridge University Press).
- Szarek, Patrycja. 2006. "The European Union policy against corruption as an element of the democratisation process in Central and Eastern Europe". Conseil de l'Europe. Octopus Interface Conference Corruption and Democracy, Strasbourg, 20-21 November 2006. Discussion paper, Strasbourg, 31 October 2006. p. 9. En ligne. http://www.coe.int/t/dg1/legalcooperation/economiccrime/cybercrime/cy%20activity%20interface2006/143%20_2006_-if-rep%20pat%20szarek.pdf (page consultée le 28 novembre 2013).
- Tanasoiu, Cosmina. 2012. "Europeanization Post-Accession. Rule Adoption and National Political Elite in Romania and Bulgaria" *Journal of Southeast Europe and Black Sea Studies* Spring, 1.
- Tanzi, Vito. 1998. "Corruption Around the World". IMF Staff Papers. Vol. 45, No. 4. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/10.2307/3867585> (page consultée le 10 mars 2013).
- Tudorel, Andrei, Ani MATEI et Ion Gh. ROȘCA. 2009. *The Corruption: An Economic and Social Analysis*. (Editura Economică: Bucuresti).
- Ursachi, Raluca. 2008. "Le rapport au passé en Roumanie. Entre lustration et frustrations". *Le Courrier des pays de l'Est*. 2008/2 n° 1066. En ligne. <http://www.cairn.info/revue-le-courrier-des-pays-de-l-est-2008-2-page-80.htm> (page consultée le 14 novembre 2013)
- Vachudova, Milada Anna. 2009. "Corruption and Compliance in the EU's Post communist member states and candidates" *Journal of Common Market Studies*, 47, p. 43-62.

Vedran, Dzihic et Wieser Angela. 2008. « The Crisis of Expectations - Europeanisation as "acquis démocratique" and its limits. The case of Bosnia-Herzegovina and Serbia », *L'Europe en Formation*, 2008/3 n° 349 - 350, p. 81-98.

Wagner, Andrea Bogdan Iancu et Valentina Dimulescu. 2013. *Nations in transit – Romania*,

Weber, Max. 2002. *Le Savant et le Politique*. (Paris: Éditions 10/18).

Weber, Max 2003. *Économie et Société*. (Paris: Édition Pocket).

Werner, Simcha B. 1983. "New Directions in the Study of Administrative Corruption". *Public Administration review*. Vol. 43, No. 2, Mar.-Apr. En ligne. <http://www.jstor.org/stable/975428?seq=2> (page consultée le 14 mars 2013).

Zagrebelsky, Vladimiro. 1996. "Les procès pour corruption en Italie", *Déviance et société*, Vol. 20 - N°3.

Documents gouvernementaux, organisations internationales, articles de journaux et autres

Adevarul.ro. 13 juin 2012. "Fostul „baron” PSD, Nicolae Mischie, condamnat la patru ani de închisoare cu executare. Mischie mai are o singură șansă!". En ligne. http://adevarul.ro/locale/timisoara/fostul-baron-psd-nicolae-mischie-condamnat-patru-ani-inchisoare-executare-mischie-mai-singura-sansa-1_50aeeb787c42d5a663a1aca2/index.html (page consultée le 18 janvier 2014).

Agence canadienne du développement international (ACDI). 2000 révisé 2011. "La lutte contre la corruption: questions et stratégies". En ligne. www.acdi-cida.gc.ca/INET/IMAGES.NSF/.../PrimerFrancais.pdf (page consultée le 18 mars 2013).

Andrei, Cristian. 12 décembre 2013. "Cine este OMUL DIN UMBRĂ care a coordonat în Parlament operațiunile „Codul Penal” și „Grațierea”. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/cine-este-omul-din-umbra-care-a-coordonat-in-parlament-operatiunile-codul-penal-si-gratierea-11756918> (page consultée le 17 janvier 2014).

Andrei, Cristian et Anca Simina. 12 décembre 2013. "Antonescu pune frână SUPERIMUNITĂȚII parlamentarilor, motivând că a avut „o informație incorectă și incompletă”: „Îi sugerez lui Zgonea să revină asupra proiectului”. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/antonescu-pune-frana>

[superimunitatii-parlamentarilor-motivand-ca-a-avut-o-informatie-incorecta-si-incompleta-ii-sugerez-lui-zgonea-sa-revina-asupra-proiectului-11758697?utm_source=Gandul&utm_medium=Click%2BCitesteSi+200&utm_campaign=CitesteSi%2Bgandul](http://www.zf.ro/politica/adrian-nastase-aplaudat-in-picioare-la-congresul-psd-10768961) (page consultée le 19 janvier 2014).

Anghel, Iulian. 19 avril 2013. "Adrian Năstase, aplaudat în picioare la Congresul PSD". En ligne. <http://www.zf.ro/politica/adrian-nastase-aplaudat-in-picioare-la-congresul-psd-10768961> (page consultée le 6 décembre 2013)

Anghel, Valentin. 18 mars 2013. "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare pentru corupție. A fost încarcerat". En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/nicolae-mischie-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare-pentru-coruptie-a-fost-incarcerat-10675579> (page consultée le 18 janvier 2014).

Anticoruptie.hotnews.ro, "Dosarul "Voicu" – Catalin Voicu". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-7805374-dosarul-voicu-catalin-voicu.htm> (page consultée le 20 janvier 2014).

Anticorruption.ie, "Council of Europe: Convention and GRECO Review Mechanism". En ligne. <http://www.anticorruption.ie/en/ACJS/Pages/Council%20of%20Europe> (page consultée le 15 octobre 2013).

Anti-Corruption Resource Centre, "Glossaire ". En ligne. <http://www.u4.no/glossaire/> (page consultée le 17 mars 2013).

Anti-Corruption Resource Centre. a. "Les informations de base sur l'anti-corruption". En ligne. <http://www.u4.no/articles-fr-FR/les-informations-de-base-sur-l-anti-corruption/> (page consultée le 7 mars 2013).

Anti-Corruption Resource Centre. b. "Au-delà du code de conduite: Développer la compétence étatique des agents publics". En ligne. <http://www.u4.no/publications-2-fr-FR/au-dela-du-code-de-conduite-developper-la-competence-ethique-des-agents-publics/> (page consultée le 9 mars 2013).

Astefanesei, Andrei. 28 juillet 2013. "Afacerea Grăjdan. Complotul minuțios pus la cale pentru salvarea lui Adrian Năstase". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/afacerea-grajdan-complotul-minutios-pus-cale-salvarea-adrian-nastase-1_51f547bdc7b855ff567f8515/index.html (page consultée le 2 septembre 2013).

Astefanesei, Andrei. 20 mars 2013. "Adrian Năstase are o pilă la DNA. Cine tergiversează dosarul Zambaccian". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/adrian-nastase-pila-dna-1_5149fa7a00f5182b85324ffb/index.html (page consultée le 14 août 2013).

Atilla, Biro. 27 septembrie 2013. "Ce urmează în dosarul de corupție al lui Dan Voiculescu după condamnarea pe fond la cinci ani de închisoare cu executare". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/ce-urmeaza-in-dosarul-dosarul-de-coruptie-al-lui-dan-voiculescu-dupa-condamnarea-pe-fond-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-11402471> (page consultée le 13 décembre 2013).

Atilla, Biro. 13 mai 2013. "Cum a plătit Năstase prejudiciul de 760.000 euro în dosarul Trofeul Calității? ”Nu este momentul să vă spun”". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/video-cum-a-platit-nastase-prejudiciul-de-760-000-euro-in-dosarul-trofeul-calitatii-nu-este-momentul-sa-va-spun-10873491> (page consultée le 12 septembre 2013).

Atilla, Biro 10 décembre 2013. "Inca una de la Comisia juridica: SUPERIMUNITATE IN FATA DNA. Parlamentarii s-au scos din Codul Penal". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/inca-una-de-la-comisia-juridica-superimunitate-in-fata-dna-parlamentarii-s-au-scos-din-codul-penal-11752564> (page consultée le 19 janvier 2014).

Atilla, Biro et Sorina Ionasc. 15 janvier 2014. "Curtea Constituțională respinge SUPERIMUNITATEA PARLAMENTARILOR. Modificările la Codul Penal, neconstituționale". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/curtea-constitucionala-respinge-superimunitatea-parlamentarilor-modificarile-la-codul-penal-neconstituționale-11904171> (page consultée le 19 janvier 2014).

Avram, Liviu. 21 juin 2012. "Cele cinci judecătore care au făcut istorie". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/cele-cinci-judecatoare-facut-istorie-1_50aed85f7c42d5a663a133e9/index.html (page consultée le 10 octobre 2013).

B1.ro. 30 mai 2012. "DNA: Năstase l-a sunat pe Grăjdan la 5 dimineața, în ziua când ISC s-a retras ca parte civilă din Trofeul Calității". En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/eveniment/dna-nastase-l-a-sunat-pe-grajdan-la-5-dimineea-a-in-ziua-cand-isc-s-a-retras-ca-parte-civila-din-trofeul-calita-ii-29348.html> (page consultée le 10 septembre 2013).

B1.ro. 10 décembre 2013. "Macovei, despre modificările aduse Codului Penal: Parlamentarii nu mai pot fi cercetați de nimeni pentru că pentru ei nu mai există infracțiuni". En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/politica/macovei-despre-modificarile-aduse-codului-penal-parlamentarii-nu-mai-pot-fi-cerceta-i-de-nimeni-pentru-ca-pentru-ei-nu-mai-exista-infrac-iuni-71347.html> (page consultée le 8 janvier 2014).

B1.ro. 10 décembre 2013. "Parlamentarii s-au scos de sub incidența Codului Penal pe acte de corupție. Șeful ANI: "Dă o lovitură grea statului de drept. Se va

crea o super-imunitate. En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/politica/parlamentarii-s-au-scos-de-sub-inciden-a-codului-penal-pe-acte-de-coruptie-seful-ani-da-o-lovitura-grea-statului-de-drept-se-va-crea-o-super-imunitate-71320.html> (page consultée le 6 janvier 2014).

B1.ro. 18 mars 2013. "Magistrații pronunță sentința definitivă în dosarul în care Nicolae Mischie este condamnat la 4 ani de închisoare pentru mită". En ligne. <http://www.b1.ro/stiri/eveniment/magistra-ii-pronun-a-sentin-a-definitiva-in-dosarul-in-care-nicolae-mischie-este-condamnat-la-4-ani-de-inchisoare-pentru-mita-52125.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

BBC.co.uk. 20 juin 2012. "Romania ex-PM Adrian Nastase in suicide attempt". En ligne. <http://www.bbc.co.uk/news/world-europe-18529394> (page consultée le 23 novembre 2013).

Breazu, Sorin. 25 juin 2012. "Adrian Năstase, bun de plată în dosarul \"Trofeul Calității\". Inculpații trebuie să achite 1,45 de milioane de euro". En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/adrian-nastase-si-ceilalti-inculpati-din-dosarul-trofeul-calitatii-trebuie-sa-achite-preju-98.html> (page consultée le 2 novembre 2013).

Brebenel, Alina Mihaela Cojocariu, Mara Raducanu et Andrei Militaru. 20 mai 2013. "Verdict în dosarul „Schimbul de terenuri”. Gigi Becali, Dumitru Cioflină și Victor Babiuc au ajuns după gratii". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/verdictin-dosarul-terenurilor-gigi-becali-risca-pedeapsa-panala-15-ani-inchisoare-1_5199b99e053c7dd83fb27d90/index.html (page consultée le 15 novembre 2013)

Burla, Virgil et Ionel Stoica. 6 janvier 2014. "DOSARUL ”ZAMBACCIAN”. Adrian Năstase, condamnat la 4 ani de închisoare cu executare: "Pedeapsa este îngrozitoare și injustă!" Fostul premier a fost încarcerat la Rahova". En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/dosarul-zambaccian-fostul-premier-adrian-nastase-afla-astazi-sentinta-achitare-condamna-1075378.html#ixzz2s1sOu54C> (page consultée le 10 janvier 2014).

Business24.ro. 9 février 2013. "Nastase scapa de executare silita cu 760.000 de euro". En ligne. <http://www.business24.ro/adrian-nastase/avere/nastase-scapa-de-executare-silita-cu-760-000-de-euro-1524876> (page consultée le 2 novembre 2013)

BussinessDictionary.com, Définition "Intérêt public". En ligne. <http://www.businessdictionary.com/definition/public-interest.html> (page consultée le 2 mars 2013).

Cage, Sam et Andreea Birsan. 26 juin 2012. "Romanians lose faith in squabble ling politicians". En ligne. <http://www.reuters.com/article/2012/06/26/romania-politics-idUSL5E8HM24E20120626> (page consultée le 13 juillet 2013).

Camera deputatilor. Romania. 10 décembre 2013. *Votul electronic. vot final. Adoptare PL 467/2012 privind modificarea și completarea Codului Penal al României din 21 iunie 1986, republicat, cu modificările și completările ulterioare.* En ligne. <http://www.cdep.ro/pls/steno/evot.nominal?idv=11386&idl=1> (page consultée le 19 janvier 2014).

Campean, Ioana. 10 décembre 2013. "Băsescu roagă Camera Deputaților să respingă Legea amnistierii". En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/basescu-roaga-camera-deputatilor-sa-respinga-legea-amnistierii-11752034> (page consultée le 19 janvier 2014).

Ciobanu, Liliana. 30 mars 2012. "Former Romanian prime minister sentenced to probation for blackmail". En ligne. <http://www.cnn.com/2012/03/30/world/europe/romania-former-pm-sentenced/> (page consultée le 17 août 2013).

Ciulac, Andreea. 23 juin 2012. "Reacțiile lui Verheugen și Raffarin la cazul Năstase". En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/reactiile-lui-guenter-verheugen-si-ale-fostul-premier-francez-raffarin-la-cazul-nastase-988395.html> (page consultée le 12 novembre 2013).

Ciuncanu, Gigi. "Peste 100 de pesediști gorjeni – martorii DNA în dosarul lui Năstase". En ligne. <http://www.pandurul.ro/Investigatii/2009-02-27/Peste%20100%20de%20pesedisti%20gorjeni%20%E2%80%93%20martorii%20DNA%20in%20dosarul%20lui%20Nastase> (page consultée le 15 septembre 2013).

Cojocariu, Mihaela. 21 octobre 2013. "Decizie. Adrian Năstase rămâne avocat în Baroul București". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/deicizie-adrian-nastase-ramane-avocat-baroul-bucuresti-1_526519f1c7b855ff56612acb/index.html (page consultée le 5 novembre 2013).

Cojocariu, Mihaela. 11 décembre 2013. "Comisia Europeană: Politicienii trebuie să fie egali în fața legii. Amendamentele la Codul Penal din România, în raportul MCV din ianuarie". En ligne. https://adevarul.ro/news/eveniment/comisia-europeana-amendamentele-codul-penal-romania-raportul-mcv-ianuarie-1_52a85688c7b855ff569fc99f/index.html (page consultée le 19 janvier 2014).

Commission européenne. 3 février 2014. *Anexa. Romania la Raportul anticoruptie al UE.* Bruxelles.

- Comisia europeana. Flash eurobarometru. "Rolul UE". 2012.
- Commission européenne. Eurobaromètre spécial corruption. 2013.
- Commission européenne. Baromètre spécial corruption 2013.
- Commission européenne. Communiqué de presse. 3 février 2014.
- Commission européenne. Eurobaromètre Spécial 374. Corruption. Report 2011 publié en 2012.
- Conseil de l'Europe, "La lutte contre la corruption: une priorité pour le Conseil de l'Europe", En ligne. http://www.coe.int/t/dghl/monitoring/greco/general/1.%20the%20fight%20against%20corruption%20-%20a%20priority%20for%20the%20coe_FR.asp (page consultée le 15 mars 2013).
- Conseil européen de Copenhague, "Conclusions de la présidence ", les 21/22 juin 1993, SN180/1/93 REV 1.
- Cotidianul.ro. 21 juin 2012. "Cum se vede în lume tentativa de sinucidere a lui Adrian Năstase". En ligne. <http://www.cotidianul.ro/cum-se-vede-in-lume-tentativa-de-sinucidere-a-lui-adrian-nastase-186563/> (page consultée le 23 novembre 2013).
- Cozmel, [Victor et Raluca Pantazi](#), 26 décembre 2013. "Cele mai sonore condamnari din 2013: de la condamnarea unui ministru in functie, la parlamentarul condamnat definitiv de trei ori in trei dosare diferite". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-16289599-cele-mai-sonore-condamnari-din-2013-ministrul-functie-condamnat-pentru-abuz-serviciu-deputatul-condamnat-definitiv-trei-ori-trei-dosare-diferite.htm> (page consultée le 18 janvier 2014).
- Cozmel, Victor. 20 juin 2012 "Adrian Nastase, condamnat definitiv la doi ani de inchisoare cu executare si interzicerea unor drepturi, printre care si dreptul de a candida si de a fi ales intr-o functie publica".. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-12570476-dosarul-trofeul-calitatii-inalta-curte-miercuri-verdictul-final-privind-condamnarea-lui-adrian-nastase-doi-ani-inchisoare-executare.htm> (page consultée le 14 septembre 2013).
- Cristescu, Bogdan. 18 mars 2013. "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare cu executare". En ligne. http://www.money.ro/nicolae-mischie--condamnat-la-patru-ani-cu-executare_1243886.html (page consultée le 18 janvier 2014).

Curierul National.ro. "Magistrații pronunță sentința definitivă în dosarul în care Nicolae Mischie este acuzat de luare de mită". En ligne. <http://www.curierulnational.ro/Eveniment/2013-03-18/Magistra%C8%9Bii+pronun%C8%9Ba+sentin%C8%9Ba+definitiva+in+dosarul+in+care+Nicolae+Mischie+este+acuzat+de+luare+de+mita> (page consultée le 18 janvier 2014).

Deak, Istvan. 21 juin 2012. "Presă germană: "Năstase, al doilea premier din istoria României condamnat la închisoare"". En ligne. <http://jurnalul.ro/stiri/externe/presa-germana-nastase-al-doilea-premier-din-istoria-romaniei-condamnat-la-inchisoare-616196.html> (page consultée le 7 août 2013).

Departamentul Eveniment, 24 mai 2012. "DOSARUL SCHIMBURILOR DE TERENURI. Care au fost acuzațiile aduse de procurori lui Becali și șefilor Armatei". En ligne. http://www.gandul.info/stiri/dosarul-schimburilor-de-terenuri-care-au-fost-acuzațiile-aduse-de-procurori-lui-becali-si-sefilor-armatei-9666623?utm_source=Gandul&utm_medium=Click%252BCitesteSi&utm_campaign=CitesteSi%252Bgandul (page consultée le 12 novembre 2013).

Departamentul social – Mediafax. 10 décembre 2013. "DNA, despre noile modificări aduse Codului penal: Parlamentarii judecați pentru corupție ar putea fi achitați. Cei condamnați, puși în libertate". En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/dna-despre-noile-modificari-aduse-codului-penal-parlamentarii-judecati-pentru-coruptie-ar-putea-fi-achitati-cei-condamnati-pusi-in-libertate-11754206> (page consultée le 17 janvier 2014).

Digi24.ro. 14 décembre 2013. "Membrii Mișcării Populare au protestat față de modificările aduse Codului penal". En ligne. <http://www.digi24.ro/Stiri/Digi24/Actualitate/Stiri/Membrii+Miscarii+Populare+protesteaza+fata+de+modificarile+aduse> (page consultée le 8 janvier 2014).

Dinu, Clarice et Cristian Andrei. 12 décembre 2013. "Superimunitatea a fost doar aperitivul: iată adevărata BOMBĂ introdusă în Codul Penal. „Prin asta, s-a dat liber la furat din banii publici”.. En ligne. <http://www.gandul.info/politica/superimunitatea-a-fost-doar-aperitivul-iata-adevarata-bomba-introdusa-in-codul-penal-prin-asta-s-a-dat-liber-la-furat-din-banii-publici-11756538> (page consultée le 19 janvier 2014).

Directmatin.fr. 18 mars 2013. "Roumanie : l'ex-Premier ministre Nastase libéré". En ligne. <http://www.directmatin.fr/monde/2013-03-18/roumanie-lex-premier-ministre-nastase-libere-427466> (page consultée le 23 novembre 2013).

Direction Nationale Anticorruption. Parchetul de pe langa inalta curte de casatie si justitie. Rezultatele Directiei Nationale Anticoruptie 2005-2012.

- Dumas, Laurent Ribadeau. 16 juillet 2012. "La dérive de l'Etat de droit en Roumanie". En ligne. <http://geopolis.francetvinfo.fr/la-derive-de-letat-de-droit-en-roumanie-6903> (page consultée le 12 décembre 2013).
- Europa.eu b. "Guide explicatif de l'eurojargon". En ligne. http://europa.eu/abc/eurojargon/index_fr.htm (page consultée le 8 mars 2013).
- Europa.eu c. "Lutte contre la corruption". En ligne. http://europa.eu/legislation_summaries/fight_against_fraud/fight_against_corruption/lf0004_fr.htm (page consultée le 14 mars 2013).
- FoxNews.com. 21 juin 2012 "Ex-Romania PM Nastase undergoes surgery after apparent suicide attempt".. En ligne. <http://www.foxnews.com/world/2012/06/21/ex-romania-pm-who-shot-himself-to-have-surgery/> (page consultée le 14 septembre 2013).
- Gandul.info, 30 janvier 2013. "Relu Fenechiu, condamnat la CINCI ANI DE ÎNCHISOARE CU EXECUTARE. Fostul ministru s-a predat ". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/relu-fenechiu-condamnat-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-fostul-ministru-s-a-predat-update-11991109> (page consultée le 2 février 2014).
- Gandul.info. 19 mars 2013. "Nicolae Mischie, condamnat definitiv la patru ani de închisoare pentru corupție, a fost încarcerat". En ligne. <http://www.gandul.info/politica/nicolae-mischie-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare-pentru-coruptie-a-fost-incarcerat-10675578> (page consultée le 18 janvier 2014).
- Gandul.info. 10 décembre 2013. "Legea amnistiei și grațierii, SCOASĂ de pe ordinea de zi". En ligne. <http://www.gandul.info/politica/legea-amnistiei-si-gratierii-scoasa-de-pe-ordinea-de-zi-11752594> (page consultée le 17 janvier 2014)
- Gardner, Andrew et Toby Vogel. 2012. "Van Rompuy 'deeply concerned' about Romania". En ligne. <http://www.europeanvoice.com/article/2012/july/van-rompuy-deeply-concerned-about-romania/74850.aspx> (page consultée le 18 mars 2013).
- Ghergut, Ondine. 19 mars 2013. "Fostul baron PSD Mischie, condamnat la patru ani închisoare, încarcerat.Vezi cine i-a instrumentat dosarul penal". En ligne. <http://m.romanalibera.ro/actualitate/justitie/fostul-baron-psd-mischie-condamnat-la-patru-ani-inchisoare-incarcerat-vezi-cine-i-a-instrumentat-dosarul-penal-296561.html> (page consultée le 18 janvier 2014).
- Ghergut, Ondine. 16 décembre 2013. "Parlamentarii rămân, deocamdată, funcționari publici, deci pot fi anchetați pentru corupție. "Marțea neagră" a devenit neconstituțională".En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/martea-neagra-a-devenit->

[neconstitutională-323013.html](#) (page consultée le 19 janvier 2014).

Gouvernement de la Roumanie, Ordonanța de urgență nr. 43 din 4 aprilie 2002 privind Partchetul National Anticoruptie. Textul [actului](#) publicat în M.Of. nr. 244/11 apr. 2002. En ligne. http://www.cdep.ro/pls/legis/legis_pck.htm_act_text?id=34573
ORDONANȚĂ DE URGENȚĂ nr.43 din 4 aprilie 2002 (page consultée le 11 décembre 2013).

Horvat, Cristina. 21 juin 2012. "Condamnarea lui Adrian Năstase. Ce conține dosarul "Trofeul calității".." En ligne. <http://www.cotidianul.ro/ce-contine-dosarul-trofeul-calitatii-186571/> (page consultée le 12 septembre 2013).

HotNews, "Dosarul "Trofeul calitatii" – Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-8314723-dosarul-trofeul-calitatii-adrian-nastase.htm> (page consultée le 10 septembre 2013)

HotNews.ro "Dosarul "Bunuri din China (Zambaccian I)" - Adrian Nastase". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/ancheta-7472284-dosarul-bunuri-din-china-zambaccian-adrian-nastase.htm> (page consultée le 15 novembre 2013);

HotNews.ro. 18 mars 2013. "Adrian Nastase a fost eliberat din Penitenciarul Jilava. El a mers direct la o clinica privata pentru a efectua mai multe investigatii medicale". En ligne. <http://www.hotnews.ro/stiri-esential-14442653-adrian-nastase-fost-eliberat-din-penitenciar.htm> (page consultée le 2 décembre 2013).

Hotnews.ro, "Familia Nastase, condamnată în dosarul Zambaccian: Adrian Nastase - 4 ani de închisoare cu executare, Dana Nastase, 3 ani de închisoare cu suspendare". En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-esential-16354443-adrian-nastase-fost-condamnat-4-ani-inchisoare-executare-cinci-ani-interzicerea-unor-drepturi-pentru-luare-mita-forma-continuata.htm> (page consultée le 6 janvier 2014).

Hotnews.ro, "Dosar de luare de mita – Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.hotnews.ro/ancheta-8618686-dosar-luare-mita-nicolae-mischie.htm> (page consultée le 18 janvier 2014).

La Représentation permanente de la Roumanie auprès de l'Union européenne. "Intégration de la Roumanie à l'UE - Le chemin de la Roumanie vers l'UE". En ligne. <http://ue.mae.ro/fr/node/237> (page consultée le 20 décembre 2013).

Larousse, Définition "parti". En ligne. <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/parti/58364> (page consultée le 20 décembre 2013).

- Le Monde. 21 juin 2012. "Condamné à la prison, l'ex-premier ministre roumain a tenté de se suicider".. En ligne. http://www.lemonde.fr/europe/article/2012/06/20/peine-de-prison-ferme-confirmee-contre-l-ex-premier-ministre-roumain_1722021_3214.html (page consultée le 17 septembre 2013).
- Levif.be. 6 janvier 2014. "Roumanie: nouvelle peine de prison ferme pour l'ex-Premier ministre Adrian Nastase". En ligne. <http://www.levif.be/info/belga-generique/roumanie-nouvelle-peine-de-prison-ferme-pour-l-ex-premier-ministre-adrian-nastase/article-4000491804997.htm> (page consultée le 21 décembre 2013).
- LPG Roumanie, "Le niveau des salaires en Roumanie". En ligne. <http://www.lpg-roumanie.ro/niveau-salaires-roumanie.html> (page consultée le 12 décembre 2013).
- Lupasteanu, Catalin. 27 janvier 2014. "Monica Iacob Ridzi, condamnată la cinci ani de închisoare CU EXECUTARE ". En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/monica-iacob-ridzi-condamnata-la-cinci-ani-de-inchisoare-cu-executare-11973371> (page consultée le 12 février 2014).
- Lupasteanu, Catalin et Andrei Luca Popescu. 3 février 2012. "Adrian Năstase, condamnat la DOI ANI DE ÎNCHISOARE CU EXECUTARE în dosarul "Trofeul calității"". En ligne. <http://www.gandul.info/politica/adrian-nastase-condamnat-la-doi-ani-de-inchisoare-cu-executare-in-dosarul-trofeul-calitatii-9189331> (page consultée le 8 septembre 2013).
- Macovei, Monica. 10 décembre 2013. "USL și-a regrupat forțele: și-a construit superimunitatea și dă o lovitură năucitoare justiției și anticorupției". En ligne. <http://www.monica-macovei.ro/blog/2013/12/10/usl-si-a-regrupat-fortele-si-a-construit-superimunitatea-si-da-o-lovitura-naucitoare-justitiei-si-anticoruptiei/> (page consultée le 8 janvier 2014).
- Manastire, Silviu. 7 novembre 2013 "DOSAR DE POLITICIAN: Urmasul lui Mischie, Ion Călinoiu, și gașca veselă de la Gorj". En ligne. http://www.realitatea.net/dosar-de-politician-urmasul-lui-mischie-ion-calinoiu-si-gasca-vesela-de-la-gorj_1308998.html (page consultée le 18 janvier 2014).
- Manciu, Andi. 10 décembre 2013. "Legea amnistierii și grațierii unor pedepse de până la 7 ani, ADOPTATĂ în Comisia juridică. Legea intră astăzi la vot în plenul Camerei. PNL, PDL și PPDD vor vota împotriva". En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/legea-amnistierii-si-gratierii-unor-pedepse-de-pana-la-7-ani-adoptata-in-comisia-juridica-legea-intra-astazi-la-vot-in-plenul-camerei-pnl-pdl-si-ppdd-vor-vota-impotriva-11751620> (page consultée le 20 janvier 2014).

- Marin, Iulia. 11 décembre 2013. "Reacții în lanț, de peste hotare, la modificările aduse Codului Penal: „Un pas înapoi pentru România“. En ligne. http://adevarul.ro/news/politica/reactii-lant-hotare-modificarileaduse-codului-penal-un-pas-inapoi-romania-1_52a86981c7b855ff56a04be7/index.html (page consulte le 5 janvier 2014).
- Martin, Matei. 7 janvier 2014. "Adrian Năstase retourne derrière les barreaux. La Cour suprême de Roumanie a condamné l'ancien Premier ministre a quatre ans de prison pour une affaire de chantage et de corruption". En ligne. <http://balkans.courriers.info/article23977.html> (page consultée le 12 janvier 2014).
- Maruta, Eugen. 19 mars 2013. "Mărirea și decăderea baronului de Gorj, Nicolae Mischie". En ligne. <http://www.gds.ro/Subiectul%20Zilei/2013-03-20/Marirea+si+decaderea+baronului+de+Gorj,+Nicolae+Mischie> (page consultée le 18 janvier 2014).
- Mediafax.ro. 13 mai 2013. "Adrian Năstase: Sunt convins că achitarea în dosarul "Zambaccian" va fi reconfirmată. Judecarea dosarului, amânată pentru 3 iunie". En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/adrian-nastase-sunt-convins-ca-achitarea-in-dosarul-zambaccian-va-fi-reconfirmata-judecarea-dosarului-amanata-pentru-3-iunie-10872938> (page consultée le 20 août 2013).
- Mediafax.ro. 6 janvier 2014. "Adrian Năstase, CONDAMNAT DEFINITIV la 4 ani de închisoare cu executare în dosarul ZAMBACCIAN. Dana Năstase, 3 ani cu suspendare." En ligne. (page consultée le 10 janvier 2014).
- Ministère des Affaires internes. Direction générale anticorruption. "Declaratia de principii". En ligne. <http://www.mai-dga.ro/index.php?l=ro&t=34> (page consultée le 28 décembre 2013).
- Ministère Public. Roumanie. Direction Nationale Anticorruption. 2012. *Raport privind activitatea desfasurata in anul 2012.*
- Mitran, Laura. 8 février 2013. "Năstase va plăti Inspectoratului de Stat în Construcții 760.000 de euro din prejudiciul Trofeului Calității". En ligne. <http://www.mediafax.ro/social/nastase-va-plati-inspectoratului-de-stat-in-constructii-760-000-de-euro-din-prejudiciul-trofeului-calitatii-10552182> (page consultée le 5 septembre 2013).
- Neagu, Alina. 25 février 2013. "Fostii ministri Decebal Traian Remes si Ioan Avram Muresan, condamnati definitiv la cate 3 ani de inchisoare cu executare in dosarul "Caltabosul".. En ligne. <http://anticoruptie.hotnews.ro/stiri-anticoruptie-14298689-fostii-ministri-decebal-traian-remes-ioan-avram-muresan-condamnati-cate-3-ani-inchisoarea-executare-dosarul-caltabosul-decizie-definitiva.htm> (page consultée le 20 janvier 2014).

- Neferu, Andreea. 29 april 2014. "Vise cu 2.440 km de autostradă până în 2020, după ce guvernele din ultimii 14 ani au construit doar 540 km. Ce au promis și ce au realizat guvernele". 29 april 2014. <http://www.zf.ro/zf-24/vise-cu-2-440-km-de-autostrada-pana-in-2020-dupa-ce-guvernele-din-ultimii-14-ani-au-construit-doar-540-km-ce-au-promis-si-ce-au-realizat-guvernele-12539780> (page consultée le 29 april 2014).
- Nicolae, Andreea. 22 iunie 2012. "De ce a durat așa mult „hărțuirea” lui Năstase”. En ligne. <http://www.romanialibera.ro/actualitate/politica/de-ce-a-durat-asa-mult-hartuirea-lui-nastase-268313.html> (page consultée le 17 septembre 2014).
- Niculescu, Mihai. "Ioan Păun le-a povestit judecătorilor cum a primit 700.000 de dolari de la Năstase”. En ligne. <http://www.curentul.ro/2013/index.php/2013110593027/Actualitate/Ioan-Paun-le-a-povestit-judecatorilor-cum-a-primit-700000-de-dolari-de-la-Nastase.html> (page consultée le 12 décembre 2013).
- Organisation des Nations unies. "L'ONU et l'État de droit". En ligne. <http://www.un.org/fr/ruleoflaw/> (page consultée le 12 septembre 2013).
- Parlamentul Romaniei, Camera Deputatilor. Comisia juridica, de disciplina si imunitati RAPORT asupra proiectului de Lege pentru abrogarea art. 74¹ din Codul penal. Bucuresti 9 decembrie 2013. Nr. PL- x 680/2011.
- Popescu, Andrei Luca. 20 iunie 2012. "Află TOTUL despre DOSARUL “TROFEUL CALITĂȚII”". <http://www.gandul.info/stiri/afla-totul-despre-dosarul-trofeul-calitatii-9761644> (page consultée le 3 septembre 2013).
- Popescu, Andrei Luca. 31 mars 2012. "DOSARUL ZAMBACCIAN. Adrian Năstase, achitat pentru luare de mită, condamnat pentru șantaj". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/dosarul-zambaccian-adrian-nastase-achitat-pentru-luare-de-mita-condamnat-pentru-santaj-9456431> (page consultée le 16 septembre 2013).
- Popescu, Andrei Luca. 22 mai 2012. "STUDIUL MAI. Paradoxul corupției la români: șpaga este cea mai gravă problemă a țării, dar nu și dacă o dai la medici". En ligne. <http://www.gandul.info/stiri/studiu-mai-paradoxul-coruptiei-la-romani-spaga-este-cea-mai-grava-problema-a-tarii-dar-nu-si-daca-o-dai-la-medici-9660053> (page consultée le 7 mars 2013).
- Pora, Andreea. 10 décembre 2013. "Blitzkrieg in parlament. USL continua asaltul asupra justitiei. Parlamentarii scapa de DNA si Parchet pentru fapte de coruptie. Conflictul de interese dezincriminat. Amnistia doar amanata". En ligne. <http://www.revista22.ro/blitzkrieg-in-parlament-usl-continua-asaltul-asupra-justitiei-parlamentarii-scapa-de-dna-si-parchet-pentru-fapte-de-coruptie-conflictul-de-interese-dezincriminat-aminstia-doar-amanata--35150.html> (page consultée le 20 janvier 2014).

QMagazine.ro. 4 novembre 2013. "Nou termen în dosarul Zambaccian pentru Adrian Năstase". En ligne. <http://qmagazine.ro/featured/nou-termen-in-dosarul-zambaccian-pentru-adrian-nastase/> (page consultée le 15 novembre 2013).

Raport sintetic privind percepția corupției în România. Décembre 2012.

Renou. Fabien. 24 janvier 2014. "Le Smic dans les pays de l'Union européenne en 2014". En ligne. <http://www.journaldunet.com/management/remuneration/smic-2013-en-europe.shtml> (page consultée le 28 janvier 2014).

Revista22.ro. 16 décembre 2013. "Viviane Reding: Suntem foarte INGRIJORATI de faptul ca lucrurile se dezvoltă in directia GRESITA in Romania pe frontul ANTICORUPTIEI". En ligne. <http://www.revista22.ro/-viviane-reding-suntem-foarte-ingrijorati-de-faptul-ca-lucrurile-se-dezvolta-in-directia-gresita-in-romania-pe-frontul-anticoruptiei-35491.html> (page consultée le 6 janvier 2014).

Romandie.com. 6 janvier 2014. "Roumanie : nouvelle peine de prison ferme pour l'ex-Premier ministre Adrian Nastase". En ligne. http://www.romandie.com/news/n/Roumanie_nouvelle_peine_de_prison_ferme_pour_l_ex_Premier_ministre_Adrian_Nastase61060120142037.asp (page consulté le 22 décembre 2013).

Romania Libera. 5 mai 2010. "Fostul senator Vasile Duță, condamnat definitiv la cinci ani de închisoare". En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/fostul-senator-vasile-duta-condamnat-definitiv-la-cinci-ani-de-inchisoare-185572.html> (page consultée le 20 janvier 2014).

Romania Libera, 19 avril 2013. "Năstase, aplaudat îndelung de cei prezenți în sală la Congresul PSD".. En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/politica/nastase-aplaudat-indelung-de-cei-prezenti-in-sala-la-congresul-psd-299736.html> (page consultée le 13 novembre 2013).

Romania Libera. 18 mars 2013. "Mischie, condamnat la 4 ani de închisoare cu EXECUTARE". En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/justitie/mischie-condamnat-la-4-ani-de-inchisoare-cu-executare-296504.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

RomaniaLibera. 11 décembre 2013. "Protest față de modificarea Codului Penal, la Guvern". En ligne. <http://www.romanalibera.ro/actualitate/eveniment/protest-fata-de-modificarea-codului-penal-la-guvern-320277.html> (page consultée le 17 janvier 2014).

- Ruscior, Cosmin. 8 janvier 2014. "ION ILIESCU LA RFI". En ligne. <http://www.jurnalulbucurestiului.ro/ion-iliescu-la-rfi/> page consultée le 10 janvier 2014 (page consultée le 10 janvier 2014).
- Sénat.fr. 2012. "La Bulgarie et la Roumanie: la transition inachevée". Rapport d'information n° 717 (2011-2012). [Simon SUTOUR](#), [Michel BILLOUT](#), Mme [Bernadette BOURZAI](#), M. [Jean-François HUMBERT](#) et Mme [Catherine MORIN-DESAILLY](#), fait au nom de la commission des affaires européennes. En ligne. http://www.senat.fr/rap/r11-717/r11-717_mono.html (page consultée le 15 mars 2013).
- Stan, Filip. 4 novembre 2013. " Dana Năstase dă declarații în dosarul Zambaccian de la Înalta Curte de Casație și Justiție". En ligne. http://www.romaniatv.net/dana-nastase-da-declaratii-in-dosarul-zambaccian-de-la-inalta-curte-de-casatie-si-justitie_106474.html (page consultée le 7 janvier 2014).
- Stiri.tvr.ro. 20 mai 2013. "Becali, condamnat la trei ani de închisoare cu executare. Patronul Stelei s-a predat". En ligne. En ligne http://stiri.tvr.ro/becali-condamnat-la-trei-ani-de-inchisoare-cu-executare-patronul-stelei-s-a-predat_30727.html (page consultée le 15 décembre 2013)
- Stiri.tvr.ro. 28 mars 2012. "Motivare în dosarul "Trofeul calității": Adrian Năstase și-a folosit influența în mod direct". En ligne. http://stiri.tvr.ro/motivare-in-dosarul-trofeul-calitatii--adrian-nastase-si-a-folosit-influenta-in-mod-direct_12853.html (page consultée le 10 septembre 2013).
- Stiri.tvr.ro. 19 mars 2013. "Nicolae Mischie a fost condamnat definitiv la patru ani de închisoare". En ligne. http://stiri.tvr.ro/nicolae-mischie-a-fost-condamnat-definitiv-la-patru-ani-de-inchisoare_28352.html (page consultée le 18 janvier 2014).
- Stirileprotv.ro. 10 juillet 2012. " Ionel Mantog, 5 ani de inchisoare cu executare. Fostul secretar de stat a fost arestat luni seara ". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/ionel-mantog-5-ani-de-inchisoare-cu-executare-fostul-secretar-de-stat-a-fost-arestat-luni-seara.html> (page consultée le 19 janvier 2014).
- Stirileprotv.ro. Juin 2012. "Procesele lui Nastase: "Trofeul calitatii", primul finalizat dintre cele trei". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/procesele-lui-nastase-trofeul-calitatii-primul-finalizat-dintre-cele-trei.html> (page consultée le 18 septembre 2013).
- Stirileprotv.ro. 19 mars 2013. "Nicolae Mischie a fost condamnat la 4 ani cu executare: "E unul din cele mai mari abuzuri judiciare". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/actualitate/nicolae-mischie-fostul-sef-al-cj-gorj->

[condamnat-la-4-ani-cu-executare-decizia-e-definitiva.html](#) (page consultée le 18 janvier 2014).

Stirileprotv.ro, "Blaga: PDL va intra in greva parlamentara daca puterea va veni marti in Camera cu legea gratierii". En ligne. <http://stirileprotv.ro/stiri/politic/blaga-pdl-va-intra-in-greva-parlamentara-daca-puterea-va-veni-marti-in-camera-cu-legea-gratierii.html> (page consultée le 18 janvier 2014).

Stoica, Ionel. 18 mars 2013. " Prima declarație a lui Adrian Năstase după opt luni de închisoare. Primele imagini cu fostul prim-ministru în libertate". En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/fostul-premier-adrian-nastase-va-fi-liber-1028570.html#ixzz2kN0OZIau> (page consultée le 12 septembre 2013).

Stoica, Ionel. 18 mars 2013. "SENTINȚĂ. Magistratii au decis definitiv: Baronul Mischie, patru ani la PUȘCĂRIE". En ligne. <http://www.evz.ro/detalii/stiri/sentinta-magistratii-decid-astazi-fostul-baron-mischie-patru-ani-de-puscarie-1028564.html> (page consultée le 18 janvier 2014)

Stoica, Mihai et Mihaela Cojocariu. 26 septembre 2013. "Dosarul ICA. Dan Voiculescu a fost condamnat la 5 ani de închisoare cu executare pentru corupție. Nutriționistul Gheorghe Mencinicopschi a primit 6 ani ". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/dosarul-ica-1_5242c442c7b855ff56c3569e/index.html (page consultée le 2 décembre 2013)

Stoica, Mihai. 12 décembre 2013. "Curtea Supremă sesizează Curtea Constituțională în ceea ce privește modificările la Codul Penal". En ligne. http://adevarul.ro/news/eveniment/curtea-suprema-sesizeaza-curtea-constitutionala- ceea-priveste-modificarile-codul-penal-1_52a9c334c7b855ff56a7987d/index.html (page consultée le 9 janvier 2014).

Strategia Nationala Anticoruptie. En ligne. <http://sna.just.ro/Pagin%C4%83principal%C4%83.aspx> (page consultée le 11 décembre 2013).

Toader, Emma. 16 décembre 2013. "Cei trei parlamentari PDL care au votat la modificarea Codului Penal, SUSPENDAȚI trei luni din partid". En ligne. <http://www.mediafax.ro/politic/cei-trei-parlamentari-pdl-care-au-votat-la-modificarea-codului-penal-suspendati-trei-luni-din-partid-11778487> (page consultée le 19 janvier 2014).

Transparency International Romania. 2012. *National Integrity System Assessment. Romania*. En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/nisarticle/romania_2012 (page consultée le 19 octobre 2013)

- Transparency International. 2013. *Barometrul Global al Coruptiei 2013. Viata de zi cu zi si coruptia: Opinia publica in Uniunea Europeana.*
- Transparency international. Baromètre Global de la corruption 2013 - Roumanie. En ligne. <http://www.transparency.org/gcb2013/country/?country=romania> (page consultée le 16 décembre 2013).
- Transparency international. 2013. *Indice de perception de la corruption 2013.* En ligne. http://www.transparency.org.ro/politici_si_studii/indici/ipc/2013/HartaRezultatelor.pdf (page consultée le 23 décembre 2013)
- Transparency international Romania, "Indici". En ligne. http://www.transparency.org.ro/politici_si_studii/indici/index.html (page consultée le 23 décembre 2013).
- Transparency international. *Global corruption barometer 2010/2011.* En ligne. <http://www.transparency.org/gcb201011/results>
- Transparency international, 2009. *Global Corruption Barometer 2009.* En ligne. http://www.transparency.org/whatwedo/pub/global_corruption_barometer_20091
- Transparency international. 2007. *Global Corruption Barometer.* En ligne. http://archive.transparency.org/policy_research/surveys_indices/gcb/2007 (page consultée le 12 novembre 2013).
- Ungureanu, Ionut. 11 décembre 2013. "Protest spontan în Piața Victoriei față de Noul Cod Penal". En ligne. http://adevarul.ro/news/bucuresti/protest-spontan-piata-victoriei-fata-noul-cod-penal-1_52a899c8c7b855ff56a19d92/index.html (page consultée le 19 janvier 2014).
- Vampouille, Thomas. 21 juin 2012. "L'ex-premier ministre roumain tente de se suicider". En ligne. <http://www.lefigaro.fr/international/2012/06/21/01003-20120621ARTFIG00576-l-ex-premier-ministre-roumain-tente-de-se-suicider.php> (page consultée le 1 décembre 2013).
- Vieru, Ana-Maria. 22 juin 2012. "The Economist: condamnarea lui Adrian Năstase trimite un semnal puternic". En ligne. http://adevarul.ro/international/in-lume/the-economist-condamnarea-adrian-nastase-trimite-semnal-puternic-1_50b9fa107c42d5a663ad7bb4/index.html (page consultée le 4 septembre 2013).
- The New York Times. 31 janvier 2012. "Romania: Former Premier Is Convicted". En ligne. <http://www.nytimes.com/2012/01/31/world/europe/romania-former->

[premier-nastase-is-convicted.html](#) (page consultée le 1 décembre 2013).

The World Bank. 2000. *Controlling Corruption: A Parliamentarian's Handbook* (Washington, DC: The World Bank).

The World Bank. 2000. *Anticorruption in Transition: Contribution to the Policy Debate*, Washington, DC. En ligne. <http://siteresources.worldbank.org/INTWBIGOVANTCOR/Resources/contribution.pdf> (page consultée le 30 septembre 2013).

Ziare.com. 9 février 2012. "Fugaru a dat bani pentru campania lui Nastase". En ligne. <http://www.ziare.com/tg-jiu/stiri-actualitate/fugaru-a-dat-bani-pentru-campania-lui-nastase-2776275> (page consultée le 5 septembre 2013).

Ziare.com. "Instanta a respins cererile lui Nastase si a stabilit un nou termen - 13 iunie". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/instanta-a-respins-cererile-lui-nastase-si-a-stabilit-un-nou-termen-13-iunie-1171500> (page consultée le 19 septembre 2013).

Ziare.com. "Ce sentinte au primit ceilalti inculpati din dosarul "Trofeul Calitatii"". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/ce-sentinte-au-primit-ceilalti-inculpati-din-dosarul-trofeul-calitatii-1174189> (page consultée le 16 septembre 2013).

Ziare.com, "Adrian Nastase ramane avocat, a decis Consiliul Baroului Bucuresti". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/adrian-nastase-ramane-avocat-a-decis-consiliul-baroului-bucuresti-1263722> (page consultée le 3 janvier 2014);

Ziare.com, "Adrian Nastase ramane avocat, a decis Consiliul Baroului Bucuresti". En ligne. <http://www.ziare.com/adrian-nastase/condamnat/adrian-nastase-ramane-avocat-a-decis-consiliul-baroului-bucuresti-1263722> (page consultée le 25 janvier 2014).

